

www.e-rara.ch

Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution

Campagnes de 1796, 1797, 1798 et 1799

Jomini, Antoine Henri de

Bruxelles, 1841

ETH-Bibliothek Zürich

Shelf Mark: Rar 7430

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-28955>

Livre XIII. Campagne de 1798.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]

LIVRE XIII.

CAMPAGNE DE 1798.

Le congrès de Rastadt, loin de fixer les destinées de l'Europe, est bientôt réduit à un rôle secondaire. — L'Angleterre isolée, mais fière de ses succès sur les Espagnols et les Hollandais, s'apprête à soutenir une lutte à outrance. — La Russie, décidée à prendre une part plus sérieuse à la guerre, reçoit Louis XVIII à Mittau, et prend l'armée de Condé à son service. — Frédéric-Guillaume III, en montant sur le trône de Prusse, persiste dans le système de neutralité de son père.

de l'Orient. — Démarches de Tippto-Sahab, pour obtenir des secours de la France, et former une coalition contre la compagnie britannique. — Progrès de la puissance de Scindiah, qui rétablit le gouvernement des Marattes dans le Mogol, et domine sur le royaume de Poonah. — Son armée, organisée successivement par Deboigne et Peyron, et dirigée par des aventuriers européens, devient de plus en plus redoutable. — Le gouvernement français ignorant ces événements, mais cédant aux avis de plusieurs conseils, décide une expédition en Égypte, pour y fonder une colonie, soutenir ses anciens alliés dans l'Inde, ou rétablir du moins un commerce direct avec ces riches contrées par la Méditerranée et la mer Rouge.

à ce moment où cette expédition imprudente entraîne l'élite de l'armée sur ces rivages lointains, le gouvernement isole aux pieds tous les traités, en envahissant la Suisse, Rome et le Piémont.

Changement démocratique en Hollande. — Troubles à Rome. — Assassinat de Duphot. — Entrée des Français au Capitole. — Proclamation de la république romaine.

France. — Bâle demande une nouvelle constitution. — Les Vandois réclament leurs droits sous la garantie de la France. — Énergie de Tavoyer Steiger. — Préparatifs de défense des Bernois; ils font des concessions. — Négociations stériles de Brune à Payerne. — L'armée du Rhin, qui depuis deux mois a fait occuper l'Erguel, prend Soleure: les Vandois et Brune s'emparent de Fribourg. — Combat de Fraubrunnen et de Neneneck. — Prise de Berne. — Division de la Suisse en plusieurs républiques. — Réunion de Genève à la France. — Insurrection des troupes républicaines à Rome et à Mantoue. — Mouvement de la populace de Vienne contre Bernadotte, qui part sans obtenir satisfaction.

les révolutions de l'an vi excitent des troubles en France. — Le Directoire persiste dans ses démarches hostiles envers les États-Unis; il inquiète les villes anséatiques. — Traités d'alliance avec les républiques cisalpine et ligurienne. — Convention avec le roi de Sardaigne, pour l'occupation de la citadelle de Turin. — Proclamation de la république helvétique, une et indivisible. — Refus des petits cantons d'en faire partie: Schwabembourg les attaque; résistance vigoureuse de ces républicains.

Le trésor bernois sert à presser l'expédition d'Égypte. — Départ de la flotte de Toulon. — Prise de Malte, à l'aide des intelligences que Poussielgue y a ménagées. — Nelson se met à la poursuite de l'escadre républicaine, qu'il ne rencontre pas d'abord. — Débarquement des Français à Alexandrie. — Nelson, revenu sur ses pas, détruit l'escadre à Aboukir. — Bonaparte défait les mameluks à la bataille des Pyramides, et s'empare du Caire. — Desaix poursuit les beys dans la haute Égypte. — Les Anglais, prévoyant ces succès, portent de nombreux renforts dans l'Inde.

Événements maritimes en Europe. — Les Français tentent vainement de s'emparer des îles Saint-Marconf; et les Anglais, débarqués près d'Ostende, y essuient une défaite totale. — L'Irlande s'insurge: les Français y jettent un corps de 1,500 hommes sous le général Humbert, qui, après une résistance honorable, est forcé à mettre bas les armes. — Une autre escadre, portant 3,000 hommes, sous le général Hardy, est prise dans la traversée. — Lord Cornwallis, envoyé dans cette île avec des forces imposantes, la soumet entièrement.

Événements des Antilles. — Scission déplorable à Saint-Domingue. — Le général Hédouville, envoyé par le Directoire en qualité de gouverneur, est forcé par Toussaint à se rembarquer.

Conférences de Selz entre la France et l'Autriche, relativement aux changements survenus depuis le traité de Campo-Formio. — Suite des négociations de Rastadt.

CHAPITRE LXXVII.

Comp d'œil sur la situation de l'Europe. — Ouverture du congrès de Rastadt. — Révolution démocratique en Hollande. — Invasion et révolution de la Suisse. — Combat de Neuenack. — Prise de Berne. — Troubles intestins en Suisse, au sujet de la constitution présentée par le Directoire. — Proclamation d'une république helvétique. — Réunion de Genève à la France. — Invasion des États romains par les Français. — Création de la république romaine. — Insurrection des troupes à Rome et à Mantone. — Troubles en Corse. — Insulte faite à l'ambassadeur de France à Vienne.

Le traité qui venait d'être signé à Campo-Formio, semblait devoir être le gage d'une paix durable entre la France et l'Autriche. Les peuples réclamaient à grands cris le repos dont six années de guerre ou d'agitations intestines leur faisaient sentir l'impérieux besoin : et le cabinet de Vienne, consolé de l'humiliation de ses armes par l'acquisition de Venise, eût peut-être renoncé à être plus longtemps l'instrument de l'Angleterre, si la crainte de la propagation des principes révolutionnaires ne lui eût fait envisager la paix comme une trêve, pendant laquelle il devait se préparer à rentrer bientôt en lice.

L'Autriche, en laissant bloquer Mayence par le général Hatry, et retirant furtivement ses troupes, le 23 décembre, pour faciliter aux Français l'entrée de ce boulevard de la Germanie, avait donné un gage suffisant de ses dispositions pacifiques. Les stipulations de Campo-Formio lui présentaient, en effet, assez d'avantages pour que le cabinet impérial ne recourût pas légèrement à la chance douteuse des combats, si le Directoire ne lui donnait pas de justes griefs, ou de puissants motifs d'alarmes.

C'est ce qui ne tarda pas d'arriver. La France, en proie aux convulsions d'une politique aussi violente dans ses moyens que vague dans ses combinaisons, jouissait peu des bienfaits de la paix. Sourdement agitée par la réaction du 18 fructidor, privée de tout crédit par une législation monstrueuse et la banqueroute qui avait suivi cette journée, la république cumulait fautes sur fautes : un gaspillage honteux absorbait tout, et le Directoire ne savait plus désormais avec quelles déponilles entretenir ses nombreuses armées ; comme s'il eût

pris à tâche de rendre sa perte plus certaine, il condamnait encore à un honorable exil les hommes qui avaient élevé la France au faite de la gloire, bien que leurs services devinssent de plus en plus indispensables pour la mettre à l'abri des dangers que ses injustes agressions amoncelaient autour d'elle.

L'empire germanique soupirait après le repos et les princes dont il était composé attendaient sans défiance les décisions du congrès de Rastadt, car la plupart ignoraient encore que leur ancien protecteur fût d'intelligence avec le Directoire, pour partager leurs dépouilles.

Frédéric-Guillaume III, en prenant les rênes de la Prusse, professa des principes de philanthropie, de modération et de loyauté, garants certains du bonheur des nations dans les temps calmes, mais faibles préservatifs contre les bouleversements politiques. Une armée bien rétablie, des finances restaurées, et le caractère du roi, lui assuraient une grande influence sur les cabinets de l'Empire : il repoussait les suggestions de l'Angleterre, et semblait ne vouloir augmenter sa puissance qu'en laissant affaiblir ses voisins et s'entourant d'alliés naturels.

Le successeur de Catherine II, vaquait encore en silence à l'administration de son vaste empire. Arbitre de la Suède par les rapports qui existaient entre lui et Gustave IV ; craint de la Prusse, et flatté par l'Autriche, il ne pouvait plus se dispenser que le temps était venu de prendre une part active aux affaires du midi de l'Europe. L'Angleterre ne négligeait aucun moyen de le mettre dans ses intérêts, en s'attachant le petit nombre de conseillers intimes, capables d'exercer quelque influence sur un prince aussi passionné. Les agents britanniques ne manquaient pas d'arguments pour l'entraîner ; la prépondérance que la France acquérait en Morée par la possession de Corfou, l'expulsion des consuls russes de Venise, furent bientôt suivies de griefs plus puissants. Quoique l'assise donnée à Louis XVIII à Mittau, et l'admission de l'armée de Condé à la solde russe, fussent dans le principe des actes de pure générosité, on ne tarda pas à s'apercevoir que Paul ne demandait qu'une occasion de rentrer dans le système de Catherine, dont il s'était un moment écarté.

L'Espagne, toujours gouvernée par le même favori, persistait dans son alliance avec la France; mais les désastres de sa marine, la ruine de son commerce, étaient les seuls fruits qu'elle eût jusqu'alors recueillis d'un changement tardif de système.

Le Portugal, pâle satellite de l'Angleterre, se voyait tout à l'heure abandonné à lui-même : le renvoi du chevalier d'Aranjo et le traité de Campo Formio, le laissaient exposé à la vindicte du Directoire, qui déjà ordonnait d'assembler une armée à Perpignan, sous les ordres d'Augereau, soit pour envahir réellement la Lusitanie, soit pour lui imposer des conditions plus dures que le traité du 10 août.

L'Italie paraissait tranquille; mais ce repos était tenu d'un volcan. Les aristocraties de Gènes et de Venise, bien que renversées, s'agitaient dans l'ombre : Naples, effrayée du sort de ses voisins, et entraînée par la reine et Acton, se rattachait de nouveau à l'Angleterre : le trône pontifical, miné par l'esprit du siècle et les intrigues de la France, menaçait ruine de toutes parts; déjà ses plus belles provinces, au mépris des foudres de l'Église, s'étaient constituées en république anconitaine : la république cisalpine s'agrandissait avec une rapidité inquiétante pour ses voisins : enfin, le Piémont entouré de gouvernements démocratiques qui soufflaient leurs doctrines, éprouvait déjà tous les avant-coureurs d'une révolution.

En Hollande, un pendant du 18 fructidor venait de transférer l'autorité entre les mains des démocrates les plus prononcés, et d'assurer ainsi l'influence du Directoire français. Le cabinet du Luxembourg voyait avec inquiétude le parti modéré pencher vers l'aristocratie et maîtriser en quelque sorte les décisions de l'assemblée nationale batave : craignant qu'elle n'entraînât le gouvernement dans quelque résolution contraire aux intérêts de la France, il résolut d'augmenter la démocratie de ses institutions, et de faire abolir le système fédératif qui avait prévalu malgré lui. L'envoyé Noël fut rappelé, et l'ex-ministre Delacroix fut chargé de cette opération, de concert avec le général Joubert qui commandait l'armée d'occupation.

L'assemblée hollandaise venait de rendre quelques décrets, contre lesquels 43 de ses membres

avaient protesté. C'est à cette minorité que s'adressa Delacroix, pour venir à bout de ses projets; et après avoir réussi à les lui faire adopter, il en fixa l'exécution au 22 janvier. Dans la nuit, les généraux Joubert et Daendels firent prendre les armes à la garde nationale et aux troupes de la garnison : les barrières furent fermées; et les 43 députés dévoués à la France, rassemblés à l'hôtel de Harlem, ordonnèrent l'arrestation de six membres de la commission diplomatique, et de 22 représentants. Cette opération terminée, ils se rendirent au lieu ordinaire des séances de l'assemblée, où les autres députés s'étaient déjà réunis. La salle fut entourée par les troupes; et là, sous l'influence des baïonnettes, les signataires de la protestation se rendirent maîtres des délibérations. Après avoir fait sanctionner les mesures extraordinaires de la nuit par leurs collègues, ils n'eurent pas de peine à obtenir d'eux l'adoption des changements résolus. L'assemblée nationale se constitua en assemblée législative, et annula tous les règlements des états-généraux qui la régissaient. Le système fédératif fut aboli et la république batave, déclarée *une et indivisible*. Les autorités provinciales se changèrent en autorités administratives : enfin, l'on décréta que le pouvoir exécutif serait confié, comme en France, à un directoire de cinq membres. La séance, dont on accorda les honneurs à l'ambassadeur Delacroix, fut terminée par le serment de haine au stathoudérat, au fédéralisme et à l'aristocratie : dix députés qui refusèrent de le prêter furent à l'instant cassés.

Ainsi, s'acheva sans effusion de sang, cette révolution, à qui la journée du 18 fructidor avait servi de modèle. Plus tard, quand l'appareil militaire qui avait intimidé les représentants eut disparu, beaucoup d'entre eux donnèrent leur démission, et désavouèrent la part qu'ils avaient prise à ces événements.

Une malheureuse destinée semblait frapper à l'envi tous les États qui n'avaient point participé à cette guerre; Venise, pour n'avoir pas su se décider contre la France, venait de disparaître du rang des puissances. La Porte, pour avoir résisté à toutes les insinuations des ennemis de la république, et proposé même sa médiation, voyait ses provinces de Morée menacées de propagande; la

Romélie, la Servie et la Valachie en proie aux attaques de Passwan-Oglou; enfin ses possessions d'Afrique et de Syrie, à la veille d'être envahies, bien que le Directoire lui renouvelât les assurances de la plus étroite amitié.

Le cabinet de Londres persuadé, par le peu de succès de la mission de Malmesbury à Lille, qu'il fallait se résigner à rendre ses conquêtes, ou à pousser une guerre à outrance, sentait néanmoins tout l'intérêt qu'il avait à intervenir dans les négociations de Rastadt. Il eût conservé ainsi son influence dans les affaires du continent; et, persuadant en même temps au peuple qu'on ne négligeait aucune occasion de se procurer une paix honorable, on le disposait à tous les sacrifices pour l'obtenir. Malgré les succès maritimes de l'Angleterre et l'accroissement de son commerce, les préparatifs qui se faisaient dans les ports de Hollande, de France et d'Espagne, un emprunt forcé progressif de 80 millions, spécialement destiné aux frais d'une descente, et l'activité qui régnait dans les chantiers ennemis, ne laissaient pas de lui causer de vives inquiétudes. Le ministre Dundas fut autorisé à requérir autant de milices que les circonstances l'exigeraient, et à prélever d'abord le nombre d'hommes nécessaires pour compléter 13 à 14 régiments qui n'avaient presque plus que des officiers. Afin de faire face aux dépenses qu'allaient occasionner l'augmentation de l'armée et les fortifications élevées sur différents points de la côte, un impôt fut mis sur les maisons, les fenêtres, les horloges, de même que sur les valets, les chevaux, les chiens, et les équipages de luxe.

Le Directoire exécutif, au lieu de profiter de sa réconciliation avec l'Autriche pour consolider les institutions naissantes de la France, semblait, au contraire, chercher à se créer de nouveaux ennemis. Sa politique altière traitait ses alliées comme des sujets; et partout ses émissaires cherchaient à soulever les peuples contre leurs gouvernements. On eût dit que son zèle révolutionnaire aspirait à démocratiser l'Europe, pour mieux la dominer. Jamais époque, cependant, n'avait été aussi favorable pour rendre la France heureuse et puissante, car ses conquêtes étaient légitimées par un traité; mais la prospérité éveille l'ambition, et celle-ci

enfant des projets gigantesques. C'était peu pour le Directoire d'avoir donné à la république française des frontières naturelles; il voulait aussi lui former une ceinture d'États, qui en éloignât pour jamais l'ennemi. Grâce à ses victoires, il avait déjà érigé à sa droite les républiques liguriennes et cisalpine; à sa gauche, la république batave. Il lui manquait au centre, un État qui pût, pour ainsi dire, former le nœud de son système fédératif; et il comptait trouver dans la Suisse un boulevard inexpugnable, propre à dominer en même temps l'Allemagne et l'Italie.

Séduit par tant d'avantages, il eût été naturel que le Directoire cherchât à étendre son influence en Helvétie; mais, peu habitué aux ménagements, il trouva plus commode de l'envahir, sans s'inquiéter si cette infraction aux traités n'équivalait pas à une déclaration de guerre contre l'Europe entière, qui avait tant d'intérêt à s'y opposer.

Il crut sans doute en imposer à l'opinion générale, par des prétextes d'une nature toute particulière: « La coalition, disait-il, s'est moins formée contre la France, que contre les principes de la révolution. A la vérité, la paix vient d'être signée: mais la haine que leur vouent les souverains n'est pas moins active; et les chicanes diplomatiques qu'opposent l'Empereur et l'Angleterre à la conclusion de la paix générale, en prouvant qu'ils ne cherchent que l'occasion d'une rupture, démontrent la nécessité d'établir un juste équilibre entre les États démocratiques et les monarchiques. Or, la Suisse, cet antique refuge de la liberté, foulée aux pieds par une insolente aristocratie, ne peut conserver plus longtemps la forme de son gouvernement, sans priver la France d'une partie des ressources, et de l'appui qu'elle serait en droit d'en attendre sous un autre régime, en cas que la guerre vienne à se rallumer. »

Ainsi, il fallait tout l'aveuglement du Directoire pour que la peur même le portât à des invasions, et qu'il comptât parer à des dangers imaginaires, par des mesures violentes qui devaient attirer sur lui la haine des États les plus pacifiques.

La question de la neutralité de la Suisse se rattache en effet aux plus hautes combinaisons de la politique européenne: l'Empire, l'Autriche, la

France et l'Italie, y ont un égal intérêt. Sans cette neutralité, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis, qu'une vaine barrière : les Alpes ne présentent plus obstacle à l'invasion de la France de l'Italie. Voudrait-on inférer de là, que chacun eût été intéressé à s'emparer d'un pays si important? Ce raisonnement serait absurde. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédait tous les avantages de la ligne du Rhin : envahissant la Suisse, elle se les arrachait elle-même. Si le sort incertain des armes lui était un jour contraire, l'immense supériorité acquise par la réputation devenait illusoire : la moindre victoire des Autrichiens sur les rives de l'Aar leur eût ouvert l'accès du Jura, et permis d'attaquer le sol français, par le seul point vulnérable de sa frontière.

En portant nos regards du côté de l'Italie, nous trouvons les mêmes combinaisons : supposé la Suisse neutre, la France, maîtresse de Mantoue, de Pizzighetone, et disposant de toutes les places du Piémont, avait un avantage très-marqué sur les Vénitiens, réduits pour tout appui aux murs de Verone et aux remparts de Palma-Nova. Détruisez le prestige de cette neutralité, le moindre succès obtenu en Suisse par une armée impériale, n'eût-il fait tomber toute la défense de l'Italie, et contraint l'armée française à rétrograder, pour arrêter l'ennemi aux confins du Dauphiné ou sur les bords du Rhône?

Ces résultats étaient tellement palpables, que, si jamais la France, dans ses anciennes limites, avait pu convoiter la Suisse comme point offensif, elle aurait dû tout faire pour en consacrer la neutralité, depuis qu'elle-même se trouvait en possession de la Lombardie et des places du Rhin.

La position du moment était donc loin de motiver une agression odieuse; mais les intérêts permanents d'une politique sage et prévoyante l'interdisaient bien plus encore. Si les Français étaient entrés en Suisse pour en faire la conquête et s'y fixer définitivement, on eût compris un pareil motif, qui, sans légitimer l'usurpation, la rendait au moins plausible (1).

Mais comment espérer que l'Europe sanction-

nât jamais un pareil accroissement? Dès que la chose était impossible, quel intérêt pouvait-on trouver à détruire le repos de ces vallées, où parmi des milliers de partisans, l'on démêlait à peine quelques ennemis dans les familles patriciennes? Quel avantage, de se compromettre envers toute l'Europe, et d'appeler la Russie et la Prusse à prendre part à la coalition, sans autre but que de propager la démocratie dans deux ou trois cantons et de la renverser dans plusieurs autres? Était-ce pour lever 18,000 auxiliaires, qu'on eût plus facilement obtenus par le simple renouvellement des capitulations?

Le Directoire commit donc une erreur fatale, en imaginant consolider la position militaire de la France, par l'occupation passagère des montagnes helvétiques : on peut dire hardiment qu'il s'affaiblit, au contraire, en raison de l'extension démesurée que cela donnait à sa défense. Car ce n'est pas seulement l'augmentation d'une étendue circulaire de près de 100 lieues qu'il faut considérer ici; c'est la contiguïté permanente d'une ligne qui, de Venise, court par Trente et Constance, jusqu'aux marais de la Frise et à la mer du Nord. Cet espace étant coupé en deux par la masse des Alpes, si l'on neutralisait ce centre, il en résulterait que chacune des fractions, isolée en elle-même, offrirait une ligne d'opérations entièrement indépendante. On pourrait dès lors choisir sur chacune des ailes le point stratégique le plus convenable à ses opérations, sans s'inquiéter de ce qui se passerait aux accessoires. Par exemple, la gauche appelée à couvrir le Rhin s'attacherait particulièrement à l'espace entre Strasbourg et Mayence, sans craindre que l'ennemi se portât sur ses extrémités, le long de la mer ou de la ligne neutre. On peut en dire autant de la droite chargée de protéger la Lombardie; car toute sa défense se concentrerait sur l'excellente ligne du Mincio ou de l'Adige.

Mais en comprenant le territoire suisse dans le front d'opérations, dès lors tout se trouve lié, depuis l'Adriatique, jusqu'aux bouches de l'Yssel : et dans cette étendue de 300 lieues, on s'attachera

il n'hésitera jamais à se dévouer pour l'indépendance de son pays.

(1) Il ne faut pas oublier que l'auteur fait ici une supposition dans l'intérêt français. Comme Suisse et soldat,

à tout couvrir, parce que l'ennemi pourra tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'y seront plus que des fractions secondaires, dont la défense et l'attaque seraient subordonnées à ce qui se passerait à quelques lieues plus loin. La Suisse elle-même, flanquée par la Souabe et l'Italie, devra être gardée partout, si le sort des combats attire les deux partis sur ses frontières. Celui qui l'occuperait, réduit à s'y défendre, serait obligé de couvrir Bâle comme Schaffhouse, Rheineck comme le Saint-Gothard, et le Simplon aussi bien que le mont Cénis, sans être dispensé pour cela d'avoir des forces imposantes sur le Rhin et le Pô. Ainsi, la puissance qui se trouverait réduite à la défensive, ayant ses armées morcelées en vingt corps, donnerait prise partout à un ennemi actif et entreprenant, qui, par la rapidité de ses mouvements, saurait multiplier ses forces assaillantes.

En effet, la campagne suivante ne manqua pas de prouver que, si les saillants de Schaffhouse et du Simplon offrent quelques avantages stratégiques pour un simple passage, c'était une faute inouïe pour la France, aussi bien que pour l'Autriche, de comprendre la Suisse comme champ d'opérations, dans un plan de campagne (1). Si cette vérité n'était pas démontrée par les événements de 1799, on en trouverait une preuve dans la conduite de Napoléon en 1805 et 1809 : il respecta ce territoire, que son titre de médiateur et sa toute-puissance lui eussent permis de fouler impunément, mais que son propre intérêt lui commandait de laisser intact. Quelque appréciateur qu'il fût des avantages de deux outres débouchés, il sut les subordonner aux calculs de la politique ; et prouva qu'on trouve toujours une route pour manœuvrer sur les communications de l'ennemi, sans fouler aux pieds les liens nationaux, et sans

(1) Les réflexions qu'on vient de lire ne s'accordent pas avec l'opinion émise récemment à la tribune par un officier général, dont nous respectons autant le noble caractère que les talents. Un écrivain célèbre lui a déjà répondu dans une brochure intitulée : *De la Suisse, dans l'intérêt de l'Europe*. Notre but étant uniquement de retracer l'état des choses en 1798, nous ne saurions nous livrer à des débats qui se rapportent au temps présent, et nous renvoyons nos lecteurs à cet intéressant ouvrage : le motif tout patriotique qui l'a dicté lui mé-

bonverser les rapports des différents États européens. Quoi qu'on en pense, il est temps de quitter une digression que notre cadre historique ne permet pas dans toute son étendue ; et nous nous hâtons de revenir aux projets du Directoire.

En attendant que ses vues sur la Suisse eussent acquis leur maturité, il se préparait à renverser le gouvernement pontifical, et à enlever l'Égypte à la Porte. Si la première de ses entreprises n'offrait pas beaucoup de difficultés, la seconde exigeait de grands préparatifs. Tout était en mouvement dans les ports de l'Océan et de la Méditerranée ; et le rassemblement d'une armée sur les côtes de la Manche, tenant l'Angleterre et l'Europe dans l'attente d'une prochaine descente, cachait la véritable destination assignée à l'escadre de Toulon dont Brueys, de retour de Corfou, venait de prendre le commandement.

Jusqu'aux mesures de finances dénotaient l'intention de porter le théâtre de la guerre au sud des îles Britanniques, et l'emprunt forcé de 80 millions, spécialement affecté aux frais d'une descente, ne fut sans doute qu'une ruse pour mieux dominer le change à l'ennemi. En attendant l'exécution de ces menaces dont l'Angleterre ne se laissait point intimider, on faisait une guerre active à son commerce : dès le 4 janvier, une saisie générale de toutes les marchandises manufacturées dans les trois royaumes, eut lieu simultanément d'un bout de la France à l'autre.

Cependant cette expédition d'Égypte, décidée depuis deux mois, était entravée par l'extrême pénurie des finances. Bonaparte instruit dans son voyage de Milan à Rastadt, que le gouvernement de Berne possédait un trésor de 30 à 40 millions, et n'ignorant point les intentions du Directoire à l'égard de la Suisse, leva tous ses scrupules, et lui conseilla d'en hâter l'exécution (2). L'entreprise

ritera l'estime du législateur dont il combat les assertions.

(2) Il n'est pas probable, comme beaucoup de gens l'ont dit, que le besoin d'argent pour l'expédition d'Égypte ait été le principal motif de l'invasion de la Suisse ; car, au fait, rien n'eût empêché les Bernois de mettre leur trésor en sûreté : mais on est fondé à croire que l'appât de cet argent en accéléra l'exécution, et qu'on voulut d'un même coup s'assurer d'un capital précieux et dominer en Helvétie.

une fois résolue, on ne manqua pas de raisons pour la colorer des apparences de la justice; car déjà des publicistes gagés n'avaient d'autre tâche que de justifier les usurpations et les folies du Directoire. Mais avant d'entrer dans le détail de cette injuste agression, dont pourtant il résulta quelque bien pour les sujets des Suisses, il ne sera pas hors de propos de donner une idée de la ligne helvétique, telle qu'elle existait alors sous l'empire de ses anciennes constitutions.

Le gouvernement des cantons suisses était, de toute l'Europe, celui dont l'action se faisait le moins sentir au peuple. L'économie, la justice et l'indulgence, étaient les bases de son administration (1). Chaque canton se gouvernait séparément; et les liens fédératifs n'avaient pour but que la garantie mutuelle de leur indépendance. Les habitants des campagnes, bons et laborieux, tiraient de leur industrie ou de l'agriculture la source de leur bien-être. Satisfaits de leur sort, ils ne cherchaient pas à l'améliorer; et jusqu'alors ils étaient restés paisibles spectateurs des révolutions politiques. De bons esprits désiraient cependant la réforme de quelques abus dans plusieurs branches de l'administration: les pouvoirs des baillis, les droits exclusifs des habitants des capitales, l'extension des privilèges des patriciens, leur paraissaient devoir être limités par de nouvelles lois; mais ils craignaient que ces améliorations se fissent peu à peu, sans secousses, et surtout sans intervention des institutions dont une expérience de quatre siècles avait prouvé la bonté, leur esprit républicain se ravivait avec d'autres yeux que le reste de l'Europe; les changements que la révolution avait apportés dans le gouvernement français. Et, il faut le dire, les idées d'égalité sont plus naturelles à de petites contrées, qui, étrangères aux grands débats européens, n'ont pas besoin d'autant de force pour maintenir au dehors la prépondérance que recherche une grande nation. Les intérêts et les amours-propres mis plus souvent en contact, et sujets à des froissements journaliers, rendent, chez un peu-

ple peu nombreux et simple, les privilèges exclusifs plus insupportables; surtout quand ceux-ci, loin d'être l'apanage de quelques familles illustres par d'éminents services, sont usurpés par la bourgeoisie entière d'une ville, et deviennent la source de prétentions ridicules.

En effet, si plusieurs des cantons suisses vivaient en général heureux et satisfaits sous les lois qu'ils s'étaient données eux-mêmes, il n'en était pas ainsi dans quelques provinces réunies plus tard par les chances de la guerre, et qui n'avaient pu prendre part au pacte primitif. Sous la dénomination de sujets, flétrissante chez les peuples républicains, les habitants étaient privés de tous droits politiques, sans que leur fortune ou leur naissance pût les arracher à cette exclusion.

Nous avons déjà indiqué les intérêts que cet ordre de choses avait créés dans le pays de Vaud: les villes de l'Argovie, la Thurgovie, les bailliages mixtes, les bailliages italiens, étaient dans le même cas. Les campagnes du canton de Zurich réduites à peu près au même sort, ajoutaient encore à ces griefs celui d'un monopole odieux, qui concentrait dans les mains du négociant du chef-lieu, la vente et l'achat de tous les produits de l'industrie.

A plusieurs reprises les Vaudois, plus entreprenants, avaient élevé la voix pour réclamer, sinon leur indépendance, du moins la restitution de leurs droits naturels: mais les magistrats de Berne, ne les considérant que comme des sujets rebelles, avaient comprimé leurs plaintes, et puni des fers ou du bannissement les patriotes qui avaient osé demander justice. Quand l'infortune prend sa source dans de si nobles causes, elle excite l'intérêt; et la France victorieuse accueillit ces illustres exilés. Un comité secret s'organisa à Paris: le frère du général Laharpe, qui en était un des principaux membres, dans un essai sur la constitution du pays de Vaud, réclama pour son pays les droits que lui avait enlevés l'oligarchie bernoise. Suivant lui, l'acte de cession souscrit par le duc de Savoie en 1564, en faveur de Berne, stipulait expressément sous la garantie du roi de

quand les intérêts sont satisfaits, l'esprit de parti doit se taire, et un Bernois qui défend son pays, a des droits à l'estime, comme un Vaudois qui veut être citoyen.

(1) Bien que l'auteur, d'origine vaudoise, se fasse gloire d'avoir concouru à l'émancipation de son pays, il croit un devoir de rendre justice à qui de droit:

France, que le pays de Vaud, gouverné depuis longtemps par des états nationaux sous la présidence d'un bailli-ducal, conserverait tous ses privilèges. C'était remonter bien haut, pour trouver des sources équivoques de droits imprescriptibles; mais le Directoire n'y regarda pas de si près : il accueillit les députés vaudois avec bienveillance; et, en sa double qualité d'héritier de Charles IX et de Philibert-Emmanuel, sous le règne desquels le traité s'était conclu, il promit le redressement de leurs plaintes.

Cette réclamation produisit en Suisse une forte sensation : elle excita les habitants des campagnes à soutenir leurs droits, et fit apercevoir différents abus dont une longue habitude avait dissimulé l'existence. La publication de quelques écrits politiques vint encore augmenter la déconsidération du gouvernement; et, dans plusieurs contrées l'esprit public se prononça hautement pour une réforme. Quelques gens sages proposèrent alors au sénat de Berne, de calmer cette fermentation par des concessions populaires : mais ces patriciens, jaloux de leur autorité, loin de se montrer disposés à faire le sacrifice de quelques privilèges, imprimèrent au contraire au gouvernement, une rigueur qui ne servit qu'à lui susciter de nouveaux ennemis.

A cette époque, Bonaparte traversa une partie de la Suisse en se rendant au congrès de Rastadt. Ce voyage, dont le but évident était de connaître l'opinion, réchauffa le zèle des mécontents et augmenta leur nombre. Les victoires du général et les créations républicaines qui en résultèrent, avaient enflammé tous les esprits. Aussi, à son passage à Lausanne, les Vaudois se pressèrent autour de lui, et le proclamèrent le restaurateur de leur prochaine liberté. A Bâle, il eut une longue conférence avec le tribun Ochs, partisan zélé des projets de réforme, homme d'esprit, très-propre à conduire une intrigue : il ne lui fut pas difficile de le déterminer à se rendre à Paris pour se concerter avec le Directoire.

Ochs s'entendit bientôt avec un gouvernement enivré de ses succès, et avide de propagande : ils s'accordèrent à projeter l'établissement d'une république une et indivisible, qu'ils regardaient comme plus favorable aux intérêts de la France,

que le régime fédératif. Si le désir de donner plus de force à sa patrie, en centralisant dans une autorité commune les intérêts de 13 cantons divers de mœurs et d'opinion, avait été le seul mobile d'Ochs, la Suisse lui devrait des regrets; mais ce n'est pas à lui qu'il faut attribuer l'empressement de cet agent sans mission convint avec le Directoire que l'on commencerait par s'emparer de Bienne, de l'Erguel et du Munsterthal, agrégés à la confédération, sous la suzeraineté de l'évêque de Bâle, chassé de ses États par Custine en 1792. Il fut décidé aussi qu'on exciterait les bailliages italiens à imiter l'exemple du pays de Vaud; enfin, que la république française prendrait sous sa protection tous les individus qui chercheraient à se soustraire à la domination des cantons aristocratiques. L'agent Mengaud, accrédité comme chargé d'affaires, reçut l'ordre d'inonder la Suisse d'écrits révolutionnaires, de favoriser la formation des clubs, et de promettre aux novateurs de prompts secours d'hommes et d'argent.

La première hostilité contre la ligue helvétique, fut la prise de possession de l'Erguel. Cent bataillons tirés de l'armée du Rhin, et commandés par l'adjudant général Bonnamy, y ayant pénétré le 15 décembre, s'emparèrent sans résistance des vallées de Moutiers et de Saint-Imier. Plusieurs membres du conseil souverain de Berne, à la tête desquels on remarquait l'avoyer Steiger, tentèrent alors d'ouvrir les yeux à leurs collègues, et démontrèrent en vain que le seul moyen d'échapper aux projets destructeurs du Directoire, était de prendre une initiative vigoureuse; d'appeler tous les cantons aux armes, et de repousser les Français du territoire qu'ils avaient envahi. La majorité rejeta ces mesures comme trop dangereuses, et se flatta de tout concilier par des négociations. Les avis timides sont toujours spécieux : aussi, dans cette occasion, prévalurent-ils au sénat.

A la vérité, les vallées helvétiques n'étaient plus ce sol classique des vertus héroïques, inspirées par l'amour de la liberté : elles n'avaient plus de ressemblance avec ce pays pauvre, dont l'habitant ne possédait jadis qu'une chétive cabane et son courage. L'industrie, qui recherche toutes les contrées peuplées où la main-d'œuvre s'obtient à

» pays de Vaud qui se seraient adressés ou pour-
 » raient s'adresser encore à la république fran-
 » çaise, pour réclamer sa médiation, en exécution
 » des anciens traités, à l'effet d'être maintenus
 » ou réintégrés dans leurs droits. » Peu de jours
 après (4 janvier), Mengaud, informé que la régence
 de Berne paraissait déterminée à ordonner le ras-
 semblement des milices, la somma avec hauteur
 de déclarer quelles étaient ses intentions envers
 la république.

Cette invitation insolite fut appuyée par la
 marche d'une division de l'armée d'Italie, forte
 de 8 à 10,000 hommes, qui traversa la Savoie,
 sous la conduite de Menard, lequel vint placer son
 quartier général à Ferney-Voltaire. En même
 temps, le général Monnier, qui commandait une
 brigade dans la république cisalpine, reçut l'ordre
 de se porter sur les confins des bailliages italiens,
 afin de soutenir les mouvements que pourraient
 faire les mécontents. Le directoire de cette répu-
 blique fut invité à fraterniser avec eux, et à y ré-
 pandre avec profusion les écrits libéraux.

Ces mesures militaires produisirent le plus grand
 effet dans le pays de Vaud. L'insurrection prit dès
 lors un caractère général. En vain le conseil de
 Berne envoya-t-il une commission pour ramener
 les esprits et faire prêter un nouveau serment de
 fidélité, la bourgeoisie de Lausanne s'y refusa, et
 engagea plusieurs autres villes à l'imiter. Les dé-
 putés, en butte aux insultes et aux menaces des
 habitants, n'y purent rien obtenir, et se retirè-
 rent, après avoir vu les patriotes s'emparer du
 château de Chillon.

La plupart des cantons auraient sans doute re-
 gardé l'insurrection du pays de Vaud comme un
 démêlé particulier du canton de Berne, si une
 note intempestive de l'agent Mengaud n'eût semé
 la défiance et la consternation dans toute la Suisse.
 On a vu au chapitre précédent que l'émancipation
 des habitants de la Valtelline avait donné lieu à
 une révolution démocratique dans les Grisons.
 Quelques familles patriciennes sollicitaient sour-
 dement l'intervention de l'Empereur contre leurs
 concitoyens. Le chargé d'affaires de France, en
 ayant eu avis, crut prévenir le mal, en signifiant
 à la diète d'Aarau que si les Autrichiens mettaient
 le pied dans les Grisons, les Français y entreraient

les prix, avait envahi jusqu'aux vallées les plus
 sauvages. Les descendants des vainqueurs de Sem-
 pach étaient transformés en tisseurs de mousseli-
 nes, qui le cédaient peu à celles dont se couvrent
 les Nababs de l'Indostan. L'industrie, l'esprit d'or-
 dre, le commerce, avaient amené l'aisance : et si
 des lois somptuaires repoussaient un luxe dangereux,
 il n'en est pas moins vrai que le peuple, un des
 plus aisés qu'il y eût en Europe, avait perdu son
 antique austérité, source de ses vertus guerrières.
 Cependant, le souvenir de la gloire passée animait
 encore plusieurs contrées ; et, aux noms de Guil-
 laume Tell et de Morgarten, bien des Suisses élec-
 tisés se croyaient invincibles dans leurs mon-
 tagnes.

Quoiqu'il s'en fallût de beaucoup que les mi-
 lices suisses montassent à 200,000 hommes,
 comme le pensait Frédéric le Grand ; et que les
 temps fussent bien changés, où la victoire dé-
 pendait du choc impétueux d'une masse armée de
 piques et bardée de fer, on peut croire que la
 bataille eût été longue et sanglante, si les cantons
 avaient unanimement accepté la proposition de
 Suiger. Mais l'esprit de parti qui divise tout,
 devrait armer parents contre parents, canton contre
 canton, paralyser les uns, et épouvanter les au-
 tres. Tout ce que Berne pouvait espérer, était de
 retarder sa chute, jusqu'à ce que l'Allemagne en-
 tier, indignée et menacée, volât à son secours.
 Les autres cantons, différant d'opinions aussi bien
 que de formes de gouvernement, étaient loin de
 regarder le danger comme imminent. Cependant,
 sur la demande de Berne et de Fribourg, on nomma
 partout des députés qui se réunirent à Aarau, pour
 débattre les intérêts communs et pourvoir à la
 défense générale.

Pendant que cette diète cherchait son salut
 dans de vaines délibérations, le Directoire se dis-
 posait à soutenir, par les armes, les prétentions
 du pays de Vaud. Le 17 décembre, le ministre des
 relations extérieures avait reçu l'ordre de faire un
 rapport sur la pétition du comité insurrecteur ;
 le 30, l'envoyé Mengaud signifia au sénat de
 Berne un arrêté du Directoire, portant que « les
 membres du gouvernement de Berne et de Fri-
 bourg répondraient personnellement de la sûreté
 individuelle et de la propriété des habitants du

aussitôt de leur côté. Dès lors, l'effroi glaça tous les cœurs, et chacun s'égara en conjectures. Les uns crurent que l'Empereur et la république française avaient arrêté à Campo-Formio le démembrement de la ligue helvétique, comme celui de la république de Venise. Les autres, ne virent dans la médiation du Directoire au sujet de l'émancipation du pays de Vaud, qu'un prétexte pour envahir la Suisse. Mais le plus grand nombre attendit avec anxiété le dénouement d'un drame où l'existence politique du corps helvétique était évidemment compromise, et tout ce qu'on put faire fut d'envoyer des députés au congrès de Rastadt, pour obtenir une intervention favorable de la part des principales puissances d'Allemagne.

C'est dans cette circonstance que le sénat de Berne, justement alarmé, prit le parti tardif de déployer sa force, et ordonna le rassemblement d'un corps de 20,000 hommes. Tous les bailliages allemands, surtout ceux de l'Oberland, répondirent à son appel. Le commandement de ce corps fut confié au colonel Weiss, connu par quelques écrits philosophiques, mais qui était loin de convenir à ce poste important. Admirateur de la révolution française, il professait des opinions dont l'influence devait se faire sentir sur ses opérations militaires; aussi avait-il été porté au commandement par les intrigues du parti démocratique. On voyait dans le colonel, opposé à l'avoyer Steiger, un homme modéré, un négociateur estimé à Paris, et plus capable qu'aucun autre de désarmer le Directoire, dans les négociations qu'il entamerait.

Après avoir réuni quelques troupes, Weiss se rendit à Lausanne, et perdit plusieurs jours en vains pourparlers avec les insurgés. Ceux-ci, s'apercevant qu'il ménageait les Français, invitèrent le général Menard à entrer sur le territoire vaudois. Il se mit aussitôt en marche, et vint camper entre le lac et le mont Jura. Au premier bruit de l'approche des troupes françaises, Weiss évacua précipitamment Lausanne, et se retira à Yverdon. Son départ fut le signal de la révolution : les baillis expulsés, les caisses publiques saisies, l'arbre

(1) Cette affaire de Thiérens est encore une énigme; on l'attribua avec quelque apparence de raison à Mengaud; les Bernois avaient trop intérêt à donner satisfac-

de la liberté planté sur toutes les places, la cocarde verte arborée par les habitants; tout cela fut l'ouvrage de quelques heures pour le gouvernement provisoire, qui s'installa le 27 janvier.

Le même jour, Menard envoya sommer le général Weiss d'évacuer entièrement le pays de Vaud; mais, en arrivant au village de Thiérens, le parlementaire fut attaqué par les paysans armés. Deux hommes de son escorte furent tués; et lui-même ne parvint à s'échapper qu'avec beaucoup de peine. Il revint en toute hâte porter à son général la nouvelle de cette agression inopinée, que les patriotes imputèrent au machiavélisme des Bernois, et dont ceux-ci accusèrent à leur tour la perfidie révolutionnaire de Mengaud (1).

Menard mit aussitôt ses troupes en mouvement, et porta son quartier général à Lausanne, où des proclamations apprirent à l'armée et aux Vaudois l'attentat dont deux Français venaient d'être victimes. Le colonel Weiss, épouvanté des suites probables de cette affaire, et ne se croyant pas en état de résister à l'attaque des Français, abandonna Yverdon et se replia sur Morat. C'en était fait de Berne, si Menard, profitant de la stupeur générale, eût marché sur-le-champ contre cette ville. Mais satisfait d'avoir forcé l'ennemi à évacuer le pays de Vaud, et manquant d'ailleurs d'instructions précises pour commencer les opérations, il attendit à Lausanne les ordres du Directoire.

Pendant que les Français, entrant en liberté dans le midi de la Suisse, y proclamaient la liberté et l'égalité, Ochs et Mengaud, au nord, dirigeaient l'esprit public. Bâle était le foyer de toutes les machinations révolutionnaires : les clubs patriotes prêchaient ouvertement l'insurrection; et, comme depuis longtemps, la liberté n'existait plus dans une grande partie de la Suisse que pour certaines familles, ils faisaient grand nombre de prosélytes. La faiblesse des principales autorités augmenta l'audace de Mengaud. Il se rendit à Aarau, escorté seulement de six hussards, et y arbora le drapeau tricolore. Les députés des cantons réunis n'osèrent protester contre cette violence. Au lieu

tion sur un pareil accident pour ne pas s'empresser de le faire. On voulait un prétexte pour agir hostilement, et à défaut d'autre, on prit celui-là.

de concentrer les pouvoirs, et de mettre à la tête de la ligue helvétique un chef capable de donner une impulsion vigoureuse à la défense commune, ils se contentèrent de renouveler le pacte fédéral, et de régler les contingents à fournir par chacun. Encore l'influence du parti novateur était si grande que chaque député, en signant le traité, cherchait déjà les moyens d'en éluder les conditions.

La présence de la diète n'avait pas imposé aux mécontents de l'Argovie. Arau était devenu le centre d'activité de leurs manœuvres. A peine l'assemblée fut-elle dissoute, que cette ville se déclara en insurrection, et que Zoffingen, Bruck, Lenzbourg imitèrent son exemple.

Ces mouvements furent d'abord réprimés par l'arrivée de quelques bataillons : mais les mêmes dispositions éclatant à la fois à Fribourg, à Soleure, à Schaffhausen, dans le bas Valais, le sénat de Berne se flatta de calmer l'agitation et de satisfaire le gouvernement français, en accordant quelques concessions au parti démocratique. Il statua, en conséquence, que les villes et les campagnes nommèrent des députés pour aviser de concert aux changements commandés par les circonstances. Les nouveaux élus, au nombre de 52, furent réunis, le 2 février, au grand conseil. D'accord avec le gouvernement bernois, bien qu'il annonçât la ferme résolution de repousser toute influence étrangère dans ses arrangements intérieurs, s'empressa de proclamer l'égalité politique des citoyens, et de promettre des changements aux institutions existantes. Une commission fut nommée pour rédiger le nouvel acte constitutionnel ; mais les fautes de l'oligarchie, qui ne se soumettaient qu'à regret à ces innovations, dans l'espoir que de nouveaux incidents viendraient les annuler, firent passer à un an le terme où le travail de la commission serait présenté.

Prises de bonne foi, ces mesures auraient pu tout calmer ; mais les deux partis se méfiaient trop l'un de l'autre pour que cela se passât paisiblement ; d'ailleurs, la France visait à un résultat bien différent. Dans le fait, celui-ci ne satisfait personne ; les partisans du régime aboli prétendirent que les magistrats n'avaient aucun droit de démettre un gouvernement dont ils n'étaient que les

premiers sujets ; et les mécontents se plaignirent que les réformes devinssent illusoires, par le retard qu'on apportait à leur exécution. Ainsi, au lieu de rien concilier, les opérations des députés occasionnèrent de nouveaux désordres, symptômes manifestes d'une guerre civile. Dans quelques districts, les paysans réclamèrent à main armée le maintien de leurs institutions. En Argovie, à Zurich, à Bâle, à Schaffhouse, ils méprisèrent les concessions et refusèrent leurs contingents. A Bâle, surtout, la bourgeoisie ne garda plus de mesure : la régence fut cassée, l'égalité proclamée ; et cette ville menaça de se séparer de la confédération helvétique.

Le sénat de Berne avait communiqué au Directoire le plan de réforme résolu par le décret du 3 février ; mais, loin d'être désarmé par tant de soumission, celui-ci lui signifia par Mengaud que la république française se lassait d'éprouver tant de résistance à l'exécution de la volonté générale. Il exigea, outre la suppression immédiate de toute espèce d'autorité, l'établissement d'une commission provisoire de gouvernement, dont les anciens membres des conseils seraient exclus. Ces propositions, jointes à l'entrée des Français à Bienne, déconcertèrent la politique des Bernois : ils sentirent qu'il fallait se préparer à la guerre, ou rentrer dans la classe de simples citoyens. Leur choix ne pouvait être douteux : bien différents des patriciens de Venise et de Gènes, ils n'étaient point dégénérés jusqu'à oublier la gloire de leurs ancêtres ; et tout en défendant d'injustes privilèges, ils sentirent qu'ils avaient à soutenir l'honneur du nom suisse, rejetèrent d'une voix unanime cette transaction, et votèrent, au contraire, les mesures nécessaires pour résister. L'établissement d'une commission de haute police, chargée de rechercher et punir les fauteurs du système de réforme, d'étouffer les réclamations des corporations, de dissiper les rassemblements, d'imposer silence à tous les mécontents, fut suivie de préparatifs plus sérieux. Bientôt après, le sénat décréta une levée en masse ; et il espéra, à la faveur des souvenirs de Laupen, de Morat et de Granson, réussir à faire prendre les armes contre les Français.

Cependant, pour tenter encore la voie d'un accommodement, le jour même où le sénat érigeait

cette commission de haute police, il fit adresser au Directoire, par les membres dont l'attachement à la France était connu, une note où, après avoir protesté de leur dévouement à la république, ils se plaignaient de l'irruption des Français dans le pays de Vaud, et le suppliaient de les retirer, afin qu'ils pussent licencier les Suisses accourus sur la frontière pour défendre l'intégrité de leur territoire.

Le Directoire, pour toute réponse, développa alors le véritable but de son invasion. C'eût été trop peu pour lui d'obtenir l'émancipation du pays de Vaud, de renverser l'oligarchie bernoise et de s'emparer de ses trésors : il voulait encore constituer la confédération helvétique, d'une manière plus analogue au système politique qu'il avait adopté. L'envoyé Mengaud distribua à pleines mains un projet de constitution en trois langues, qui formait de la Suisse, de ses alliés et de ses sujets, une république de 22 cantons, une, indivisible et démocratique, calquée en tous points sur celle de France.

Cette constitution, offerte aux différents partis comme l'ancre de salut, fut accueillie avec joie par quelques cantons; mais Berne, qui en craignait peut-être trop les conséquences, pressa tous les autres de joindre leurs efforts aux siens pour faire tête à l'orage. Soleure et Fribourg, qui n'y voyaient pas moins de risques, armèrent avec activité. Zurich les imita quoiqu'avec difficulté. Les petits cantons ne restèrent pas en arrière, parce qu'ils se virent menacés de perdre leurs sujets italiens, leurs institutions populaires et leur individualité. Si les Bernois avaient autant ressemblé aux Romains que Montesquieu le pense, ils eussent sans doute accepté le gouvernement central, sûrs de jouer le principal rôle dans la nouvelle république; car Berne eût récupéré en dignité, en force et en richesses, ce qu'elle eût perdu dans ses bailliages, ses privilèges et les prérogatives de quelques familles patriciennes.

Quoi qu'il en soit, le sénat de Berne parvint à mettre 25,000 hommes sur pied. Il confia le commandement de cette armée au général d'Erlach, ancien colonel au service de France, patricien connu par la haine qu'il vouait aux nouvelles doctrines; bien que sa carrière n'offrit aucun fait

d'armes éclatant, on lui reconnaissait un noble caractère et des talents; dans son état-major figurait le major Gross, qui s'était signalé en Hollande par la belle défense de Grave.

D'Erlach partagea son armée en trois divisions de 6 à 7,000 hommes chacune. La première et la plus nombreuse, sous les ordres du général Andermatt, occupait l'espace compris entre Fribourg et le lac de Morat; quelques centaines de Vaudois réfugiés formaient ses avant-postes. La seconde avait pour chef le quartier-maître général Grafried, et campait entre la ville de Baren et le point de la rivière de Thiele. La troisième, commandée par le colonel Watteville, tenait à la précédente et couvrait Soleure. L'aile gauche était garnie par un corps de 2,000 flanqueurs qui se prolongeait jusqu'aux montagnes de Sanen, situées à l'extrémité orientale du lac de Genève; un second corps de 4 à 5,000 hommes, formé des autres contingents, devait servir de réserve. Enfin des garnisons occupaient Soleure et Fribourg.

Si l'armée bernoise eût attaqué sur-le-champ les Français séparés en deux divisions qui communiquaient difficilement entre elles, il est probable qu'elle les eût accablées l'une après l'autre : une première victoire eût rallié au gouvernement tous les esprits flottants, et entraîné la majorité des cantons, qui, dans l'impossibilité de reculer, eussent fait de plus grands efforts pour conserver leur indépendance; mais un tel parti n'entraîna pas dans son système exclusivement défensif.

Cependant le général Brune ayant remplacé Menard, appelé en Corse, se hâta de réunir ses troupes sur la frontière de Fribourg et du pays de Vaud, qui joignit à sa division un corps auxiliaire de 4,000 hommes. Cette petite armée cantonnée entre le château d'Aigle et Avenches; le quartier général fut établi à Payerne. Brune avait obtenu du Directoire, que le général Schawenbourg viendrait le renforcer avec 12,000 hommes de l'armée du Rhin; mais ces troupes étaient encore loin, et ne pouvaient entrer en ligne que le 15 au 20 février. Sentant donc le danger de sa position, il envoya un agent à Berne, faire des ouvertures de paix. Le sénat ne vit pas le piège, et prit cette démarche pour une marque de modération ou de faiblesse. Il accepta les propositions avec joie; et

lancé par le fol espoir d'éviter la guerre, il députa deux de ses membres au quartier général de Payerne, pour conclure un arrangement dont les bases devaient être la restitution de Bienne et de l'Arguel, l'évacuation du pays de Vaud, et la retraite de l'armée française à 12 lieues des frontières suisses.

Brune reçut fort bien les sénateurs; mais les articles proposés étaient trop en opposition avec les vœux du Directoire, pour qu'il pût les admettre. Il alléguait la nécessité d'en référer à son gouvernement; et offrit, en attendant sa réponse, un armistice de 15 jours, auquel les députés consentirent. Si les régences de Berne et de Fribourg eussent profité de ce répit pour concentrer leurs troupes, presser l'arrivée des renforts, et régulariser leur plan de défense, le retard des hostilités eût encore tourné à leur avantage. Elles se bornèrent à fortifier les passages de Neueneck, de Laupen et de Guminen. Cette position qui se compose d'une colline rocailleuse et très-escarpée dont le pied est baigné par la Sarine, leur parut de nouvelles Thermopyles; flanquée par la ligne de l'Aar, elle semblait, en effet, inexpugnable tant que les Français n'auraient pas forcé le passage de cette rivière, qui ne le cède au Rhin ni pour le volume de ses eaux, ni pour sa vélocité. Dès que Schawembourg fut arrivé dans les environs de Bienne, il concerta avec son collègue une attaque générale pour le 1^{er} mars, terme de l'expiration de l'armistice. La division de l'armée du Rhin fut chargée de passer le pont de Buren avec sa droite, pendant que sa gauche, s'emparant de Soleure, porterait quelques troupes sur la route de Berne. La brigade Rampon devait occuper Morat, puis emporter ou tourner le passage de Guminen. Enfin, l'attaque de Fribourg fut confiée au général Pigeon, avec deux bataillons d'infanterie légère, la brigade vandoise et les paysans fribourgeois insurgés.

Pendant que les généraux français arrêtaient leurs dernières dispositions, le sénat de Berne, flottant entre la crainte et l'espoir, inquiet du peu de succès que promettait sa députation à Rastadt, prenait chaque jour les résolutions les plus contraires. En vain les gouvernements de Bâle, Zurich et Lucerne voulurent se rendre médiateurs, ils n'avaient point assez d'ascendant sur le Directoire

ni sur les oligarques de Berne, pour préserver la Suisse d'une crise où elle devait perdre son indépendance.

Témoin du peu de fixité que présentaient les délibérations des conseils, l'armée commençait à crier à la trahison. Le général d'Erlach, usant de l'ascendant que lui donnait son rang, se rendit à Berne avec 80 officiers qui siégeaient parmi les sénateurs, et dont l'ardeur militaire devait rassurer les membres pusillanimes. A l'aide d'une telle majorité, il obtint aisément l'autorisation d'attaquer les Français à l'expiration de la trêve : mais à peine avait-il quitté la capitale pour donner ses derniers ordres, que le parti temporisateur, grossi des mécontents, révoqua ses pouvoirs, suspendit les conseils, et ordonna la formation d'une régence provisoire.

Une députation fut envoyée à Brune, pour l'instruire de la révolution qui venait de s'opérer. On espérait qu'en accordant tout ce qu'avait exigé le Directoire, le général n'aurait plus de prétexte pour agir hostilement. Sa réponse désabusa les crédules bernois, car il exigea le licenciement immédiat de l'armée, pour preuve qu'on s'en remettait à la loyauté française, et ne promettait sûreté et protection qu'à ces conditions. Une telle proposition révolta des patriciens, en qui l'honneur national était loin d'être éteint. Le général d'Erlach fut autorisé de nouveau à combattre; il parcourut tous les postes, harangua les troupes, et arrêta son plan d'attaque. Ses trois divisions, subdivisées en douze petites colonnes, devaient assaillir en même temps l'armée française sur tous les points. Le colonel de Buren reçut l'instruction de se prolonger par sa droite, pour tourner la gauche de Schawembourg. La direction de Graffenried fut marquée sur Bienne, et le colonel Watterville demeura chargé de forcer les positions d'Avenches et de Payerne. Le colonel Tschärner, avec environ 2,500 hommes, partant d'Ormont et d'Aigle, devait pousser jusqu'à Vevey, pour inquiéter les derrières des Français. Toutes ces colonnes avaient ordre de se mettre en marche dans la nuit du 1^{er} au 2 mars. En même temps, 1,500 Zurichois, 1,200 Lucernois, et environ 1,200 montagnards des petits cantons, arrivés dans les environs de Berne ou en route pour s'y rendre, auraient

soutenu le centre et la droite. Mais le sénat envoya contre-ordre, dans l'intention sans doute de faire de nouvelles propositions à Brune, ou à Schawembourg.

Les Français en profitèrent; et, suivant les dispositions arrêtées de longue main entre eux, Soleure et Fribourg furent attaquées en même temps. Le 2, avant le jour, Schawembourg s'étant emparé du château de Dornach, fit surprendre le village de Lengnau sur la route de Biemme à Soleure. Les deux tiers du bataillon qui le gardait, étant tués ou pris, le reste se retira en désordre. Après avoir disposé le gros de ses troupes de manière à tenir en échec la division qui gardait Buren, Schawembourg se porta à la tête de 3 à 4,000 hommes sur Soleure. Cette ville, quoiqu'environnée d'une enceinte bastionnée en maçonnerie de granit, n'étant pas encore armée, se rendit à la première sommation : cette funeste circonstance, livrant au vainqueur un superbe pont sur l'Aar, fit tomber la défense de cette imposante rivière.

Au même instant, Fribourg ceinte d'un simple mur crénelé, tombait aussi au pouvoir de Brune. Le général Pigeon, chargé de l'enlever, envoya un parlementaire aux magistrats pour les exhorter à ne pas tenter une défense inutile, et leur accorda quelques heures, pour faire sortir la garnison bernoise. Mais s'apercevant qu'on profitait de ce délai pour la renforcer des habitants des campagnes voisines, il ordonna de mettre en batterie quelques pièces qui enfoncèrent une des portes, et firent brèche à la muraille. Les troupes bernoises se voyant sur le point d'être forcées, et voulant épargner à la ville les horreurs d'un assaut, se retirèrent, après avoir enlevé toute l'artillerie de l'arsenal, et distribué aux paysans de la levée en masse les fusils qui s'y trouvaient.

La prise de Fribourg et de Soleure, en découvrant les flancs de l'armée suisse, détermina la retraite de sa droite. Le général d'Erlach concentra ses forces dans les postes de Fraubrunnen, Guminen, Laupen et Neueneck. Ce mouvement rétrograde acheva d'exaspérer les soldats, qui déjà indignés de l'abandon de deux villes importantes, ne virent plus que des traîtres dans leurs généraux. Le corps de Buren, composé des milices de l'Argovie, se débanda entièrement, et celui du

centre s'insurgea contre ses chefs. La division Watteville opéra seule sa retraite en bon ordre sur les points qui lui avaient été assignés. Le gouvernement provisoire de Berne mit le comble au désordre, en ordonnant, le 3 mars, le landsturm (insurrection générale). Ce décret donna la mesure de la détresse publique; les troupes se révoltèrent, abandonnèrent leurs positions, et massacrèrent plusieurs officiers. Les contingents des cantons qui étaient restés en observation, regagnèrent leurs foyers. L'avoyer Steiger et le général d'Erlach parvinrent cependant à calmer cette multitude furieuse. L'armée reprit les postes qu'elle devait garder, mais se trouva diminuée de moitié.

Morat avait été évacué par les Suisses, dans la soirée du 2 mars. Le général Rampon y entra avec sa brigade, et fit détruire l'ossuaire, élevé en mémoire de la défaite des Bourguignons sous Charles le Téméraire. Le même jour, Schawembourg poussa ses troupes légères sur Aarberg.

Le 4, Brune fit vivement canonner Laupen et Guminen, par la brigade Rampon, en vue de donner le change à l'ennemi, sur l'attaque sérieuse qu'il projetait contre Neueneck. En effet, la prise de ce poste ouvrait la route de Berne, et permettait de tourner les autres passages : aussi, les principaux efforts furent-ils dirigés contre ce point.

Graffenried venait d'y remplacer le colonel Stettler qui avait été tué; et, malgré la confusion et le découragement qui régnaient dans cette division, il se flattait, non-seulement de défendre ce poste le lendemain, mais aussi de se porter en avant, et de repousser les Français dans le pays de Vaud.

Le 5 mars, à une heure du matin, les troupes de Pigeon passèrent la Sarine, et se précipitèrent sur Neueneck, en même temps qu'elles assaillirent les retranchements ébauchés en arrière du village. L'attaque fut si brusque, que les premiers postes de milice bernoise se dispersèrent dans la forêt, sans qu'on pût parvenir à les rallier. Cependant Graffenried, toujours maître de la grande route de Berne, ayant reçu vers neuf heures un renfort de 1,500 hommes, rétablit le combat. Il débâta d'abord les Français qui s'étaient logés dans le bois au-dessus de Niederwangen, et les chassa successivement, jusque sur les hauteurs de Neu-

Là, favorisée par l'épaisseur du bois et par l'artillerie, la brigade Pigeon se défendit avec opiniâtreté; néanmoins, après quatre heures d'un combat sanglant, elle fut obligée d'abandonner sa position, de repasser la Sarine pour n'être pas précipitée dans le ravin, et d'effectuer sa retraite sur les hauteurs en arrière, laissant plus de 400 hommes et plusieurs pièces de canon sur le champ de bataille.

Mais, tandis que la fortune souriait à Graffenried, et que sa division s'établissait avec orgueil à Schenneck, le sort de Berne venait d'être décidé par la division Schawembourg. Après la prise de la ville, elle s'était portée sur la route de Berne : elle comptait 4,000 hommes qui défendaient le village de Fraubrunnen, ayant été délogés et mis en fuite après un combat opiniâtre, elle arriva devant le village principal, commandé par le général d'Erismann. Sa position, où jadis les Suisses avaient vaincu le sire de Coucy, pouvait passer pour imprenable; sa droite s'appuyait à des rochers escarpés et inaccessibles; sa gauche, à des marais et à des abatis couvrant la route qui traversait au centre un long défilé.

Ainsi protégé, le général bernois comptait bien résister aux Français. Schawembourg fit tourner la division par les ailes. Quelques compagnies parvinrent à gravir les rochers, tandis qu'une demi-brigade traversa les marais. Dès lors, assaillis sur leurs flancs et canonnés en front par une nombreuse artillerie, les Suisses se virent forcés de se retirer pour éviter une destruction totale; mais, en combattant, ils défendirent encore dans le défilé, qu'ils défendirent avec plus de bravoure et d'intelligence. Leur valeur tenait du désespoir: des vieillards, des femmes et des enfants venaient partager les dangers; et tous semblaient refuser de survivre à leur défaite. L'avoyer Steiger donna l'exemple, combattit aux premiers rangs.

L'Erlach tenta encore de ramener la victoire sur le plateau qui se trouve aux portes de Berne. Ce fut le cinquième combat qu'il soutenait contre les Français depuis le matin. Son dernier effort fut inutile: chargées sur un terrain découvert, par deux régiments de cavalerie, et mitraillées par l'artillerie légère, ses milices inexpertes, qui ne pouvaient plus qu'une cohue confuse, ne pouvant

tenir tête à des bandes aguerries, furent dispersées, et obligées de chercher un refuge dans la ville.

Située dans une presque île entourée de trois côtés par l'Aar, et fortifiée régulièrement sur le seul front accessible, Berne quoiqu'à l'abri d'un coup de main, était peu susceptible d'une longue défense, et devait surtout craindre un bombardement. Le désordre qui régnait dans les troupes rendait toute résistance aussi impossible qu'inutile. Au moment où les hussards français, passant l'Aar à la nage, allaient tourner la ville, des députés vinrent proposer une capitulation, qui fut accordée; et à deux heures, Schawembourg entra dans cette capitale, après avoir promis de respecter les personnes et les propriétés.

La nouvelle de la reddition de Berne ayant forcé à la retraite les troupes qui gardaient Laupen et Guminen, Brune continua sa marche sans obstacles, opéra sa jonction dans la nuit du 5 au 6, avec la division Schawembourg, et prit alors le commandement en chef.

Les débris de l'armée suisse se dispersèrent d'eux-mêmes; la plupart rentrèrent dans leurs foyers: d'autres gagnèrent les montagnes de l'Oberland, et y restèrent en armes. Des excès déplorables signalèrent cette dissolution; plusieurs plébéiens bernois répandus dans les bataillons de milices, plus disposés à seconder le parti démocratique, qu'à se sacrifier pour les patriciens, persuadèrent aux troupes qu'elles avaient été indignement trahies. La fureur des soldats ne connut plus de bornes: deux adjudants généraux, qui ramenaient la colonne de Guminen, furent enveloppés et mis en pièces. D'Erlach cherchait à gagner le territoire des petits cantons, lorsque reconnu à Munzingen, il fut massacré à coups de haches et de baïonnettes. L'avoyer Steiger, âgé alors de 70 ans, avant de se retirer en Bavière, traversa en litière les montagnes de l'Oberland, et descendit à Stanz pour exciter les petits cantons à se montrer dignes de leurs ancêtres.

La prise de Berne portait un coup funeste, mais non décisif à l'antique corps helvétique. A la vérité, les Français démeublèrent l'arsenal, s'emparèrent du trésor, firent planter l'arbre de la liberté, et recevoir la constitution de Mengaud: toutefois, dans l'intérieur des Alpes, où le respect pour les

vieilles institutions, l'isolement des affaires étrangères, avaient jusqu'alors formé un amalgame heureux de peuples régis par des lois et des mœurs si peu analogues aux projets du Directoire, une pareille catastrophe devait faire sentir des contre-coups, et l'occupation des vallées principales semblait n'être que le premier acte du terrible drame qui devait bouleverser ce pays. Avec tant d'énergie, des désirs si impérieux, des besoins et des intérêts si différents, il était impossible qu'une fois le lien principal de la confédération relâché, l'on s'accordât jamais sur aucun point : les petits peuples assujettis, voulaient l'indépendance; les citoyens des villes, l'égalité; ceux des capitales, leurs privilèges. Ici, l'on se déclarait pour l'ancien régime; là, pour le nouveau; ailleurs, on rejetait l'un et l'autre. La démocratie la plus absolue était toujours chère aux petits cantons; l'oligarchie avait pour soutien quelques familles riches et puissantes : enfin, le fanatisme et l'esprit de l'ancienne confédération repoussaient de concert le nouvel ordre de choses; et ses partisans mêmes étaient près de se déclarer contre les Français, dont l'influence trop marquée commençait à donner de l'inquiétude.

Ainsi, dans plusieurs cantons, la chute de Berne et la présentation de la constitution furent suivies de troubles intestins. A Zurich, où la jalousie des paysans contre les bourgeois s'était souvent manifestée, deux pouvoirs se disputaient déjà l'autorité. Un comité représentant les campagnes s'érigea à Kusnacht, et déclara la guerre à la régence provisoire de Zurich. Ce comité, sûr d'être soutenu par les Français, ordonna des arrestations, et mit une force armée sur pied. Déjà, les deux partis s'observaient depuis quelques jours, lorsque le 6 mars, le bruit se répandit à Zurich que l'ennemi arrivait aux portes : tous les citoyens coururent aux armes, ne sachant si c'étaient leurs compatriotes ou les Français. Vers six heures du soir, les députés de la moitié du canton, constitués en assemblée nationale, signifièrent à la régence provisoire de remettre dans le délai de six heures ses pouvoirs entre les mains de l'assemblée du canton, et de recevoir une garnison de 1,000 hommes. On ignorait alors, à Zurich, que Berne eût succombé; et, comme, peu d'heures auparavant, cette ville

avait donné avis des efforts qu'elle préparait pour le maintien de ses privilèges, la bourgeoisie de Zurich résolut de ne pas faire moins pour la conservation des siens. Huit cents hommes sortirent à l'instant de ses murs, et allèrent prendre une position d'observation sur les bords du lac. Du reste, on se disposa à repousser la force par la force, mais le retour du député qui avait été envoyé à Berne, ayant annoncé le sort de cette ville, et signalé les nombreux rassemblements de paysans qui se formaient à Meilen, refroidit bientôt ce zèle. L'on entra en pourparlers avec l'assemblée de Kusnacht, et l'on signa un arrangement, en exécution duquel Zurich reçut une garnison de 1,000 paysans, et s'engagea à tenir sur pied un pareil nombre de bourgeois pour les besoins éventuels. La régence provisoire déposa ses pouvoirs entre les mains d'un nouveau conseil, composé d'un quart de bourgeois et de trois quarts d'habitans des campagnes. Brune et l'agent Mengand ayant appris cette révolution, différèrent alors d'envoyer des troupes à Zurich.

Le canton de Lucerne en se soumettant à des conditions semblables obtint la même faveur. Il parvint ainsi à dissiper la méfiance des paysans contre les bourgeois qu'ils accusaient de les avoir vendus à la France.

A l'instant où Berne tombait sous les coups de Schawembourg, les députés des cantons de Schwitz, Uri, Underwald, Zug et Glaris se réunirent à Brunnen avec ceux de Saint-Gall, de Thurgovie de Sargans et du Rhinthal, pour délibérer sur l'acceptation de la constitution. Le résultat de cette conférence, où le fanatisme exerça autant d'influence que l'amour de la liberté, ne pouvait être douteux. Elle fut rejetée à l'unanimité, et une adresse vigoureuse le fit connaître à Brune.

« Les petits cantons, disait-elle, avaient, depuis plusieurs siècles, une république basée sur la liberté et l'égalité : ne possédant au monde d'autres biens que leur religion et leur troupeaux, leur premier devoir était de les défendre. »

Ces obstacles inattendus, qu'il eût été si facile de prévoir, donnèrent alors à Brune l'idée de former de l'ancien corps helvétique plusieurs républiques indépendantes. Suivant le nouveau projet

Le général, le pays de Vaud jusqu'à Niddau, le canton de Fribourg, le pays de Sanen, le Siebenthal, l'Oberland, le Valais et les bailliages italiens, pays situés sur les revers opposés des deux chaînes des Alpes, et de trois langues différentes, avaient formé un même corps de nation sous le nom de Tellegau; enfin, on eût composé du reste de la Suisse la troisième république.

Ce plan qu'Ochs et Laharpe avaient originairement écarté, était reproduit par deux intrigants, appuyé par le résident français à Sion, et par les sénateurs de Genève, qui espérait conserver son indépendance et peut-être accroître son territoire au milieu de ces changements politiques.

La position de Genève à cette époque justifiait ses démarches. Depuis la fin de 1797, elle se trouvait comme dans un état de blocus : un décret du Directoire interdisait toute communication de la France avec cette ville; et, depuis l'engagement de la division Brune dans le pays de Vaud, elle n'avait plus de relations avec la Suisse. Essentiellement commerçante, il ne lui restait d'autre parti à prendre pour éviter la famine, que de se jeter entre les bras des Français : le résident Desportes ne négligeait aucune occasion de le pousser.

Sous le double rapport militaire et commercial, la réunion de ce petit État était très-avantageuse à la république. Assise sur le Rhône, qui la sépare en deux parties, non loin du confluent de l'Arve dans le fleuve, Genève, dont l'enceinte est protégée par le lac, était susceptible d'en maîtriser la navigation, et de devenir à la fois un grand débouché pour la frontière des Alpes et de l'Helvétie, et un boulevard qui eût couvert l'Ain et le plat pays du mont Blanc. Autant la France trouvait son compte à s'en saisir, autant Genève devait le craindre. Si la réunion se fût opérée en lui conservant ses magistratures, ses lois et ses franchises, comme tant d'autres se sont pratiquées, la petite république eût acquis, à la vérité, de grands

avantages commerciaux, au prix d'une indépendance éphémère; mais la manie de donner des lois uniformes à toute la terre, dominait trop le Directoire, pour qu'il prit la peine de calculer ce qu'il perdrait en froissant les intérêts d'une cité essentiellement marchande et spéculatrice. Genève, annexée à la France sous le rapport politique et militaire seulement, en conservant ses institutions aurait peut-être joui de quelque prospérité (1). Genève, préfecture, soumise à la conscription et au système fiscal de la France, devait regretter le passé, et saisir la première occasion de s'émanciper. Aussi, les politiques Genevois penchaient pour la création d'une république rhodanique, dont ils espéraient fixer la capitale chez eux.

Cependant l'érection de cet État qui semblait à leur convenance, déplut au pays de Vaud, dont l'assemblée réclama vivement au Directoire et à Brune l'exécution du premier projet d'organisation territoriale de la Suisse. La voix des Vaudois retentit dans le Luxembourg sans toucher le Directoire : trop fier de ses succès, ou trop occupé de l'expédition d'Égypte, de ses élections et du congrès de Rastadt, il laissa à Brune le soin de concilier des intérêts si opposés; imitant en cela le sénat romain, qui renvoyait les démêlés des provinces conquises au tribunal de leurs proconsuls.

Brune s'en tint à son dernier projet : seulement, pour témoigner quelques égards aux Vaudois et aux Bâlois, il désigna Lausanne et Bâle pour capitales des républiques rhodanique et helvétique, réservant à Genève un sort désormais facile à prévoir.

Toute la Suisse, à l'exception des petits cantons, murmurait contre le bouleversement du corps helvétique. Laharpe qui désirait de bonne foi des réformes salutaires et un gouvernement plus fort, indigné d'être l'instrument involontaire du malheur de son pays, sentit la nécessité de représenter au Directoire les funestes conséquences

être décidée à vaincre ou à mourir pour son indépendance, toutes les fois que celle-ci sera menacée, et que la Suisse, partageant les mêmes sentiments, s'appretera à la soutenir.

(1) Ces réflexions ne peuvent s'appliquer qu'à l'état de Genève en 1798 : aujourd'hui que cette ville est une partie intégrante de la Suisse, tout est changé. Son sort est étroitement lié à celui de l'Helvétie lui offre de nouveaux intérêts, lui impose de nouveaux devoirs. Elle doit

de ce projet. On indisposait gratuitement les Suisses, en enlevant à la France le résultat qu'elle attendait de la destruction de l'ancien gouvernement; car il n'y avait ni unité, ni confédération, dans les trois républiques qui remplaçaient la ligue helvétique. Les directeurs furent frappés de cette imprudence; mais, pour la réparer, ils en commirent une autre, en chargeant, au mépris du droit le plus sacré des nations, l'ex-conventionnel Lecarlier d'organiser constitutionnellement l'Helvétie. Ce nouvel arrêté dessilla les yeux des plus chauds partisans des Français, qui s'étaient flattés jusqu'alors de les voir quitter incessamment la Suisse. Dès lors, ils demeurèrent convaincus que l'indépendance de leur patrie était perdue sans ressource, et qu'assimilée en tout aux républiques batave et cisalpine, elle serait tenue sous la tutelle forcée d'un corps auxiliaire étranger.

Quoi qu'il en soit, on se consola de l'acte du Directoire par l'usage que son délégué en fit; car, alors, la présence de 30,000 baïonnettes le dispensait de tous égards. Sur l'invitation de Lecarlier, les représentants des cantons d'Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Léman, Lucerne, Oberland, Schaffhouse, Soleure et Zurich, se rendirent à Arau, où ils proclamèrent, le 12 avril, sous la protection d'un corps d'élite français, *la république helvétique, une, indivisible et démocratique.*

Sur ces entrefaites, Genève, dont l'anxiété était parvenue au dernier période, renonça à tout espoir de conserver son indépendance, et prit le parti de solliciter sa réunion à la France, qu'elle prévoyait ne pouvoir éviter. Une commission fut nommée pour examiner le projet rédigé à l'instigation de Desportes; mais comme on la choisit parmi les patriciens, elle le rejeta à l'unanimité. Cette résistance irrita le Directoire, qui envoya le général Girard avec 1,500 hommes prendre possession de la ville. Le sénat signa alors par crainte, l'acte qu'il refusait avec raison; et, le 28 avril, Desportes reçut pour la république le serment de fidélité des magistrats. Ils mirent toutefois à leur soumission, les conditions les plus favorables, entre autres l'exemption de levées d'hommes jusqu'à la paix générale, et la conservation au profit des habitants, des fonds et édifices publics.

Ainsi finit le premier acte d'un drame sanglant,

où la politique tour à tour altière, cupide et versatile du Directoire, parvint à dissoudre les liens d'une confédération amie, qui couvrait la plus faible frontière de France. L'Europe, étonnée de l'audace de cette entreprise, garda, pour l'instant, le plus profond silence; mais, dès lors, tous les hommes d'État prévirent la chute d'un gouvernement qui ne prenait pour règle de sa conduite que ses caprices, et qui prétendait régir toutes les nations avec la baïonnette.

L'inaction de l'Autriche dans ces graves circonstances ne dut pas moins surprendre; elle s'attendait sans doute à voir prolonger la lutte, et à être appelée ensuite en libératrice; rôle préférable, sans doute, à une intervention forcée. Lehasard et le départ de l'expédition d'Égypte firent tourner à son avantage la lenteur de ses décisions et le mystère de sa politique.

Tandis que la confédération helvétique voyait ainsi détruire du même coup son indépendance et ses vieilles constitutions, le pape, chancelant sur le saint-siège, après avoir cherché à s'y maintenir avec l'assistance du roi de Naples, en fut chassé par le Directoire, du moins, sur des motifs plus spécieux.

Pie VI ne cherchait qu'une occasion favorable de rompre le traité de Tolentino arraché à sa faiblesse. Les cours de Naples et de Vienne applaudissaient à cette intention, et si elles ne s'engagèrent pas formellement à le soutenir, du moins est-il certain qu'elles lui en laissèrent entrevoir la possibilité. Déjà il avait appelé au commandement de ses troupes le général autrichien Provera, dont l'ambassadeur Joseph Bonaparte n'obtint le renvoi qu'avec beaucoup de peine. Cette résistance indisposa le Directoire: toutefois le grand âge du souverain pontife et le délabrement de sa santé trouvèrent grâce devant lui, et il résolut d'attendre sa mort, avant d'ériger les États romains en république. Jugeant nécessaire néanmoins de disposer les esprits à un changement de gouvernement, il envoya des agents secrets qui travaillèrent avec tant d'activité, que les cris de liberté se firent entendre de toutes parts.

Les ministres du pape, instruits, dit-on, que le peuple de la capitale méditait un mouvement, se déterminèrent à le laisser éclater, afin de trou-

er dans sa répression, un moyen de dégoûter les Français de pareilles tentatives : cette conduite hasardeuse et peu apostolique n'eut pas le résultat que le saint-siège espérait.

Le 27 décembre, le palais de l'ambassadeur fut entouré par la populace, aux cris de *Vive la république romaine !* Les séditieux, parés de cocardes tricolores, réclamaient l'appui de la France. Plusieurs individus signalés comme espions du gouvernement, mêlés parmi eux, les excitaient de la voix et du geste. Joseph Bonaparte accompagné de plusieurs officiers, les somma de se retirer ; mais, au même instant, les troupes papales ayant levé la juridiction de l'ambassade, débouchèrent de tous côtés, et firent feu sur les mutins. Le général Daphot s'élança au milieu des troupes pour les arrêter ; il fut massacré, et l'ambassadeur aurait éprouvé le même sort, si la fuite ne l'eût débarrassé aux coups des assassins. Cette scène tragique dura cinq heures, pendant lesquelles les ministres romains ne prirent aucune mesure pour tirer la légation française de l'horrible position où elle se trouvait. Leur complicité, dont on aurait peut-être douté, se manifesta par le silence obstiné que le cardinal Doria opposa aux réclamations itératives de Joseph Bonaparte, qui prit enfin le parti de se retirer à Florence.

L'assassinat de Daphot eut des suites plus graves que celui de Basseville : les troupes qui restaient en France reçurent ordre de rétrograder ; et Berthier, qui commandait l'armée d'Italie, celui de marcher sur Rome. D'après les instructions que le Directoire lui transmit, ce général ne devait lancer son manifeste qu'à Macerata, pour épouvanter le pape et l'engager à prendre la fuite. Il lui était recommandé de favoriser secrètement les provinces de Pesaro, d'Urbain et de Sinigaglia, dans leurs projets de réunion avec Ancône. Dans le cas où Rome eût été occupée par un corps considérable de troupes napolitaines, l'intention du Directoire était que Berthier négociât pour obtenir la partie des États romains, en-deçà de l'Apennin, et la province de Perugia. Enfin, s'il était démontré qu'on ne pût prévenir l'armée napolitaine à Rome, le général était autorisé à conclure un accommodement avec le pape ; en lui imposant la condition de reconnaître la république an-

conitaine, et la réunion à cet État, des provinces sus-mentionnées.

Berthier ne perdit pas un instant pour faire ses préparatifs ; il donna au général Serrurier le commandement supérieur de toutes les troupes stationnées sur la rive gauche du Pô, pour s'opposer aux Autrichiens, en cas qu'ils voulussent s'immiscer dans les affaires de Rome. Six mille Cisalpins ou Polonais furent placés à Rimini, pour couvrir la république cisalpine. Le général Rey prit le commandement d'un corps de réserve qui s'établit à Tolentino, devant le débouché d'Ascoli, et tint les communications des Apennins entre Tolentino et Foligno. Huit demi-brigades d'infanterie et trois régiments de cavalerie, formant à peu près 18,000 hommes, furent dirigés sur Ancône, où le général en chef arriva le 25 janvier 1798. Après avoir réuni ses troupes, et laissé dans cette ville le général Dessoles avec des forces suffisantes pour contenir le duché d'Urbain toujours prêt à se révolter, il continua sa marche sur Rome. Cervoni commandait l'avant-garde, et Dallemagne le corps de bataille. Les troupes légères ne rencontrèrent d'autres ennemis qu'un gouverneur papal, qui fut enlevé à Lorette avec 200 hommes ; et, le 10 février, l'armée française arriva devant l'ancienne capitale du monde.

Cette ville était dans la consternation. Les envoyés du pape, après avoir tenté vainement de désarmer la colère directoriale, sollicitèrent l'assistance du cabinet de Naples ; mais l'aspect des forces imposantes rassemblées sur les frontières, enchaîna sa bonne volonté. Ainsi, privé de tout appui, abandonné de ses conseillers qui avaient pris la fuite, le pape, trop instruit pour compter sur la générosité de la république, se prosterna aux pieds des autels pour implorer l'assistance divine, et obtenir la conservation de son pouvoir temporel.

La prise de Rome n'eût offert aucune difficulté ; mais, conformément à ses instructions, Berthier se contenta de faire occuper le château Saint-Ange, et tint son armée campée hors des murs. Il ne devait y entrer que comme allié de la république romaine, et jusque-là les fondateurs de cet État se tenaient prudemment cachés. Enfin, le mouvement insurrectionnel eut lieu, le 15 février : le peuple

se réunit au Campo-Vaccino, prononça l'abolition du gouvernement sacerdotal, et envoya une députation au général français, pour lui annoncer qu'il venait de recouvrer ses droits. Berthier fit alors son entrée triomphante, aux acclamations d'une populace ivre de joie et de licence; puis signa au pape l'ordre de se retirer en Toscane, où ce vieillard vénérable ne tarda pas à éprouver des vexations aussi blâmables qu'inutiles.

Pendant qu'on travaillait ainsi à régénérer Rome, les ennemis de la république qui cherchaient tous les moyens d'expulser les Français de leurs conquêtes, fomentèrent partout la révolte, et cherchèrent à affaiblir la discipline, en détruisant les liens d'estime et de confiance qui attachaient les soldats à leurs chefs. On ne peut se dissimuler que la conduite de quelques généraux ne favorisât les menées de ces émissaires : l'amour de la gloire ne fut pas toujours leur mobile, et des exactions scandaleuses souillèrent souvent leurs lauriers.

Berthier avait ordonné, à Rome, la saisie de toutes les propriétés anglaises et des émigrés français; mais le Directoire l'ayant nommé chef d'état-major de l'armée d'Angleterre, Masséna, qui le remplaça, confia l'exécution de cette mesure à des agents peu fidèles, qui, soutenus par quelques officiers, organisèrent un affreux brigandage. Les palais et les hôtels furent dévastés; et tout ce que l'exécution de l'onéreux traité de Tolentino avait laissé de richesses dans Rome, devint la proie de leur cupidité.

Cependant l'armée française, dont la présence couvrait tous ces désordres, languissait dans un dénûment absolu. La solde était arriérée de plusieurs mois; l'habillement ruiné; le soldat sans chaussure. Les agents de l'ennemi, profitant de l'incurie du Directoire, qui laissait périr ses troupes de besoin au milieu de l'abondance, présentaient aux soldats le tableau de leur misère, et par opposition, celui de l'aisance dont jouissaient les corps cisalpins. Ils leur désignaient les généraux comme des perfides, ne songeant qu'à leur fortune, et s'appropriant des contributions, qui devaient assurer le bien-être et la subsistance de l'armée. Ces insinuations, adroitement ménagées, firent une impression profonde sur des hommes irascibles et justement indignés.

Le 24 février, les officiers des corps stationnés à Rome, se réunirent pour dénoncer les déprédations au Directoire, et invoquer contre eux la sévérité des lois. Un homme d'un caractère moins entier que Masséna, eût facilement calmé cette effervescence; mais ce général, dont la conduite à Padoue et dans l'État de Venise, n'avait pas été d'ailleurs sans reproche, somma l'assemblée de se dissoudre; et, sur son refus, voulut faire sortir de Rome la plus grande partie des troupes. Les officiers s'opposèrent, en corps, à cette mesure; ce qui l'obligea à se retirer à Ancône, et à remettre le commandement de l'armée au général Dallemagne.

La populace romaine, qui, peu de jours auparavant, avait accueilli les Français avec des transports d'allégresse, donna dans cette circonstance une preuve de sa mobilité, en les attaquant au moment de leur désunion. Heureusement, Dallemagne rassembla quelques troupes, et dissipa la foule qui marchait contre le château Saint-André. Murat sortit en même temps avec une colonne mobile de cavalerie pour réduire la population de Velletri et de Castel-Gandolfo, qui s'était levée spontanément pour donner la main aux rebelles de Rome : son apparition étouffa la rébellion à son principe. Cette diversion des Romains et le départ de Masséna calmèrent l'exaltation des troupes; et bientôt elles rentrèrent dans l'obéissance. Dallemagne, débarrassé de toute inquiétude de ce côté, porta une attention sévère sur les malversations qui avaient occasionné tant de murmures : des officiers et des administrateurs désignés par la clameur publique, furent livrés aux tribunaux, et leur juste châtimement prouva aux habitants de Rome que l'armée désavouait le brigandage dont ils avaient été victimes.

Peu de jours avant ces événements, une scène à peu près semblable eut lieu à Mantoue, où les régiments de la garnison prirent les armes sans officiers avec l'intention de rentrer en France. Déjà même ils commençaient à briser les portes de la ville, lorsque le général Miollis vint à bout de les apaiser, en prenant l'engagement formel de faire acquitter la solde arriérée, et de renouveler l'habillement et la chaussure.

Un mouvement insurrectionnel d'une nature

différente eut lieu en Corse à cette époque. Dans les premiers jours de janvier, quelques communes du Golo, séduites par des émigrés ou des prêtres réfractaires, mirent en campagne un corps de 5 à 600 hommes. Le général Vaubois déclara sur-le-champ ces cantons en état de siège, et chargea le général Casalta d'étouffer l'insurrection. Au lieu de marcher avec tout son monde contre les révoltés, cet officier se contenta d'envoyer une cinquantaine d'hommes s'emparer du pont du Golo. Ce détachement ayant été enlevé, Casalta se vit bientôt cerné. Ce premier succès enhardit les rebelles, et augmenta considérablement leurs bandes, à la tête desquelles se montrèrent alors les anciens chefs paolistes : une espèce de manifeste déclara qu'ils ne s'insurgeaient que contre l'administration départementale. Vaubois, ayant reçu, le 8 janvier, un renfort de 1,500 hommes, augmenta la garnison de Saint-Florent, ravitailla le plateau de Corte, et prit toutes les précautions nécessaires, pour empêcher l'insurrection de gagner Liamone.

Cependant un second échec, éprouvé par les troupes républicaines près de Lento, doubla les forces des révoltés. Les districts de Nebbio et de Casinca se déclarèrent pour eux; et si, dans cet instant, l'Angleterre leur eût envoyé les secours promis, l'île entière se fût soustraite de nouveau à la domination française. Le Directoire ouvrit enfin les yeux sur le danger que courait la Corse; il envoya le général Menard avec quelques demi-brigades, et peu de jours suffirent pour dissiper les rebelles et faire rentrer dans l'obéissance les provinces insurgées.

Tant de succès, et si peu mérités, enflèrent l'orgueil du Directoire. Déjà il croyait dominer partout, quand l'insulte faite à son ministre à Vienne, rabattit un peu sa jactance. Il y avait envoyé Bernadotte autant pour hâter le rétablissement des communications diplomatiques, que pour s'expliquer relativement aux invasions de l'État romain et de la Suisse. Le 13 avril, les habitants de Vienne ayant été autorisés, malgré ses représentations, à célébrer l'anniversaire de l'armement de leurs volontaires en 1796, il imagina de célébrer, de son côté, la commémoration de la victoire remportée sur eux par l'armée française, et arbora en signe

de fête le drapeau tricolore, au-dessus de la porte de son hôtel. Une raillerie aussi amère irrita tous les esprits, la populace s'ameuta devant l'hôtel de la légation, en força les portes, arracha et brûla le drapeau républicain, se répandit dans les appartements, et y commit mille désordres.

Bernadotte, indigné du peu d'égards qu'on eut pour son caractère, quitta Vienne le lendemain, malgré les démarches du gouvernement autrichien, pour le déterminer à rester. L'exemple récent de Rome, et la politique tranchante du gouvernement français, faisant craindre qu'il ne voulût point admettre d'excuse pour une insulte aussi grave, les amis de la paix regardèrent une rupture avec l'Autriche comme inévitable. Mais le Directoire, pour la première fois, montra quelque modération, de peur sans doute d'être obligé de charger Bonaparte du soin de tirer vengeance de cet affront. Il crut, en dévorant une injure, éloigner la guerre qu'il venait de déclarer à toute l'Europe, par les usurpations qu'il s'était permises depuis le traité de Campo-Formio.

CHAPITRE LXXVIII.

Troubles occasionnés par les élections de l'an vi. — Suite des affaires intérieures de la Suisse; résistance des petits cantons. — Conférences de Seltz. — Conduite du Directoire à l'égard des États-Unis et des villes anséatiques. — Traités avec les républiques cisalpine et ligurienne. — Convention avec la Sardaigne. — Marche du congrès de Rastadt.

L'époque approchait où le Directoire avait besoin, pour se maintenir, de déployer toute son activité et son astuce. Les jacobins, enhardis par l'influence acquise depuis la journée du 18 fructidor, crurent que le renouvellement du nouveau tiers du corps législatif allait leur procurer une victoire décisive. A Marseille, à Strasbourg, à Metz, et dans un grand nombre d'autres villes, les partisans de la terreur se montrèrent avec audace, et annoncèrent hautement leurs projets subversifs.

Le Directoire, en s'apercevant de la hardiesse d'une faction qu'il avait jusqu'alors caressée, sentit

la nécessité de la réprimer pour n'en être point victime ; mais, si l'opinion des gens de bien, d'accord cette fois avec le gouvernement, regardait avec effroi les projets de ces hommes pervers, il paraissait néanmoins difficile d'y mettre obstacle ; car, d'un côté régnaient la lassitude et la défiance, compagnes inséparables des révolutions fréquentes ; tandis que de l'autre, l'exaltation naturelle des jacobins, entretenue par les discours des clubs et les pamphlets des feuilles quotidiennes, réveillait en eux des idées de haine et de vengeance. Ainsi donc, le Directoire, livré à lui-même, fut réduit pour sortir de ce danger, à employer de nouveau l'arbitraire, en faisant fermer tous les cercles politiques. Cette mesure, pour être efficace, aurait dû être accompagnée de la censure sur les journaux ; mais la licence de la presse ne pouvant être réprimée sans le concours des deux conseils, où la faction jacobine avait déjà de nombreux adhérents, elle produisit plus de mal que de bien, et porta l'exaltation dans les esprits. Partout, les brigues les plus honteuses, les menaces, les voies de fait même, furent employées de part et d'autre pour s'emparer des bureaux et maîtriser les élections. Le résultat de toutes ces menées eût introduit dans le conseil des hommes passionnés des deux partis.

Le moment des demi-mesures était passé : le Directoire, exagérant le péril qui menaçait la république si l'on permettait l'entrée du corps législatif aux nouveaux députés, provoqua l'examen scrupuleux de toutes les nominations. Après de violents débats, une loi cassa, le 11 mai, une partie des élections, et y substitua des députés au choix du Directoire. En reconnaissance de ce service, celui-ci permit au corps législatif de vérifier la nomination de Treilhard, successeur de François de Neufchâteau, que le sort avait désigné pour sortir. Étroitement lié avec Merlin de Douai, et partageant les mêmes principes, ce nouveau directeur ne devait amener aucune variation dans la marche des affaires.

Cette secousse ayant maintenu pour quelques instants la domination exercée sur les conseils par le Directoire, celui-ci tourna alors ses regards sur les événements de l'extérieur, qui, malgré les apparences, n'allaient pas toujours au gré de ses

désirs. L'invasion de la Suisse surtout lui préparait de nombreux ennemis.

Nous avons vu, au chapitre précédent, qu'après les sanglantes scènes où la guerre et l'anarchie déployèrent toutes leurs fureurs, l'Helvétie avait été déclarée une et indivisible ; et la nouvelle constitution proclamée à Arau le 12 avril 1798. Mais l'assemblée était loin d'être complète. On n'avait pu y réunir que les députés de dix cantons ; et les autres se trouvaient encore incertains sur le parti qu'ils prendraient, ou décidés à repousser par la force, les lois que la force voulait leur imposer. Les Grisons qui devaient former le canton de Rhétie, attendaient le cours des événements et les décisions de Vienne et de Paris, avant de se prononcer. Les bailliages italiens, peu empressés de s'agréger à cette république helvétique, déchirée par des convulsions intérieures, et soumise à la verge de l'étranger, penchaient à se donner à la Cisalpine. Dans le Valais, où l'on avait adopté avec chaleur les principes de la révolution, l'enthousiasme diminuait de jour en jour, et le fanatisme en profitait pour développer l'esprit de résistance. Enfin, les petits cantons démocratiques repoussaient de toutes leurs forces une constitution qui, loin de leur apporter la liberté, ne pouvait que restreindre celle dont ils jouissaient.

Les sentiments les plus exaltés enflammaient tous les cœurs. L'amour de l'indépendance montrait en perspective les trophées de Sempach et de Nafels ; et le fanatisme religieux indiquait la Vendée comme un grand exemple à imiter. De quels efforts ne devaient pas être capables ces petits peuples pleins d'énergie, animés des passions les plus fortes, et favorisés par les obstacles sans cesse renaissants, du terrain le plus difficile de l'Europe ? Si les Français de l'Ouest avaient arrêté plusieurs années les armées nombreuses de la république, dans les bois, les vallons et les haies du Poitou, quel serait le terme de la résistance de ces peuplades plus belliqueuses, combattant au milieu des Alpes et parmi les glaciers, les torrents et les précipices dont la Suisse est remplie ? Les auteurs de pareils calculs oubliaient que la Vendée était peuplée de 5 à 600,000 habitants, secondés par 2,000,000 de Bretons, tandis que les petits cantons réunis formaient à peine une population

totale de 80,000 individus de tout sexe et de tout âge, sur lesquels on n'en compte que 8 à 10,000 en état de combattre. Pour justifier leurs espérances patriotiques, il eût fallu que la population virile des cantons occupés, se réfugiât dans les Alpes, avec la ferme résolution de venger la défaite de Franbrunnen.

Les prêtres profitèrent néanmoins de leur influence dans les cantons catholiques, pour entraîner ceux des habitants qui balançaient encore : ils mirent de leur côté la puissance de l'opinion, en invoquant contre les Français les mêmes principes de liberté et d'égalité que le Directoire voulait étendre en répandant des flots de sang. Ils représentèrent les novateurs comme des ennemis de toute religion ; et sommèrent le peuple de défendre celle que lui avaient transmise ses pères.

Leurs déclamations obtinrent un plein succès : une assemblée populaire fut convoquée, le 9 avril, à Schwyz, pour l'acceptation ou le rejet de la nouvelle constitution ; les délibérations s'ouvrirent par la plantation d'une croix. Les sermons des prêtres persuadèrent sans peine la multitude simple et crédule, et le rejet fut prononcé à l'unanimité. Dans toute la partie orientale de la Suisse, même dans les cantons qui avaient adopté la constitution française, on fut encore plus loin : les habitants, excités par les moines du célèbre couvent d'Einsiedeln, jurèrent d'immoler sans pitié tous ceux qui seraient porteurs de la constitution proscrite. Les cantons de Sargans, Thurgovie et Saint-Gall, quoique formés d'anciens sujets, adoptèrent les sentiments des cantons démocratiques, et se joignirent à eux. Cet esprit d'opposition fit des progrès rapides, et réagit bientôt sur les contrées qui avaient accepté le nouveau pacte, principalement sur Lucerne.

Peut-être, néanmoins, que tout se fût borné à ces protestations, si le Directoire français, qui ne perdait pas de vue le principal but de son invasion, n'eût exigé des contributions énormes, dont le poids parut d'autant plus lourd que les Suisses n'avaient jamais été soumis qu'à des impôts très-modérés. Les anciennes régences des cantons de Lucerne, Fribourg, Soleure, Lucerne et Zurich, furent imposées à 15 millions pour les frais de la guerre. Sur cette somme, Berne seul devait acquit-

ter 6 millions. Ces demandes exorbitantes étaient indépendantes de 19 millions déjà payés en lettres de change ou en numéraire, ainsi que d'une valeur de 5 millions trouvée dans les arsenaux. Ces trésors étaient la principale source du bien-être de tous les cantons ; et on les enlevait à la Suisse, au moment où l'entretien de l'armée française et la nouvelle administration intérieure, bien plus coûteuse que l'ancienne, lui imposaient de plus grands sacrifices. Épuisé par les réquisitions, et privé de ses ressources publiques, comment ce malheureux pays aurait-il soutenu un pareil fardeau ?

Le commissaire Lecarlier cherchait cependant, par ses discours flatteurs, à écarter tous les soupçons et à dissiper la méfiance ; son éloquence fallacieuse était impuissante pour ramener des esprits ulcérés. En vain, disait-il aux petits cantons, « nous ne voulons que votre tranquillité, et n'avons d'autre but que votre union avec le reste de la Suisse. » Ces peuples simples, mais sensés, refusaient d'ajouter foi à ces protestations amicales, après avoir vu le Directoire repousser avec mépris les énergiques réclamations qu'ils lui avaient adressées. Puisque le gouvernement français violait ainsi à leur égard les droits les plus sacrés des nations, pouvaient-ils espérer plus de justice de ses agents ? Un arrêté du général Schawembourg vint bientôt ajouter à leurs griefs : par sa proclamation du 13 avril, il défendait toute communication entre les cantons dissidents et la république helvétique : menaçant des peines les plus sévères quiconque serait convaincu d'avoir entretenu des relations commerciales avec les cantons démocratiques, ou qui tenterait d'y faire passer des subsistances. Le terme de cette prohibition était l'acceptation pleine et entière de la constitution. Une mesure aussi rigoureuse envers un pays qui manque de débouchés, devait exaspérer tous les esprits, et précipiter la crise. Aussi, les habitants des montagnes, qui n'ont d'autres ressources que leurs échanges de denrées avec les contrées voisines, coururent aux armes pour briser les injustes barrières qu'on mettait à leur commerce. Dès l'origine de la révolution, il s'était manifesté dans différentes parties de la Suisse un mécontentement, qui s'était graduellement af-

faibli par l'espérance d'obtenir un mieux prochain. Mais, quand on vit qu'on ne pouvait jouir de la liberté qu'au prix des plus durs sacrifices, les murmures recommencèrent et éclatèrent jusque dans les cantons occupés par l'armée française. Plusieurs de ceux mêmes qui avaient accepté la constitution, se prononcèrent avec vigueur contre la disposition arbitraire de Schawembourg : non-seulement ils prirent les armes pour s'en affranchir, ils se réunirent même aux cantons voisins pour défendre leur indépendance, et délivrer, s'il était possible, la patrie du joug étranger.

Il paraît qu'à cette époque le cabinet britannique eut quelque influence sur les affaires de l'Helvétie : du moins est-il certain qu'aussitôt après la prise de Berne, Pitt déclara en plein parlement qu'il était encore temps de mettre à exécution ses plans relatifs à la Suisse. Il était entretenu dans ses espérances par Mallet-Dupan, qui faisait alors de fréquents voyages à Zurich, pour se concerter avec les mécontents.

Les petits cantons s'étaient donnés pour chefs les colonels Paraviccini et Aloys Reding (1), tous deux sortis des services capitulés, doués d'un grand courage et de quelques talents militaires. Excités par la voix impétueuse de la multitude délibérante, ces deux officiers résolurent de profiter du disséminement des troupes françaises, fortes au plus de 20,000 hommes, et cantonnées dans les cantons aristocratiques, pour marcher sur Lucerne et Zurich. Après s'être emparés de ces deux villes, leur projet était de tomber sur Arau, pour y renverser le directoire et le corps législatif de la nouvelle république, afin de provoquer une contre-révolution, que les dispositions connues des habitants leur montraient comme certaine.

Ils rejoignirent donc les troupes déjà rassemblées pour la défense de leur territoire sur les frontières de Lucerne et de Zurich; et, le 28 avril, ils marchèrent en deux colonnes sur cette dernière ville, qu'ils menacèrent ainsi des deux côtés du lac. L'une s'établit sur la rive gauche, à Richterschwil; l'autre occupa, sur la rive droite, le bourg de Rap-

(1) Le premier commandait le régiment des gardes suisses au service de Hollande dans les campagnes de 1793 et 1794; le second avait servi en Espagne.

perschwil, et poussa ses avant-postes jusqu'à Feldbach. Le 29, un autre rassemblement se dirigea sur Lucerne, et se plaça autour de cette ville, de manière à intercepter toutes les communications. Un officier fut alors envoyé à l'avoyer Ruttimann, pour le sommer d'ouvrir ses portes dans une heure. La municipalité, qui n'avait que 400 hommes à opposer à plus de 4,000 assaillants, désespérant d'ailleurs de recevoir des secours assez prompts, se décida à capituler. Il fut convenu que Lucerne serait occupé par les troupes démocratiques; que les relations commerciales avec les autres cantons seraient rétablies; et que le peuple serait libre de choisir sa constitution et ses alliés. Les vainqueurs exigèrent en outre qu'on leur livrât un certain nombre de pièces de canon, et frappèrent une contribution de guerre de 25,000 francs en numéraire, indépendamment d'une pareille valeur en grains.

Les insurgés attendirent à peine la signature de la capitulation pour entrer en ville; mais, au lieu du nombre déterminé qui devait l'occuper, la totalité de la colonne s'y précipita. On vit alors à quels excès peuvent entraîner le fanatisme et l'esprit de parti. Ces paysans simples et hospitaliers, qui, pendant plusieurs siècles, n'avaient vu dans les Lucernois que des frères et des alliés fidèles, ne les considéraient alors que comme des factieux, qui, par leur alliance avec les Français, étaient devenus leurs plus cruels ennemis. Aussi, traitèrent-ils Lucerne en ville prise d'assaut. Après avoir pillé plusieurs maisons, abattu l'arbre de la liberté et forcé les portes de l'arsenal, où il ne resta que ce qu'ils ne purent enlever, ils menaçaient encore d'attaquer l'hôtel de ville, et de massacrer les membres de la régence. Cependant, le désir de mettre leur butin en sûreté, l'emporta sur leur rage: ils quittèrent la ville, ne laissant qu'un détachement pour la garder. Cette garnison fut bientôt obligée d'en faire autant: privée de munitions, et menacée à tout moment d'une révolte des habitants, elle hâta sa retraite au bruit de l'arrivée des Français. Les montagnards regagnèrent Kusnacht à l'extrémité septentrionale du lac de Lucerne, non sans menacer cette malheureuse ville de revenir bientôt la réduire en cendres.

Le général en chef de l'armée d'Helvétie, in-

formé de cette irruption, mit sur-le-champ plusieurs colonnes en marche, pour refouler les insurgés dans les montagnes. L'une, commandée par le général de brigade Jordy, arriva inopinément devant Zug, et s'en empara le 30 avril, quoiqu'il eût déjà 3,000 paysans réunis : après les avoir désarmés, on les renvoya dans leurs foyers. Cette expédition terminée, Jordy se porta sur Lucerne et Kusnacht qu'il occupa le même jour.

Une autre colonne, sous les ordres du général Nouvion, marcha en même temps sur Zurich. Deux mille insurgés voulant lui disputer le passage de la Reuss à Mellingen, furent repoussés ; et la cavalerie française leur sabra quelques hommes. Arrivé près du lac, Nouvion subdivisa sa troupe en deux colonnes qui s'avancèrent par les deux rives ; celle de gauche, soutenue par les paysans Zuricois, assiégea, près de Feldbach, les insurgés des petits cantons, qui furent culbutés jusqu'aux portes de Rapperschwil, après un engagement assez vif. Le général Nouvion se disposait à attaquer ce bourg, lorsque les habitants firent annoncer qu'ils se rendaient. Les troupes françaises avancèrent sans difficulté ; mais à l'instant où elles allaient franchir la porte, elles reçurent, presque à bout portant, le feu d'un bataillon d'Unterwalden qui n'entendait pas capituler. Le combat recommença avec fureur : les Français furent d'abord obligés de reculer, mais ayant reçu quelques renforts, ils chassèrent enfin l'ennemi de Rapperschwil.

La subdivision qui s'avancait par la rive droite du lac, forte seulement d'un millier d'hommes, commandés par l'adjutant général Freyssinet, arriva sans obstacle jusqu'àuprès de Richtenschwil, que défendait un corps de 4,000 paysans. Malgré la disproportion de ses forces, Freyssinet, plein de confiance dans les avantages de la tactique et de la discipline, n'hésita pas à ordonner l'attaque. Il détacha une centaine d'hommes pour s'emparer d'une hauteur qui dominait la position des Suisses. Pendant qu'on se battait avec acharnement sur ce point, ces derniers dirigèrent une colonne par les bords du lac, pour écraser avec de l'artillerie le flanc gauche des Français, manœuvre imprudente qu'ils eussent dû payer cher. Freyssinet marcha à leur rencontre ; mais, malgré tous ses efforts, il fut rejeté sur un village où il avait placé une petite

réserve avec du canon. Assailli dans ce dernier poste, il courait risque d'y être forcé, lorsque l'arrivée d'un renfort de 400 hommes lui donna le moyen de changer de rôle, et de repousser l'ennemi de position en position. La mise hors de combat du colonel Paraviccini décida les paysans de Glaris et de Sargans à abandonner le champ de bataille ; mais ceux de Schwitz, loin d'être intimidés par cette retraite prématurée, continuèrent à se battre pendant six heures avec une valeur digne d'un meilleur sort, puis se retirèrent en bon ordre sur Schindeleggi. L'on vit, dans cette circonstance, à quel degré d'exaltation peut pousser le fanatisme de la religion et de la liberté ; un prisonnier, sommé d'accepter la nouvelle constitution pour sauver sa vie, s'y refusa, et tomba sous les baïonnettes : une vingtaine de paysans renfermés dans une ferme, refusèrent quartier, et préférèrent périr dans les flammes.

Le 2 mai, Freyssinet poussa Reding jusqu'à la Sil, et le lendemain, sur Einsiedeln. Un petit corps d'insurgés qui en défendait les approches, se fit hacher en pièces sans pouvoir l'arrêter. Les moines profitèrent de ce combat pour évacuer le couvent et en enlever le trésor : on n'y trouva que l'image de la sainte Vierge, trophée peu glorieux, dont il fallut se contenter à défaut d'autre. Le général Schawembourg, qui regardait ce monastère comme le principal foyer de la révolte, ordonna de le détruire de fond en comble : mesure barbare qui ne servit qu'à irriter les esprits.

Le canton de Zug avait accepté la constitution, le 1^{er} mai, après l'entrée du général Jordy dans la ville. Les autres cantons sentirent aussi l'impossibilité de résister plus longtemps : dès le 2, les députés de Glaris obtinrent une suspension d'armes de deux jours ; et le lendemain, ceux de Schwitz, une de 24 heures. Parmi les députés qui vinrent la solliciter, se trouvait le colonel Reding. On dit que le général Schawembourg, irrité de la résistance de cet officier, l'assura qu'il l'aurait fait pendre, s'il était tombé dans ses mains. « Je le crois sans peine, répondit celui-ci : car je vous destinais le même sort, si vous fussiez tombé en mon pouvoir. »

Dans cette conférence, le général français offrit aux petits cantons qui étaient encore en armes,

une paix dont le colonel Reding communiqua les conditions à la dernière assemblée populaire qui se tint à Schwitz. Ces montagnards hésitèrent longtemps à les accepter. Quelques-uns d'entre eux proposèrent de n'entrer en négociation que lorsque les de ux tiers de la population auraient succombé : et l'on allait adopter cette résolution désespérée, lorsqu'un ecclésiastique, qui était loin de partager l'exaltation de ses confrères, essaya de ramener l'assemblée à des sentiments plus modérés. Son éloquence et la grande confiance que le peuple avait en lui, radoucit les plus furieux ; et l'on signa, le 4 mai, une convention, où l'on s'engageait à reconnaître la nouvelle constitution. Les Français, de leur côté, devaient laisser aux habitants des petits cantons, leurs armes et le libre exercice de leur culte, n'exiger aucune contribution, et s'éloigner de leurs frontières. Les cantons d'Uri et d'Unterwalden déposèrent leurs armes aux mêmes conditions.

Les colonnes qui venaient de les forcer à la paix, furent dirigées par le général Schawembourg sur Appenzel, Saint-Gal et Sargans, où la division des habitants faisait craindre de nouveaux troubles. Les dissidents étaient assez nombreux ; mais l'arrivée des troupes les fit rentrer dans l'ordre : les trois autres cantons furent entièrement soumis, et envoyèrent leurs députés à Arau.

Berne, Soleure, Fribourg, ainsi que les petits États démocratiques, avaient donc été réduits par la force. L'Argovie, Bâle et le pays de Vaud avaient accepté volontairement la nouvelle constitution : mais nulle part elle n'avait été accueillie avec autant d'enthousiasme que dans le Valais ; et cependant, cette contrée ne fut pas exempte de troubles. L'influence des moines et des prêtres parvint, sur la fin du mois d'avril, à changer la direction de l'opinion, non dans le bas Valais, attaché par sa langue et ses mœurs au parti Vaudois, mais dans les hautes vallées où les paysans allemands tenaient beaucoup à l'ancien ordre de choses. Les premiers symptômes d'insurrection se manifestèrent dans le dixain de Raron. On s'occupait de l'organisation des autorités constitutionnelles, et déjà les députés à l'assemblée générale d'Arau étaient sur le point de se rendre à leur poste, lorsque les habitants du dixain de Conches se réunirent à ceux

de Leuck et aux mécontents de Raron, et formèrent ainsi un rassemblement de 4 à 5,000 hommes, qui se dirigea sur Sion.

Le résident français Mangourit, et la régence provisoire, n'ayant aucune force à leur opposer, furent contraints d'abandonner cette ville, et de se retirer à Saint-Maurice, en attendant les secours qu'ils demandèrent au canton du Léman. Le général de brigade Lorges se mit aussitôt à la tête de 700 Vaudois et d'autant de Français qui se rendaient en Italie par Lausanne, et marcha avec six pièces de canon sur le Valais. A son arrivée dans cette province, un renfort de patriotes ayant porté sa colonne à 2,000 hommes, il se dirigea sur Sion dont les rebelles s'étaient rendus maîtres. Le 7 mai, il se trouva en présence de l'ennemi, qui s'était retranché derrière le pont de la Morgue. Le général fit aussitôt entrer dans l'eau une partie de ses troupes pour tourner la position ; mais deux fois l'opiniâtre résistance des Valaisans fit échouer cette tentative. Le fanatisme qui les animait, était si grand que les crétins eux-mêmes, ces êtres stupides et disgraciés, qui ne tiennent à l'espèce humaine que par les besoins physiques de la vie, semblèrent avoir recouvré toute leur intelligence. Il n'y eut pas un poste qui ne fût défendu avec intrépidité. Enfin, la tactique et la discipline des portèrent sur le nombre : les insurgés furent délogés, et culbutés en désordre sur Sion. Lorges les suivit de près, et se disposait à les attaquer de nouveau, lorsqu'ils arborèrent le drapeau blanc. Il fit avancer quelques troupes pour prendre possession de la ville ; mais, au moment où cette avant-garde paraissait sous les murs, un malentendu provoqua de nouvelles hostilités, et les batteries venant à faire feu, lui causèrent quelque perte. Les soldats auxquels on présenta cet incident comme une trahison, transportés de fureur, demandèrent l'assaut à grands cris : en un clin d'œil les murailles furent escaladées ; et le peu d'insurgés qui se trouvaient encore dans la place avec les armes à la main, furent passés au fil de l'épée ; la ville eut à souffrir du pillage inévitable dans les combats.

De Sion, le général Lorges se porta par Brig sur Conches, où l'on avait arboré d'abord l'étendard de la révolte ; mais il ne trouva plus d'ennemis

à combattre : découragés par leur défaite, les paysans se soumirent, et acceptèrent la constitution.

Les bailliages italiens venaient enfin de se déclarer pour l'Helvétie. Ainsi, à la fin de mai, le plan du gouvernement français avait reçu son exécution ; car à l'exception des Grisons qui hésitent encore, de Genève et de Mulhausen réunis à la France, tous les cantons de la Suisse, leurs villes ou sujets, étaient définitivement constitués en république helvétique, une et indivisible. Mais ce pays délivré des calamités de la guerre, ce pays était loin du terme de ses malheurs : indépendamment de l'entretien de l'armée française et des contributions énormes déjà levées, la Suisse se vit bientôt frappée d'une foule de réquisitions arbitraires qui achevèrent de ruiner ses dernières ressources. L'agent diplomatique Mengaud, ayant été remplacé par Rapinat, celui-ci inonda le pays d'une foule de commissaires subalternes, qui, fidèles à leurs instructions, le dévastèrent autant pour leur propre compte, que pour celui du gouvernement français. Le directoire helvétique réclama vainement contre ce système : les déprédateurs ne s'arrêtèrent que lorsqu'il n'y eut plus rien à enlever. Une conduite aussi impolitique amena quelques soulèvements ; mais ces efforts déçus ne pouvaient changer les choses de face ; et la présence de quelques colonnes mobiles fit facilement rentrer les mécontents dans l'obéissance. Leurs principaux chefs se retirèrent dans les villes forestières et en Souabe, où, secrètement accueillis par l'Autriche, ils attirèrent nombre d'individus de tout rang, dont la cour de Londres ne tarda pas à former un corps à sa solde.

Dans ces entrefaites, une négociation d'un intérêt majeur venait de s'ouvrir entre la France et l'Autriche. Le Directoire avait à réclamer des satisfactions pour l'affront fait à Bernadotte ; et l'Autriche ne se croyait pas moins fondée à demander au gouvernement français des explications sur sa conduite. Le cabinet de Vienne proposa deux conférences, qui eurent effectivement lieu à Selz près Weissembourg, entre l'ex-directeur François de Neufchâteau et le comte de Cobenzel, auquel le baron de Thugut venait de remettre le portefeuille des relations étrangères.

Le silence qui a été gardé des deux côtés sur la marche de ces conférences, a donné lieu à mille conjectures. On a prétendu qu'elles servirent de prétextes pour cacher des négociations d'une toute autre importance, et cela est assez vraisemblable ; car il ne fallait pas deux mois de pourparlers pour justifier la cour de Vienne d'un accident tumultueux qu'il lui suffisait de désavouer. D'ailleurs, il paraît que la France avait, de son côté, d'autres satisfactions à donner relativement à l'invasion de la Suisse et de Rome ; événements trop importants pour ne pas amener de graves explications avec l'Empereur. Enfin l'Autriche avait à réclamer l'exécution de l'article du traité de Campo-Formio, qui lui assurait l'Innviertel, qu'on faisait actuellement difficulté de lui céder.

Ces négociations mystérieuses ne furent pas, au reste, les seules que le Directoire suivit à cette époque. On sait que le traité d'alliance et de neutralité conclu par les États-Unis avec l'Angleterre, lui ayant offert un prétexte spécieux de rupture avec cette première puissance, il le saisit avec empressement et délivra à prix d'argent, sans délibération préalable des lettres de marque pour courir sur des bâtiments américains, dont un grand nombre furent capturés dans les deux parties du monde par les corsaires français. Avant d'user de représailles, le congrès envoya en France trois plénipotentiaires pour terminer à l'amiable les différends survenus entre les deux républiques. Les directeurs interprétèrent mal cette démarche, et crurent le congrès frappé d'épouvante : ils refusèrent donc de recevoir les plénipotentiaires, en leur faisant insinuer par des agents subalternes, que si les États-Unis n'étaient pas disposés à prêter 80 millions en espèces, le seul moyen d'obtenir une audience et d'être favorablement écoutés, était de verser entre les mains du ministre des affaires étrangères une somme de quinze cent mille francs, pour être répartie entre lui et quatre directeurs. Cette proposition révolta les plénipotentiaires américains, qui quittèrent aussitôt Paris, préférant encore la guerre à la honte de marchandiser l'honneur de leur pays : ils signalèrent cette félonie ; et le ministre se justifia en désavouant des agents qui ne furent pourtant point punis.

Le Directoire se dédommagea de l'espèce de

résistance qu'il éprouva de côté, en exerçant le cours de ses spoliations sur les faibles puissances qui l'avoisinaient. L'éloignement des villes anséatiques, leur neutralité si favorable au commerce français, la protection dont la Prusse les couvrait, ne purent les mettre à l'abri de ses exactions. A chaque instant leurs navires étaient confisqués sur des contraventions imaginaires; et leur pavillon ne put naviguer et aborder en sûreté dans les ports de France, qu'après avoir payé clandestinement, de plusieurs millions, le droit de s'y montrer.

Les opérations financières du gouvernement français n'étaient qu'une diversion à des combinaisons plus vastes; il aspirait à enchaîner plus étroitement les gouvernements qui marchaient dans le même système, ou à bouleverser ceux qui s'en écartaient. Comme il portait particulièrement ses vues sur le Piémont et la Suisse, il s'attacha principalement à s'impatroniser, par des traités d'alliance offensive et défensive, dans la Cisalpine et la Ligurie qui les avoisinaient. La première fut forcée à recevoir garnison dans ses places, à solder un corps français de 22,000 hommes, et à fournir toutes ses propres troupes en cas de guerre: la seconde s'obligea à tenir à sa disposition un corps de 3,000 hommes de toutes armes.

Ces traités contraires aux stipulations de Campo-Formio qui faisaient de la Cisalpine une république indépendante, mécontentèrent l'Autriche, qui refusa de recevoir Marescalchi en qualité de ministre d'un État réduit à la condition de province conquise. Les Lombards n'en furent guère moins indignés, car le conseil des Anciens osa refuser sa sanction au pacte qui rivait leurs chaînes. Le Directoire, hors de lui à cette nouvelle, poussa le despotisme jusqu'à ordonner l'arrestation de 21 membres de ce conseil, et à frapper une contribution de plusieurs millions à titre de punition; mais Berthier, de retour à Milan, parvint à détourner les foudres directoriales, en décidant les conseils à ratifier le traité.

L'existence du royaume de Sardaigne entre quatre républiques démocratiques, offusquait les regards du Directoire, qui ne voulait pas se persuader qu'un roi, prêt à lui donner jusqu'à son dernier soldat, serait un allié plus utile qu'une république démagogique, sans cesse déchirée par la guerre ci-

vile. Il prétendait ne voir dans ses voisins, que des États républicains formés sur son modèle, et ne cessait d'abreuver Charles-Emmanuel IV d'humiliations et de chagrins. C'était peu de soulever dans ses États, des propagandistes de doctrines révolutionnaires; d'exciter le peuple au mécontentement, en provoquant des mesures fiscales par une rapacité sans égale: les directeurs, impatients d'arriver plus tôt à leurs fins, lui suscitèrent pour ennemis les Liguriens, en les leurrant de l'espoir de partager avec eux les dépouilles de ce royaume.

Ces indignes menées eurent leur plein effet. Les révolutionnaires piémontais, sûrs de l'appui des Français et des Génois, levèrent le masque, et se rassemblèrent dans les vallées du Tanaro et de Bormida, au nombre de 6,000 hommes, attaquèrent un corps envoyé contre eux à Carosio, le battirent, et s'emparèrent de Serravalle, d'où ils se mirent en communication avec les Génois. Loano et Oneille furent aussi le théâtre de quelques engagements; et les révoltés tentèrent même de surprendre Alexandrie.

Ces échecs, doublés encore par la peur, jetèrent la cour de Turin dans la plus grande consternation. Le roi ne voyant pas, ou affectant de ne pas voir dans ces événements, la main des Français, implora l'assistance du général Brune, qui commandait alors l'armée d'Italie. Mais celui-ci, feignant de son côté de ne pas croire aux dangers de l'infortuné monarque, et d'avoir tout à craindre de sa duplicité, demanda la citadelle de Turin comme gage de sa bonnefoi; ce qui lui fut accordé par un traité du 28 juin. A ce prix, Charles-Emmanuel obtint quelques mois d'un repos trompeur, avant-coureur de la dernière disgrâce d'une telle couronnée.

Les propositions qu'on dit avoir été faites à cette époque pour le partage du Piémont, en échange de ce qu'on rendrait à l'Autriche sur l'Adda ou l'Or-glio, expliqueraient peut-être cette singulière prise de possession, dont le temps seul dévoilera la véritable cause.

Dans ces entrefaites, le congrès de Rastadt avait cheminé plus promptement qu'on n'aurait pu s'y attendre, vers l'accomplissement de sa tâche. Les débats ouverts, dès le milieu de janvier 1798, sous la présidence du comte de Metternich, avaient

Malgré quelque temps sur la cession de la rive gauche du Rhin, qui éprouva de légers obstacles : les princes allemands demandaient à connaître les articles secrets convenus entre l'Autriche et la France ; communication que le ministre de François II refusait. La députation de l'Empire n'était pas plus heureuse avec la république, à qui elle demandait d'exposer simultanément toutes ses prétentions. Cependant, les députés des cercles n'avaient pas seulement à prononcer sur ces abandons de territoire, il fallait trouver dans les sécularisations, ou dans l'usurpation des villes impériales, les moyens de satisfaire les principales puissances, et d'indemniser la maison d'Orange, travail long, minutieux, et soumis à une foule de difficultés. Malgré cela, la cession de la rive gauche du Rhin était consentie, au moment où l'événement de Bernadotte à Vienne vint jeter du froid entre les deux puissances qui se disputaient le morcellement de l'antique Germanie.

La Prusse ayant mis peu après des restrictions à l'abandon de quelques districts du département de la Roër, on aurait pu inférer de sa conduite, que les événements du midi de l'Europe commencent à lui inspirer des craintes contre le gouvernement français. Le Directoire crut devoir prévenir les suites fâcheuses qu'entraînerait un changement politique du cabinet de Berlin, en lui envoyant des plénipotentiaires, dont la finesse égalait les talents, et qui tenaient alors un des premiers rangs parmi les hommes chargés des destins de la France. Ses instructions ne sont pas connues, mais tout porte à croire qu'il devait rassurer le gouvernement prussien sur les événements de Suisse, et sur les indemnités en Allemagne.

L'ultimatum des ministres français relativement à la navigation du Rhin, à la démolition de Cassel et de Kehl, fut accepté malgré quelque dissidence : les sécularisations ayant été également admises en principes, tout s'acheminait vers l'heureux accomplissement de la paix ; lorsqu'un incident vint troubler ces apparences, et dévoiler à l'Europe l'existence d'une seconde coalition. Avant d'en rendre compte, il est temps de tourner nos regards sur ces nouveaux Argonautes, qui, laissant leur patrie couverte des lauriers qu'ils venaient de cueillir, faisaient voile vers les bouches du Nil,

dans l'espoir d'y trouver le chemin des montagnes de Golconde, et d'y conquérir la riche toison gardée par le Léopard.

CHAPITRE LXXIX.

État de l'Orient. — Progrès de la puissance de Scindiah dans l'Indostan. — Projets de Tippo-Saheb contre les Anglais. — Expédition des Français en Égypte. — Prise de Malte et d'Alexandrie. — Bataille des Pyramides. — Entrée au Caire. — Expulsion d'Ibrahim Bey de la basse Égypte. — Bataille navale d'Aboukir. — La Porte déclare la guerre à la république française. — Expédition de Desaix dans la haute Égypte. — Bataille de Sédiman. — Insurrection du Caire.

L'Asie qui, depuis la paix de Seringapatnam, jouissait d'un calme assez rare dans ces contrées, fut appelée à jouer cette année une scène dans le drame sanglant de la révolution française. Mais, pour rendre les événements qui la motivèrent plus intelligibles à ceux de nos lecteurs qui ne les auraient pas suivis, on ne trouvera pas mauvais que nous reprenions les choses de plus loin.

Le prince tartare Aureng-Zeb, contemporain de Louis XIV, étendant les conquêtes de ses prédécesseurs, fonda, au milieu de l'Inde, l'empire Mogol, dont la population ne s'élevait pas à moins de 50,000,000 d'habitants. Riche d'un revenu de 900 millions, et capable de mettre 800,000 hommes sur pied, cet empire était divisé en un grand nombre de provinces gouvernées par des soubabs et des nababs.

Ce conquérant mourut en 1707, et telle est la misérable condition de ces dynasties despotiques de l'Orient, que quarante ans étaient à peine révolus, quand ses successeurs, en guerre d'un côté avec leurs vassaux, assaillis de l'autre par les Persans sous le terrible Thamas Kouli Kan, harcelés enfin par les Marattes, furent réduits à implorer l'appui des Européens en leur abandonnant quelques provinces.

On ne saurait tracer une esquisse satisfaisante des bouleversements qui se succédèrent dans la presqu'île du Gange durant les 50 dernières années : ces révolutions, qui portent un cachet tout particulier, semblent plutôt appartenir aux contes

des *Mille et une nuits*, qu'à l'histoire. L'élévation ou la chute d'une foule de petits despotes changeait à chaque instant les limites des États (1); mais à travers ces déchirements, il suffira de saisir l'ensemble des faits principaux, pour donner un aperçu de la situation de l'Inde à l'époque des premières guerres de la révolution.

Ce ne fut qu'au milieu du xviii^e siècle que la compagnie anglaise, s'opposant au système que l'habile Duplex avait voulu déployer pour la France, prit part, pour la première fois, dans les querelles des princes de ces contrées. Ici, comme en Europe, la politique britannique *s'appliqua à diviser pour régner*; habile à soutenir tour à tour les princes hindous contre les musulmans et les Tartares de la dynastie mogole, ou à combattre en faveur de ces derniers contre les naturels du pays, dès que ceux-ci se montraient trop puissants, cette société parvint à s'approprier successivement les portions les plus importantes du territoire de ses protégés comme de ses ennemis.

A l'époque de la révolution française, cinq États principaux se partageaient l'Inde. Ceux gouvernés par les princes musulmans étaient au sud, le Mysore, obéissant à Tippe-Sahib : au nord, le Mogol, soumis de nom à Schah-Alloun, et de fait à ses grands officiers. Plus loin au nord, Zeman-Schah régnait sur les Afgans, habitant le Candahar et le Kaboul. A côté de ce royaume s'étendait celui de Belouchistan, dont les peuples farouches se faisaient redouter.

Enfin, au centre de la presqu'île, on voyait l'empire des Marattes, fondé par Sevaji, prince hindou qui, s'étant maintenu en possession du royaume de Sattarah, parvint ensuite à reprendre la majeure partie des conquêtes des Mogols dans le Décan. Bientôt après sa mort, tous les petits princes tributaires se rendirent indépendants des grands rajahs qui lui succédèrent et dont l'autorité se trouva circonscrite à la forteresse de Sattarah. Tout en feignant de reconnaître les droits de cette famille à la couronne, le Peishwah, son premier ministre, s'empara du pouvoir absolu sur la partie occidentale de la presqu'île, où il fonda le royaume

(1) Nous recommandons à ceux qui désirent s'initier plus particulièrement dans les affaires de l'Inde, l'His-

de Pounah. Madaji-Scindiah en fit autant au nord et à l'est. Cet homme habile, en battant l'armée d'Ismaël-Beg, et secourant Schah-Alloun contre le féroce Golaem-Cadi, parvint à rétablir la prépondérance des Marattes dans les États du Mogol, où il s'empara de toute l'autorité sous le nom de l'empereur, à qui il ne laissa que son palais et un faible revenu, seul héritage de la puissance colossale d'Aureng-Zeb.

Madaji-Scindiah avait été secondé dans ses opérations par un corps européen, ou organisé et instruit à l'europpéenne par les soins d'un officier savoyard nommé de Boigne. Ce chef maratte mourut en 1794 : et son neveu, Dowlut-Row, succéda à hériter de ses talents, suivit son système, conserva sa prépondérance sur le Mogol, et parvint même à l'étendre, en 1796, jusque sur les États du Peishwah, en plaçant sur le trône de Pounah, Badje-Row qu'il tenait entièrement sous sa tutelle. Le général Peyron avait succédé à de Boigne dans le commandement de l'armée de Scindiah; composée de cinq brigades organisées à l'europpéenne et de 34,000 hommes d'infanterie bien dressés, outre une cavalerie innombrable.

Un troisième État maratte, gouverné par le rajah de Berrar, s'étendait au nord du Décan : quoiqu'un moins puissant que les deux précédents, c'était un des membres les plus redoutables de la confédération. La famille d'Holkar régnait sur Malwa, et 20 autres petits princes feudataires indépendants de ceux-ci, avaient des diaghirs, espèce de dotations.

On voit par là que le peuple maratte formait une confédération nombreuse, semblable à l'empire germanique, dont il ne différait guère que par la force dans les institutions des principaux États qui en faisaient partie, ou par les mutations fréquentes que le régime et les mœurs orientales apportaient dans l'organisation intérieure de chacun d'eux. La confédération hindoue présentait, en effet, le spectacle assez singulier d'un grand rajah héréditaire, possédant de vastes États sans autorité; entouré de deux grands dignitaires, qui non contents de rendre leurs charges héréditaires,

toire de la chute de Mysore, par Michaud, et la Géographie de Malte-Brun.

le partageaient sans scrupule, les domaines du prince dont ils recevaient l'investigation.

Plus à plaindre encore, l'empereur du Mogol contribuait des couronnes sans pouvoir en garder ; car, à proprement parler, c'était un souverain sans sujets : despote incapable de se faire obéir, il vendait à des aventuriers le droit d'exercer une autorité absolue dans ses provinces : pauvre, alors même que toutes les monnaies de l'Inde se frappaient à son effigie, il se glorifiait d'avoir pour tributaires de grands rois, dont il était trop heureux d'implorer la générosité pour obtenir à son entretien.

La finesse de Clive, le profond machiavélisme d' Hastings, la sagesse de lord Cornwallis, avaient successivement pris à tâche d'immiscer la compagnie dans les intérêts compliqués de ces États, et d'intervenir dans leurs différends avec une apparence de loyauté. Elle paraissait toujours sur la scène en arbitre : et, fondée sur les traités, elle était le plus faible, afin de partager ensuite avec lui les dépouilles de celui qui aurait pu lui devenir redoutable. C'est ainsi qu'à l'aide des Marattes et du Nizam, elle était parvenue, en 1792, à vaincre Tippo-Saheb, à qui elle ne pardonnait pas d'avoir envoyé des ambassadeurs à Louis XVI, pour lui proposer de la chasser de l'Inde.

Deux ans après, les Marattes attaquèrent à leur tour le Nizam, inondèrent son pays avec 200,000 hommes, et le dépouillèrent au moment où la compagnie, endormie sur ses succès, ne songeait pas à secourir ce prince qu'elle tenait sous sa tutelle. Soit qu'il fût mécontent du peu d'empressement que l'on mit à lui porter secours, soit qu'il aspirât à l'indépendance, il avait confié à un officier, nommé Raymond, le soin de lui organiser à l'européenne une armée de 15,000 hommes, pour la solde de laquelle on lui abandonna le revenu d'une riche province.

Tippo-Saheb, depuis le malheureux traité de Seringapatnam qui lui avait arraché la moitié de son empire, ne respirait que vengeance. La France, livrée à l'anarchie, et découragée par la perte de Pondichééri, semblait avoir oublié tout le parti qu'elle pouvait tirer de la disposition des peuples de l'Indostan contre la compagnie anglaise. Pas un vaisseau, pas un homme, n'avait été envoyé

dans l'Inde ; et à l'insouciance des gouverneurs de l'île de France, on eût dit qu'ils ignoraient l'existence des deux presqu'îles du Gange. Truguet seul imagina, à la fin de 1796, de porter des secours au sultan de Mysore : mais le projet de ce ministre, basé sur la possibilité d'organiser des bataillons de nègres qui ne sortirent jamais des plantations de l'île de France n'eut pas même un commencement d'exécution. Pour réussir, il eût fallu un noyau de vieilles troupes ; or, le gouvernement républicain ne fit aucune tentative pour en porter le moindre détachement ; et nous avons vu, au chapitre LXVII, par quelle fatalité il perdit l'occasion, en 1797, d'y envoyer une partie des troupes entassées à Brest pour l'expédition d'Irlande.

Quelques aventuriers furent à la veille d'exécuter ce que la faiblesse de Louis XVI, et l'inexpérience du comité de salut public en intérêts coloniaux, avaient fait négliger. Un corsaire, nommé Rippaud, jeté sur la côte de Mangalore et amené à Tippo-Saheb, lui ayant appris les victoires des armées républicaines en Europe, réveilla en lui l'espoir d'être secouru par les anciens alliés de son père. Il envoya une ambassade à l'île de France, avec un projet d'alliance à soumettre au Directoire ; projet si bien combiné qu'aucun diplomate européen ne le désavouerait. La réponse du gouverneur Malartic prouve qu'il n'apprécia nullement la démarche de ce prince : cependant il lui envoya une trentaine de sous-officiers, d'artilleurs et d'ouvriers, qu'il mit à très-haut prix, mais qui discréditèrent l'uniforme français par leurs extravagances, et autorisèrent la compagnie anglaise à se servir de ce prétexte pour assaillir le sultan de Mysore. Tout porte même à croire que le Directoire ne fut jamais bien instruit de ce qui se passa à cette occasion.

Cependant Tippo ne s'en tint pas là : s'efforçant d'assoupir la rivalité des Marattes, il cherchait à armer le Peishwah et Scindiah contre la compagnie ; portant même ses vues plus loin, il recherchait l'alliance de Zeman-Schah.

La réunion des forces de ces différents États pouvait s'élever à 50,000 hommes disciplinés à l'instar des troupes européennes ; et à 300,000 soldats armés à l'indienne. Si l'impétuosité tumultueuse des Marattes, la bravoure chevaleresque des Raje-

poutes, et l'ambition effrénée de tous ces chefs, avaient voulu se ployer à une règle commune, et agir de concert pour la délivrance de l'Inde, nul doute qu'une coalition aussi formidable n'eût finalement triomphé de l'Angleterre; surtout, si une division française, commandée par un homme du caractère de Hoche, eût servi de régulateur aux opérations des forces combinées.

La compagnie n'avait alors pour alliés que deux ou trois nababs subalternes et le Nizam: encore ce dernier, en renvoyant les bataillons de sa garde pour se jeter entre les bras de Raymond, laissait croire qu'il reviendrait tôt ou tard à la politique de son prédécesseur qui avait combattu sous les drapeaux d'Hyder-Ali.

Mais la compagnie était déjà redoutable par elle-même; car les trois présidences dont elle se composait, formaient de véritables empires. La principale, maîtresse de Calcutta, du Bengale, de la côte d'Orisa et de la riche vallée du Gange jusqu'à Oude, était le centre du gouvernement général; et ne le cédait guère à la mère-patrie, en puissance et en richesse. La seconde, composée des possessions du Décan autour de Madras, siégeait dans cette dernière ville. Enfin, la troisième, établie à Bombai, réunissait les établissements de la côte de Malabar et Surate aux comptoirs du golfe persique. Les forces dont les différentes présidences disposaient, pouvaient s'élever à 20,000 Européens et 60,000 Cipayes bien organisés.

Tel était à peu près l'état de l'Inde, quand le Directoire, sans avoir la moindre notion de ce qui s'y passait, mais séduit par les rapports de différents agents sur l'Égypte, et plus encore par les sollicitations de Bonaparte, forma le projet de conquérir cette province, soit pour s'ouvrir une voie directe au commerce de l'Inde par Suez et Surate, soit pour porter avec le temps son armée jusque dans l'Indostan. On ne peut disconvenir que cette entreprise gigantesque ne fût susceptible de procurer d'immenses résultats à la France et au continent européen: mais l'assentiment de la Porte, sans laquelle elle n'était qu'une chimère, fut ce dont on s'occupa d'abord le moins. Si, par suite de la conquête de ce pays, l'on avait la moindre vue sur l'Inde, il était également indispensable d'envoyer quelques mois à l'avance une escadre de

huit à dix vaisseaux, dans les parages de l'île de France, afin de dominer, à la faveur du port de Mangalore, tout le golfe d'Oman, le détroit de Babel-Mandel; et de protéger l'arrivée des secours qu'on eût été dans le cas de faire filer aux Mascariques, ou à Tippo-Saheb. Mais, pour suivre l'ordre naturel des faits, il importe de revenir aux rives du Nil.

L'Égypte, cet antique berceau de la civilisation, après mille vicissitudes, avait été conquise sur les mameluks, au commencement du xvi^e siècle, par Sélim I^{er}, empereur des Turcs. Ses successeurs en conservaient depuis deux siècles la paisible possession, quand la faiblesse du gouvernement osa hardit les chefs de mameluks; Ibrahim, leva l'étendard de la révolte en 1746; et ses successeurs Aly et Mohamed, vécurent dans une sorte d'indépendance. A la mort de ce dernier, en 1776, les beys se disputèrent son héritage. Ibrahim et Mourad vainquirent leurs rivaux, et se partagèrent l'autorité. La Porte envoya, plus tard, une armée considérable pour les ramener à l'obéissance; trop faibles pour résister, les deux beys se retirèrent dans le Saïd, et laissèrent le capitain-pacha lever des contributions dans la basse Égypte. Mais aussitôt qu'il fut parti, ils recouvrèrent la puissance, sans renoncer au système de violence et d'extorsion, dont les indigènes et les commerçants étrangers avaient également à se plaindre. La richesse du pays, son heureuse position entre la mer Rouge et la Méditerranée, en faisaient convoiter la possession par toutes les puissances européennes. Les Français, surtout, jaloux de la prééminence maritime de l'Angleterre, entrevoyaient la possibilité d'aller aux Indes orientales par l'Égypte, et de combattre enfin corps à corps cette puissance rivale. Déjà, sous le règne de Louis XVI, plusieurs mémoires avaient discuté les moyens d'atteindre ce résultat.

Vivement affecté de la conduite des beys envers les négociants français, le consul Magallon, en se voyant à les soustraire aux avanies ruineuses, avait donné l'idée d'expulser les mameluks. Ce projet fut accueilli par le Directoire, en 1793; mais, comme sa position politique ne lui permettait pas de se livrer alors à une entreprise si hasardeuse, il en ajourna l'exécution, tout en engageant le con-

à lui fournir de nouveaux renseignements. Les rapports de Magallon présentèrent l'expédition comme très-facile : l'Égypte ne pouvait être disputée, selon lui, que par les mameluks, dont le nombre n'excédait pas 9,000. Cette milice impétive, excellente pour combattre des Turcs ou pour châtier des Fellahs révoltés, devait se briser contre la discipline et la tactique européenne, lorsqu'elle manquait d'infanterie et d'artillerie. Elle n'avait point à craindre de levée en masse de mameluks ; car les Égyptiens, esclaves des mameluks, devaient voir avec plaisir l'arrivée d'une armée qui viendrait les délivrer de leurs insolents oppresseurs. Les côtes, d'un facile accès, présentaient d'ailleurs plusieurs points favorables au débarquement ; et l'intérieur, sans défense, n'avait que la seule forteresse capable d'arrêter l'inva-

Un autre côté, le chef de bataillon du génie, Lazowsky, chargé par le Directoire de reconnaître l'état de l'empire ottoman, assurait que la Porte était hors d'état d'opposer le moindre obstacle à une entreprise contre l'Égypte. Depuis longtemps sa domination y était illusoire : elle n'y entretenait que quelques centaines de janissaires, épars dans les provinces maritimes, et son pacha, relégué au Caire, sans autorité, paraissait plutôt le prisonnier des Turcs que le dépositaire de la puissance du Grand Empire. Une rupture avec la Turquie ne devait entraîner aucun malheur. Sourde aux conseils d'une sagesse politique, elle avait, disait-il, laissé consommer le démembrement de la Pologne : la Russie, autrefois séparée d'elle par de vastes contrées, était établie sur la mer Noire, et lui avait enlevé les provinces dont la population belliqueuse formait naguère l'élite de ses armées. La faiblesse de ses ressources militaires, l'épuisement de ses finances, les vices de son gouvernement, tout enfin présageait la chute prochaine de cet empire. Lazowsky n'avait point à conseiller au Directoire de renoncer à l'alliance de la Porte, et de s'approprier les provinces qui s'échappaient de sa domination. Bonaparte lui-même, instruit des rapports parvenus au Directoire, ne contribua pas peu à le décider, en proposant cette expédition comme une conception vaste et hardie. Le gigantesque projet plaisait à son imagination, et sa haine contre l'An-

gleterre souriait à l'espoir de lui porter le dernier coup. Sentant dès lors combien l'occupation de Malte serait nécessaire aux projets ultérieures du Directoire, il avait demandé qu'on chargeât l'amiral Bruce de s'en emparer en ramenant, en 1797, l'escadre vénitienne de Corfou. Suivant lui, la possession de cette station, jointe à celle des îles de l'Adriatique, assurait l'empire de la Méditerranée : ses ports offraient des relâches sûres et commodes aux vaisseaux français, et devaient procurer au gouvernement la facilité d'entretenir, sur ce point rapproché de l'Égypte, des forces de terre et de mer toujours prêtes à rejoindre celles qui seraient destinées à la conquête de ce pays. Mais diverses circonstances ayant empêché l'exécution de ce coup de main, Bonaparte eut recours à la ruse pour se faire ouvrir les portes de Malte. L'agent diplomatique Poussielgue, revêtu du titre d'inspecteur des Échelles du Levant, alla s'y installer, soit pour insurger le pays contre l'ordre, soit pour gagner les chevaliers français, et les engager à seconder les vues de la république.

Sans doute la conquête de l'Égypte eût été utile et avantageuse à la France ; mais il eût fallu l'entreprendre en temps plus opportun. Ce n'était pas lorsque les choses étaient encore incertaines au congrès de Rastadt ; que l'Europe, indignée de l'invasion de la Suisse et de Rome, aspirait à s'en venger, et que tout annonçait un rapprochement entre l'Autriche et la Russie, qu'il fallait préparer cette entreprise sans le consentement de la Porte. Cette faute est d'autant plus criante, qu'il eût été possible de l'éviter : l'affaire, habilement négociée, n'eût peut-être pas souffert plus de difficultés que l'emprunt ouvert l'année précédente à Constantinople par Aubert-Dubayet, pour subvenir aux besoins de la garnison de Corfou. Il ne s'agissait, pour le premier moment, que de ménager l'orgueil du Divan, en écartant toute idée de s'établir à perpétuité dans l'Égypte, et ne lui demandant que le passage pour une armée destinée à ruiner les comptoirs anglais dans l'Inde : le temps eût fait le reste. La crainte d'ébruiter le projet ne devait pas arrêter ; car, si l'on obtenait l'assentiment de la Porte, on ne devait point en redouter une indiscretion ; et si elle le refusait, l'entreprise devenant absurde, il fallait y renoncer.

D'ailleurs, tout bien considéré et à part les dangers qui résultaient de la situation du continent, l'expédition d'Égypte n'offrait peut-être pas autant de chances de succès qu'on imaginait. Ce n'était pas tout d'ouvrir une communication avec l'Inde par Suez, il fallait encore soutenir Tippou-Saheb, et accabler les Anglais, ou souffrir malgré soi leur victoire sur le sultan de Mysore. Et pour soutenir celui-ci, il fallait ou marcher sur l'Euphrate à travers les déserts, ou descendre la mer Rouge, et venir débarquer sur la côte de Surate. Une armée enfoncée dans ces contrées, n'en serait jamais sortie; car il s'agissait à la fois de conserver un établissement sur le Nil, et d'avoir encore des forces suffisantes pour voler sur le Gange.

Se contenter du commerce indirect avec l'Inde et la Perse, était un résultat qui ne méritait pas de hasarder l'élite des forces de la France. L'histoire des croisades prouvait qu'il eût été fort difficile de conserver une colonie dans l'Égypte, en guerre avec toute la population musulmane. Aux obstacles qui existaient alors, il convenait d'ajouter la difficulté de communiquer par la Méditerranée, mer trop étroite pour que les bâtiments français pussent se flatter d'échapper aux croisières ennemies. Si l'on voulait à tout prix attaquer les Anglais dans l'Inde, on eût couru peut-être moins de danger à reprendre le projet de Truguet, en suivant la route directe par le cap de Bonne-Espérance, qui eût permis de dérober la marche de la flotte aux escadres britanniques, et d'obtenir des succès décisifs, avant que le cabinet de Londres eût été à même de porter des secours aux points menacés.

La prospérité est souvent l'écueil des gouvernements; elle perdit le Directoire. Tant qu'il eut des ennemis à combattre, sa conduite fut justifiable par la plus puissante de toutes les considérations, celle de défendre le sol français et de conquérir une paix honorable; mais, dès que ses adversaires furent terrassés, il ne mit plus ni bornes ni mesure à ses projets; et sembla avoir moins en vue la gloire de la république, que l'éloignement des hommes dont la réputation lui portait ombrage. Après la conclusion de la paix de Campo-Formio, les dépositaires du pouvoir craignirent l'influence de Bonaparte sur la multitude, et re-

prirent avec complaisance la discussion du projet d'expédition en Égypte, ne doutant pas qu'il ne fût accueilli par ce général qui en avait toujours parlé avec enthousiasme dans sa correspondance, et dont ils avaient déjà pénétré l'inquiète ambition. Ils ne se trompèrent pas. Bonaparte, impatient d'accroître sa renommée, envisageait avec chagrin la nullité où la paix allait le réduire; il aimait les dangers, la gloire, la puissance; la guerre seule pouvait lui procurer tout cela. Quelles inquiétudes pour sa sûreté personnelle contribuèrent aussi à le déterminer; il avait sous les yeux l'exemple du 13 fructidor; et, ne voulant pas fournir une seconde victime à la jalousie des directeurs, il témoigna le désir d'être chargé de cette expédition, dans l'espoir sans doute qu'elle lui procurerait un établissement durable. Le Directoire, au comble de ses vœux, ne crut pas acheter trop cher son consentement, en lui fournissant toutes les troupes, les moyens et les agens qu'il désirerait; et, pour hâter le départ de l'expédition, il dégarnit l'Italie, aussi bien que les frontières de France.

Un voile impénétrable couvrit les premiers préparatifs. La formation de l'armée d'Angleterre, jointe à divers simulacres faits sur les côtes de la Manche, donnèrent le change au cabinet de Londres, et lui persuadèrent qu'un armement considérable allait être dirigé contre la Grande-Bretagne. Bonaparte, fondé sur son titre de général en chef des forces destinées à dicter la loi dans Londres, demandait au gouvernement batave 13 vaisseaux pour son expédition. D'un autre côté, on sollicitait l'Espagne d'en préparer autant. Des constructions et des équipements annoncés dans tous les ports que l'emprunt forcé dont nous avons parlé avait eu son effet; l'insurrection de l'Irlande, souvent pronostiquée, venait enfin de éclater, et réclamait des secours. Tels étaient les motifs qui justifiaient du reste les appréhensions du ministère anglais. En effet, il rappela les forces éparses dans l'Océan, pour être prêt à repousser toute tentative de descente sur les côtes d'Angleterre ou d'Irlande; et ne laissa devant Brest et Cadix, que le nombre de vaisseaux strictement nécessaire pour les bloquer. La Méditerranée dégagée des croisières anglaises, offrit à la flotte

Etat de la composition et de la force de l'armée d'Orient,

TOME III, page 223.

A L'ÉPOQUE DU 30 JUIN 1798.

BONAPARTE, général de division, commandant en chef.

Général DOMMARTIN, commandant l'artillerie.

Général CAFARELLI-DUFALGA, commandant le génie.

ALEXANDRE BERTHIER, chef d'état-major.

DISPONIBLES.

Les généraux de division, DUGUA et DUMAY.

Les généraux de brigade, DUMAS, DUPUY et MARMONT.

DIVISIONS.	GÉNÉRAUX de BRIGADES.	CORPS qui LES COMPOSENT.	NOMBRE DE		EFFECTIF.	OBSERVATIONS.	
			BATAILLONS.	ESCADRONS.			
d'avant-garde, DESAIX.	BELLIARD.	21 ^e légère	3	"	2,100	Formée des régiments de Malte, des vaisseaux, de la garde du grand maître et des chasseurs maltais.	
	FRIANT.	61 ^e de ligne	3	"	2,800		
		88 ^e idem	3	"	1,900		
de droite, REGNIER.	DAMAS.	9 ^e de ligne	3	"	1,900		
	VERDIER.	85 ^e idem	3	"	2,100		
		Légion maltaise	2	"	1,500		
du centre, KLÉBER.	LANNES.	2 ^e légère	3	"	1,700		
	LANUSSE.	25 ^e de ligne	3	"	2,000		
		75 ^e idem	3	"	2,100		
de gauche, MENOUE.	VIAL.	22 ^e légère	3	"	2,000		
	MIREUR.	13 ^e de ligne	3	"	2,000		
		69 ^e idem	3	"	1,800		
Réserve, BON.	RAMPON.	4 ^e légère	2	"	1,400		
	MURAT.	18 ^e de ligne	3	"	2,100		
		32 ^e idem	3	"	2,000		
de cavalerie, DUMAS.	LECLERC. ZAYONZECK.	7 ^e de hussards	"	3	500		
		22 ^e de chasseurs	"	3	450		
		3 ^e de dragons	"	2	300		
		14 ^e idem	"	3	400		
		15 ^e idem	"	2	300		
		18 ^e idem	"	4	400		
		20 ^e idem	"	2	350		
Grand quartier général.		Guides à cheval	"	1	120		
		Guides à pied	1	"	600		
		Artillerie à pied	"	"	800		
		Sapeurs	"	"	800		
		Mineurs-ouvriers	"	"	600		
		La légion nautique	3	"	3,000		
TOTAL DE L'ARMÉE D'ÉGYPTE			47	20	37,200	. . . 2,820 hommes de cavalerie.	
non compris							
VAUBOIS		7 ^e de ligne	1	"	800		à Malte.
		19 ^e idem	2	"	1,500		
CHABOT	LASALCETTE. PIVERON.	6 ^e de ligne	3	"	2,400		à Corfou.
		79 ^e idem	3	"	2,400		
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ARMÉE D'ORIENT			56	20	44,120		

N. B. On a pris ici la force approximative de l'effectif; parce que les régiments avaient été complétés autant que possible; mais les malades et les blessés peuvent être estimés au dixième, aussitôt après le débarquement.

de Toulon un chemin d'autant plus libre, que l'amiral Saint-Vincent, lui supposant l'intention de réunir à celle de Cadix, croyait être en état de s'y opposer. Il fut confirmé dans son erreur par les démonstrations de la flotte espagnole qui sortit au mois de février, sous Massarédo, et qui, malgré sa prompte rentrée, laissait croire qu'elle reprendrait bientôt son projet.

Cependant, Bonaparte prenait de Paris toutes les mesures qui devaient assurer le succès de son expédition. Le Directoire de son côté, ouvrant les yeux sur la nécessité de renouer les relations avec le sultan de Mysore, fit passer à l'île de France quelques instructions pour l'avertir des projets qu'on allait tenter; mais il ne donna point encore à ces démarches toute l'activité et l'importance indispensable pour en assurer le succès. Ce n'était pas une correspondance, mais bien une escadre montée par un corps de 5 à 6,000 hommes d'élite, avec un double et triple cadre d'officiers, des ingénieurs, des artilleurs, des ouvriers de tous genres, qu'il eût été indispensable d'y envoyer pour relever la confiance des peuples de l'Indostan.

En défaut de ces précautions, le Directoire, sur les représentations de Bonaparte, s'engagea à obtenir le consentement de la Porte, et Aubert-Duroy étant mort, il importait d'envoyer à sa place un négociateur habile. C'était un peu tard à la vérité; mais cette mission délicate, suivant ce qu'il en fut convenu, devait être remplie par le ministre Talleyrand, auquel on accordait de grands talents diplomatiques: toutefois, le rusé ministre, qui en prévoyait l'issue, et craignait le séjour des sept-Tours, différa son voyage sous divers prétextes, et obtint enfin, après le départ de l'escadre, qu'elle serait confiée à Descorches.

En attendant, pour rendre la Porte moins récalcitrante, des agents, et même un certain nombre d'officiers furent, dit-on, envoyés à Paswanoglon, qui avait levé l'étendard de la rébellion en Servie. Le général Chabot, qui commandait à Corfou, reçut l'ordre de s'aboucher avec Ali, pacha de Janina, et de sonder ses dispositions.

L'intention du gouvernement français étant de prendre l'Égypte pour base de ses entreprises contre les possessions anglaises de l'Inde, la con-

quête de Malte devait être le premier objet de l'expédition, afin de procurer dans la suite une station intermédiaire, un vaste entrepôt à la marine militaire et à la marine marchande de la république. Dès lors il fallut songer à la composer de forces assez considérables pour tenir cette île et l'Égypte dans l'obéissance, tandis qu'un détachement de l'armée prendrait le chemin du Gange.

Les préparatifs furent faits en conséquence et poussés avec la plus grande activité. Tous les ports d'Italie fournirent des bâtiments de transport; et les régiments qui devaient faire partie de la nouvelle armée furent dirigés sur Toulon, Civita-Vecchia, Gènes et Ajaccio. L'armée navale, rassemblée dans la rade de Toulon, n'attendait, dans les derniers jours d'avril, que le signal du départ, lorsque l'insulte faite à l'ambassadeur de la république à Vienne, changea un instant la direction des idées de Bonaparte. Le renouvellement d'une guerre continentale offrait des chances plus favorables à son ambition, et il eût volontiers renoncé à l'expédition d'Égypte. Déjà même il se disposait à partir pour Rastadt, quand le Directoire lui intima l'ordre de se rendre à Toulon. Bonaparte, offensé, eut envie de donner sa démission: les directeurs ne l'auraient pas refusée. Cependant il se ravisa; et, convaincu qu'un officier sans commandement n'est plus rien sous un gouvernement ombrageux, il jugea devoir céder aux circonstances, et partit pour Toulon, où il arriva le 9 mai.

Tous les officiers généraux de terre et de mer étaient de son choix. Le vice-amiral Brueys commandait la flotte, et avait pour contre-amiraux, Gantheaume, Villeneuve, Decrès et Blanquet-Duchayla. Au nombre des lieutenants du général en chef on comptait Kléber, Desaix, Reynier, généraux de division de l'armée du Rhin, qu'il choisit de préférence à ceux de l'armée d'Italie. Une foule de savants et d'artistes, ingénieurs-géographes, astronomes, naturalistes, antiquaires, littérateurs, empressés de partager sa fortune, s'embarquèrent pour aller explorer, instruire, civiliser, au profit de leur patrie, cette terre classique, berceau des arts et des sciences.

Les troupes de l'expédition montaient à environ 36,000 hommes, dont 2,800 de cavalerie non montée. (Voyez le tableau ci-joint.) C'était l'élite

de l'armée d'Italie, renforcée encore des meilleurs régiments de celle du Rhin. L'escadre, forte de 13 vaisseaux de ligne, de 17 frégates ou corvettes, et d'environ 300 bâtiments de transport, était monté par 10,000 matelots français, italiens ou grecs. Jamais, depuis les croisades, armement plus formidable n'avait paru dans la Méditerranée. Soldats et matelots rivalisaient d'ardeur; et, quoiqu'ignorant encore le but de leurs travaux, leur imagination exaltée ne s'arrêtait que sur des espérances de gloire et de richesses.

Le signal du départ fut enfin donné. Le 19 mai, l'escadre leva l'ancre, et se dirigea vers l'île de la Magdeleine au sud de la Corse, où, après avoir rallié les divisions Baraguey-d'Hilliers et Vaubois parties de Gènes et de Bastia, elle cingla vers l'île de Malte, devant laquelle elle parut, le 9 juin, sans avoir rencontré l'ennemi.

Bonaparte connaissait d'avance le peu de peine qu'il aurait à se rendre maître de Malte. L'ordre qui la possédait, n'avait plus rien de son antique renommée: c'était une confrérie qui fournissait un établissement à quelques cadets de famille, plus jaloux de repos qu'avidés de gloire. Il n'était pas de gentilhomme, en Europe, qui ne préférât une compagnie d'infanterie au titre de chevalier. Le grand maître, pénétré de la caducité de l'ordre, n'avait trouvé d'autre moyen de retarder son extinction, que de saisir avec empressement l'occasion que lui fournit l'empereur Paul, de relever un moment sa splendeur.

Catherine, secondée par les Maltais dans l'expédition d'Orloff en Morée, avait jugé tout le parti qu'elle pouvait tirer des anciens défenseurs de Rhodes, dans les guerres contre la Turquie; elle recommanda à son fils la lecture de Vertot, et les dispositions chevaleresques de ce prince secondèrent à merveille les vues de sa mère. Au moment de son avènement au trône, il accueillit le comte de Litta, député par l'ordre pour réclamer les revenus du grand prieuré de Pologne, et promit de les augmenter, si l'on voulait créer une langue russe, et une langue grecque. Il avait signé, en effet, un traité, le 15 janvier 1797, portant création de 98 commanderies largement dotées. Mais il était aisé de prévoir que l'empereur de Russie, sous la protection duquel ces deux langues devaient se

trouver, cherchait moins la prospérité de l'ordre, qu'à se ménager les prétextes d'exercer son influence dans l'île.

Quoique tout conservât encore à Malte l'aspect d'une colonie guerrière, que la côte fût hérissée de forts et de batteries, ce n'était pas 4 à 500 chevaliers, aidés d'environ 3,000 hommes de troupes neuves et d'autant de mauvaises milices, qui pouvaient empêcher le débarquement d'une armée aventurière, que la population se montrait disposée à accueillir.

Malgré cette différence énorme dans la situation et les moyens des deux partis, nous conviendrons qu'un grand maître, soigneux de sa réputation, eût fait quelques dispositions de défense. Mais Honoré pesch n'avait rien de la valeur chevaleresque de ses devanciers: quoiqu'averti des mauvaises intentions du Directoire par les avis du chevalier Bray, envoyé de l'ordre à Rastadt, et surtout par la mission de Poussielgue, il s'endormit dans une coupable sécurité. Le mouillage de l'amiral Bruys, qui s'arrêta huit jours, au commencement de mars, pour sonder tous les abords de l'île, lorsqu'il revint de Corfou à Toulon avec l'escadre vénitienne, n'éveilla pas même ses soupçons. En vain, la correspondance d'Italie et de France confirma la destination de l'armement qui se préparait à Toulon: il crut, ou feignit de croire à la possibilité de conjurer l'orage par des processions et d'autres exercices de piété. A la vérité, son respect pour les trésors du patron de l'ordre ne lui laissait apercevoir que la difficulté, peut-être même l'impossibilité absolue, d'approvisionner en munitions de guerre et de bouche la place et les forts de la côte; de renouveler le matériel de l'artillerie qui tombait de vétusté, de pourvoir à l'armement et au pillage des fortifications, à la solde et à l'habillement des milices. Cependant, comme il s'agissait de l'existence de l'ordre, cette délicatesse était mal entendue; personne, sans doute, n'eût crié au sacrilège, en voyant vider la sacristie et les trésors de saint Jean, pour se procurer les objets nécessaires. Cette pensée ne lui vint pas en tête: le patron conserva quelques semaines de plus ses bijoux; et Malte demeura en butte aux coups des Français.

Le grand maître ne témoigna d'inquiétude qu'à

l'apparition du convoi de Civita-Vecchia, qui mouilla à la vue de l'île, quatre jours avant l'arrivée de la flotte dont il faisait partie : mais il reprit bientôt toute sa sérénité, en apprenant que ce détachement n'avait mis aucun obstacle à la rentrée du vaisseau et de la frégate de l'ordre, qui revenaient de prendre des vivres en Sicile.

Cependant, comme un grand nombre de chevaliers ne partageaient point sa sécurité, Hompesch ne put s'empêcher de convoquer le conseil de guerre. Or ce conseil, composé de sept membres, fut loin de le désabuser ; car les trois chevaliers français, directeurs de l'artillerie, du génie et des fortifications, qui formaient la majorité avec le bailli portugais de Souza, étant déjà gagnés par Poussielgue, l'état de siège ne fut pas proclamé.

Le 9 juin au soir, la flotte française parut devant Malte ; et aussitôt Bonaparte requit l'entrée des ports de l'île. Il y avait autant de danger à accorder cette demande qu'à la refuser. Toutefois, le grand maître répondit, par l'intermédiaire du consul français Caruson, que la neutralité de l'ordre ne lui permettait d'accorder l'entrée qu'à quatre bâtiments de guerre.

Comme il prévoyait que cette réponse ne satisfaisait pas le général républicain, il assigna aux principaux chevaliers les postes qu'il auraient à défendre. Le prince Camille de Rohan fut nommé commandant en chef des milices, composées d'environ 4,000 hommes. On lui donna pour lieutenant deux baillis incapables ; puisque l'un n'ayant jamais servi que sur mer, n'entendait rien au service de terre ; et que l'autre, âgé de 72 ans, était aussi peu propre pour l'action que pour le conseil.

Le canon d'alarme ne tarda pas à se faire entendre, et les milices eurent l'ordre de se rendre à leurs postes ; mais il n'était plus temps. Reynier se para presque sans résistance des îles de Gozzo et de Cumino. Baraguey-d'Hilliers, descendu sous le feu des batteries de Saint-Paul et de Melleha, ne trouva un peu plus à chasser le bailli Thomassi devant les retranchements de Nasciar ; mais Vaubois, menaçant de tourner celui-ci, décida ses milices à se replier en désordre vers la cité, où on les poursuivait. A la gauche, Desaix débarqua avec le même

succès dans l'anse de Marsa-Sirocco : cependant la résistance que lui opposa la Guerinière dans le fort de Saint-Julien, le força à le faire masquer par la brigade Belliard, pour se diriger lui-même sur la place et achever son investissement.

Ainsi, vers dix heures du matin, les républicains étaient maîtres de l'île, à l'exception d'un seul fort et de la ville de Malte. C'était sans doute beaucoup, mais pas encore assez pour assurer le succès de l'entreprise. En effet, il restait aux chevaliers, outre la Cité-Valette, le fort Riccazzoli, et l'enceinte extérieure qui couvre les bourgs de la Victoire et de la Sangle, postes retranchés. Pour peu que le grand maître eût déployé d'énergie, en rassemblant les 3 à 4,000 hommes dont il disposait encore ; chassant les habitants suspects, et faisant un usage bien combiné de ses dernières ressources, il était possible de tenir les Français en échec, jusqu'à l'arrivée de l'escadre anglaise, de laquelle dépendait désormais la salut de l'ordre. Loin de là, Hompesch, renfermé dans son palais, avec le commandeur de Saint-Priest, son adjudant, fut inaccessible, invisible pour tous, et ne donna ni ordre ni instruction pour la défense ou pour l'évacuation des divers postes.

Livrés à eux-mêmes, et contrariés d'ailleurs par les chevaliers français que Poussielgue et Caruson avaient gagnés, les chefs des différents postes perdirent entièrement la tête, quand une sortie imprudente, exécutée avec les meilleures troupes par le bailli de Bellemont, fut ramenée l'épée dans les reins par le général Marmont ; et que la flottille se vit forcée à rentrer dans le port. Néanmoins on continua le reste de la journée à canonner du haut des remparts, avec le peu de pièces en état de service. Mais, vers dix heures du soir, la garnison du faubourg de la Sangle, saisie d'une terreur panique, se jeta dans ses embarcations, et vint s'amonceler sous les murs de la cité, où sa présence redoubla le désordre et donna lieu à une fatale méprise.

Cet incident, dont quelques chevaliers rejetèrent la faute sur le bailli de Saint-Tropez, qui, à ce qu'ils prétendent, n'usa pas de son autorité pour retenir ses troupes dans le devoir, en leur montrant qu'elles étaient couvertes par celles qui occupaient le fort de Bormela et l'enceinte de la

Cotonera, décida du sort de l'ordre. En effet, vers minuit, les barons de l'île et les principaux habitants de la ville se rendirent au palais du grand maître, pour l'engager à capituler. Hompesch ne se fit pas longtemps prier : et, après avoir consulté pour la forme un conseil dont il eut bien soin d'écartier les grands-croix de l'ordre qui n'étaient pas ses complaisants, il autorisa le bailli de Souza et le consul batave à demander un armistice.

Bonaparte, informé de toutes ces circonstances, n'eut garde de le lui refuser. Bientôt, les bases de la capitulation furent arrêtées. Le général français, avare d'un temps précieux, se montra dans ce traité aussi généreux envers le grand maître, que celui-ci peu délicat. L'ordre céda à la république française la ville et les forts de Malte ; et renonça en sa faveur à ses droits de souveraineté sur l'île, comme sur celles de Gozzo et de Cumino. Bonaparte promit, au nom du Directoire, une pension au grand maître, et son intervention au congrès de Rastadt, pour lui obtenir une principauté en Allemagne, à titre d'indemnité. Un autre article assurait aux chevaliers français un revenu de 700 francs et la garantie de leurs propriétés. Rien ne fut stipulé en faveur des chevaliers des autres nations. Hompesch, chargé de leurs malédictions, quitta l'île, emportant avec lui 2 à 300,000 francs, qui furent, au surplus, l'unique fruit de sa honteuse capitulation.

L'armée française trouva à Malte 1,200 pièces de canon, environ 30,000 mille fusils, deux vaisseaux de guerre, une frégate et quatre galères. Cette conquête rapide augmenta la confiance de l'armée, qui attribua la chute de cet ordre célèbre au seul bruit de ses armes, et crut que désormais aucun ennemi ne pourrait lui résister.

Pendant que la flotte prenait de l'eau et des rafraîchissements, Bonaparte s'occupait de l'organisation civile et militaire de l'île. Rien ne fut oublié : administration intérieure, garde nationale, impôts, religion, instruction publique ; il pourvut à tout, et six jours lui suffirent pour ériger Malte en colonie française. Il en confia le commandement au général Vaubois, auquel il laissa environ 3,000 hommes. Puis, par un trait de bonne politique, il fit embarquer sur sa flotte tous les Turcs esclaves de l'ordre, et incorporer dans les cadres ou

dans les administrations tous les chevaliers nés français, qui n'avaient pas passé l'âge de trente ans. Quant aux régiments maltais, ils furent licenciés ; et l'on en forma, outre la légion de deux bataillons qui suivit l'expédition, plusieurs compagnies destinées à être envoyées à Corfou.

Cependant lord Saint-Vincent, qui commandait la station de la Méditerranée, jugeant que l'escadre de Toulon ne devait pas tarder à sortir, détacha de devant Cadix l'amiral Nelson, avec une division de trois vaisseaux et quelques frégates, pour observer Toulon ; mais un coup de vent dispersa le 17 mai, l'escadre de celui-ci sur les côtes de Provence, et l'obligea de relâcher en Sardaigne, où il apprit le départ de la flotte française, et reçut le renfort de dix vaisseaux que lui amena le commodore Trowbridge.

Les moments étaient précieux : la flotte anglaise pouvait paraître d'un instant à l'autre : et un combat, quelle que fût son issue, déviait du but de l'expédition. Bonaparte fit appareiller le 19 juin, et l'escadre se dirigea sur Candie qu'elle dépassa le 26. L'amiral Nelson, après avoir mouillé, le 19 juin, à Messine, était alors dans ces parages, faisant voile vers l'Égypte, où il ne doutait plus que l'expédition ne se dirigeât : mais, comme il serrait les côtes d'Afrique, il ne rencontra point l'armée française. Toutefois, il prévint les habitants d'Alexandrie du danger qui les menaçait ; les exhorta à se défendre, et leur promit de revenir à leur secours, aussitôt qu'il se serait ravitaillé en Sicile, vers laquelle il cingla de nouveau, et où les Napolitains, contre la teneur des traités, lui fournirent tous les moyens de réparer ses vaisseaux et d'approvisionner ses équipages.

La flotte de Brueys arriva devant Alexandrie le 1^{er} juillet, trois jours après le départ de Nelson. Les renseignements donnés par le consul français, faisant craindre à Bonaparte que l'ennemi ne revînt à l'improviste, et ne l'attaquât au milieu de la confusion qu'occasionne toujours un débarquement, il ne voulut point le différer : et, quoiquela mer fût orageuse, et que l'on se trouvât encore éloigné de trois lieues de la côte, le mouillage fut ordonné, et la descente résolue. Le général en chef donna sur-le-champ ses instructions à l'amiral. Ne voulant confier à personne le soin de diri-

ger l'opération, il monta un bâtiment léger, et se porta vers le banc de récifs qui borde l'entrée de l'anse du Marabou. L'éloignement de la côte, les écueils dont ces parages sont remplis, et la violence des vents qui empêchait les chaloupes de se réunir, mirent quelque désordre dans la flottille : des barques échouèrent, et plusieurs hommes périrent.

Enfin, le 2 juillet, à une heure du matin, le général en chef, accompagné de son état-major, débarqua à la tête des premières troupes qui se formèrent sur-le-champ à peu de distance du rivage. A quatre heures, on n'avait encore réuni à terre que 4,300 hommes des divisions Bon, Menou et Kléber, sans cavalerie, ni artillerie; les divisions Desaix et Reynier étaient encore bien loin de la côte. Malgré la faiblesse de ces moyens, Bonaparte ne crut pas devoir différer de marcher sur Alexandrie, dont un désert de trois lieues le séparait. Il divisa sa petite troupe en trois colonnes, dont il donna le commandement aux généraux qui l'avaient accompagné, et il se mit lui-même à la tête de l'avant-garde. Sa marche ne fut inquiétée que par une poignée d'Arabes et de mameluks qui voltigèrent autour des colonnes; de sorte qu'à huit heures du matin Alexandrie fut investie. La reconnaissance de son enceinte donnant lieu de croire que cette place n'était pas à l'abri d'un coup de main, l'escalade fut résolue; mais, avant de la tenter, on somma la garnison. Enhardis par le petit nombre des assaillants, et encouragés par les habitants, quatre à cinq cents janissaires qui la formaient, répondirent à coups de canon, et vinrent border l'enceinte de la ville des Arabes, en poussant des hurlements épouvantables. Alors les colonnes d'attaque se mirent en mouvement. Kléber, au centre, s'ébranla de la colonne de Pompée, atteignit le pied de la muraille, et désignait déjà à ses grenadiers l'endroit où ils devaient monter, lorsqu'une balle le frappa au front, et le renversa. Impatients de venger leur général, les soldats escaladèrent la muraille et pénétrèrent dans la place. Bon, commandant l'attaque de droite, enfonça à coups de hache la porte de Rosette, et se précipita dans la ville des Arabes. La colonne de gauche, conduite par Menou, qui devait s'emparer du château triangulaire, fut d'abord repoussée, et son

chef renversé du haut des murailles; mais le général Vaux, qui le remplaça, ayant aperçu une brèche praticable dans la partie de l'enceinte voisine de la mer, y dirigea ses troupes qui n'eurent pas de peine à la forcer.

Une centaine de janissaires occupaient encore le château et de vieilles tours. D'autres s'étaient retranchés dans les mosquées, et paraissaient disposés à prolonger la résistance : Bonaparte leur députa le capitaine d'un bâtiment turc, qui se trouvait dans la rade. Séduits par ses paroles de paix, ou intimidés par les dispositions qu'on prenait pour les réduire, ils capitulèrent; les scheiks et les imans apportèrent alors leur soumission, si bien qu'à la fin du jour, la place et les deux ports furent au pouvoir des Français. Leur sévère discipline rétablit bientôt le calme, et inspira de la confiance aux habitants. Le reste de l'armée prit terre le même jour, et l'on débarqua sans délai le matériel et les chevaux.

Tandis que ces opérations se terminaient, le général en chef arrêtait le plan des ouvrages à construire, pour mettre Alexandrie à l'abri d'un coup de main. La vieille enceinte des Arabes fut réparée et couverte par des redoutes tracées sur les hauteurs environnantes. On transforma en fort une vieille mosquée qui se trouvait au Marabou : il servit à défendre l'entrée de la passe qui conduit au port. La pointe d'Aboukir fut aussi retranchée : on arma le château, et la flotte vint mouiller dans la rade.

Après avoir créé par ces dispositions une place d'armes capable de renfermer tous les établissements et les dépôts, et s'être assuré un excellent point de départ, Bonaparte songea à faire la conquête de l'Égypte. Cette partie de sa tâche n'était pas celle qui offrait le plus de difficultés. En effet, si les débordements réguliers du Nil rendent la basse Égypte impraticable aux armées, depuis le mois de mars jusqu'au mois de juillet, et que la rareté des ponts, le manque absolu de routes entravent en toute saison les opérations militaires; d'un autre côté, le grand nombre de points accessibles des côtes de ce pays, le défaut total de places fortes, de positions défensives, le rendent moins aisé à conserver qu'à envahir.

Mais avant d'y être solidement établie, combien

l'armée française n'avait-elle pas de fatigues à supporter ! Le climat, les mœurs des indigènes, la manière de combattre des mameluks, la férocité et le brigandage des Arabes, les préjugés et le fanatisme de toutes les classes d'habitants ; tels étaient les obstacles sans cesse renaissants qui allaient se présenter. Bonaparte les embrassa d'un coup d'œil ; et, dans l'impossibilité de les surmonter tous, il chercha, par sa diligence, à en éluder quelques-uns. La possession du Caire, situé à l'entrée de la vallée supérieure du Nil, résidence ordinaire des deux beys, siège du gouvernement, la seule ville de toute l'Égypte qui renfermât des ressources, était d'une importance majeure, tant parce qu'elle assurait en quelque sorte la possession de la basse Égypte, que parce qu'elle privait les mameluks de leur centre d'activité et de puissance. Le général en chef, aussitôt que le reste de l'armée fut débarqué, marqua donc sa direction sur cette ville.

Le général Kléber, que sa blessure empêchait de suivre l'armée, garda Alexandrie avec une demi-brigade et trois compagnies d'artillerie. Pour mieux persuader les habitants du pays que l'intention des Français n'était pas de faire la guerre au Grand Seigneur, Koraim, gouverneur d'Alexandrie pour la Porte, fut continué sous lui dans ses fonctions. L'amiral Brueys reçut l'ordre d'entrer avec la flotte dans les deux ports d'Alexandrie ; et, dans le cas d'impossibilité absolue, de se retirer à Corfou, afin d'imposer à la Porte, jusqu'à ce qu'elle se fût prononcée sur l'invasion de l'Égypte. Ces mesures prises, le gros de l'armée marcha par le désert.

La division Kléber, conduite par le général Dugua, après avoir jeté garnison dans le fort d'Aboukir et s'être emparée de Rosette, remonta la branche gauche du Nil jusqu'à Ramanieh, pour protéger la navigation d'une flottille composée de chaloupes canonnières et de bateaux du pays, chargés de vivres et de munitions.

Le général Desaix forma l'avant-garde et fut suivi, à un jour d'intervalle, par chacune des trois autres divisions. Leur réunion s'opéra, le 8 juillet, à Demanhour. Cette marche fut très-pénible. Accoutumés aux dangers, les Français ne l'étaient pas encore aux privations commandées par le changement de climat ; ils n'avaient jamais manqué

de rien dans les fertiles campagnes d'Italie ; cependant, en traversant d'immenses plaines de sables, où ils ne trouvaient ni ombrage, ni fontaines pour étancher leur soif, harcelés sans cesse par une population nomade et féroce qui massacrerait tout ce qui s'écartait des colonnes, ils ne préférèrent ni plaintes, ni murmures ; tant étaient grands, chez eux l'amour de la gloire et la confiance dans leur chef !

Cependant, la descente des Français, annoncée aux beys par le scheik d'Alexandrie, les avait diversément affectés. Ibrahim, homme faible et pusillanime, loin de songer à faire tête à l'orage, se répandit en reproches contre son collègue, qu'il accusait d'avoir suscité cette guerre par des ex-torsions, ne pensa qu'à mettre ses trésors en sûreté, et passa sur la rive droite du Nil. Mourad-Bey, au contraire, sans perdre un instant, rassembla ses kachefs, ordonna à tous ses mameluks de se tenir prêts à combattre, et en détacha 12 à 1,500 à la rencontre des Français à Ramanieh.

L'armée réunie à Demanhour, marcha sur cette ville. L'avant-garde fut inquiétée par 3 à 400 mameluks qui voltigèrent sans cesse autour d'elle, et dont Desaix ne se débarrassa qu'avec le canon. L'armée aperçut enfin les bords du Nil ; cette vue lui fit oublier tout ce qu'elle avait souffert. Bonaparte s'arrêta deux jours à Ramanieh. Ce repos était nécessaire, non-seulement pour rétablir les forces des soldats exténués par le passage du désert, mais aussi pour attendre la division Dugua. On allait se trouver en présence de l'ennemi, et ne connaissant pas ses forces, la prudence conseillait de lui présenter le plus de monde possible.

Enfin, le général Dugua et la flottille qu'il commandait étant arrivés le 11 juillet, Bonaparte voulut continuer sa marche. Mais avant d'aller plus loin, il fallut déposter Mourad-Bey, qui avait pris position avec ses mameluks, et 2 à 3,000 fellahs (1), à la hauteur de Chebreisse ; la gauche appuyée à ce village, où il avait construit quelques batteries, la droite au Nil, où se trouvait une flottille de 8 à 10 chaloupes canonnières.

La flottille, aux ordres du chef de division Perrée, commença l'engagement ; poussé par la vio-

(1) Paysans égyptiens.

du vent au milieu des bâtiments ennemis, elle faillit perdre trois canonnières, et ne se sauva qu'en mettant à terre une partie des troupes qu'elle avait à bord, pour donner la chasse aux fellahs qui fusillaient sur la rive droite. Bonaparte, averti par la canonnade, doubla le pas pour dégager la flottille. Les cinq divisions marchaient en carrés par échelons, les bagages au centre, et les angles couverts par l'artillerie. Aussitôt que les mameluks aperçurent les premiers carrés, ils sortirent en masse de Chebreisse, et manœuvrèrent pour déborder la droite. Mais, étonnés d'un ordre de bataille si nouveau pour eux, et intimidés par quelques coups de canon tirés à demi-portée, ils replièrent sur leur première position. On ne leur donna pas le temps de s'y établir : la division Desaix s'élança dans le village, et les rejeta en désordre sur la route du Caire. Ce début fut de bon augure, et doubla la confiance de l'armée, en lui prouvant l'immense supériorité que la sang-froid et la discipline donnaient sur la valeur désolonnée.

Elle continua sa route, et arriva à la vue du Caire, après sept jours de fatigues et de privations insupportables. C'était près de cette capitale que Mourad-Bey avait rassemblé tous ses moyens. La bataille qu'il allait livrer devant décider du sort de l'Égypte, il n'avait rien négligé pour s'assurer la victoire. Sa principale force consistait en 6,000 mameluks. Ce corps d'élite était soutenu par une multitude innombrable de Cophtes, de Grecs, de fellahs et d'Arabes à cheval, gens, à la vérité, moins à craindre en ligne que dans une déroute. Son camp, placé en avant du village d'Embabé, était défendu par des retranchements élevés à la hâte, mais garnis d'une nombreuse artillerie. Ibrahim avait pris position sur la rive droite, près du village de Guez. La flottille était en bataille le long du camp de ce bey : une batterie de six pièces visant ses feux avec celui des djermes, depuis la droite des ouvrages d'Embabé, rendait inabordable les approches du Caire par le fleuve. En avant, près du village de Demanhour, Mourad-Bey avait placé quatre pièces de canon pour arrêter la flottille française. Cette batterie était soutenue par un corps de mameluks.

Bonaparte annonça à ses troupes qu'elles allaient

combattre ; que la conquête du Caire et de toute la basse Égypte serait le prix de la victoire : puis, après une de ces exhortations qui manquent si rarement leur effet sur l'esprit du soldat, il les mena à l'ennemi. Desaix, avec l'avant-garde, avait déjà replié quelques centaines de mameluks, lorsqu'il ralentit sa marche pour attendre les colonnes : à deux heures après midi, l'armée française arriva devant les retranchements. Bonaparte prit les mêmes dispositions qu'à Chebreisse : sa ligne refusait la gauche qui touchait au Nil : la droite s'appuyait au village de Bunktill, défendu par des canonnières, des dragons à pied et par les sapeurs d'infanterie de la division Desaix. Ces cinq divisions étaient formées en carrés par échelons. Les généraux Desaix et Reynier tenaient la droite, la division Dugua le centre ; à la gauche étaient celles commandées par les généraux Vial et Bon. Le projet du général en chef était de marcher dans cet ordre sur les ennemis, pour les tourner et les acculer au Nil ; mais Mourad-Bey ne lui en donna pas le temps. Au moment où les divisions allaient s'ébranler, on aperçut un mouvement général dans son camp. La moitié des mameluks sortit des retranchements, et se forma dans la plaine sur deux lignes : la première avait sa droite à Embabé, et débordait la division Desaix : la seconde, moins étendue, resta à cent pas en arrière.

A peine en ordre de bataille, les mameluks se lancèrent avec impétuosité sur les républicains. La charge paraissait d'abord se diriger sur le centre ; mais, à moitié chemin, tournant brusquement à gauche, ils fondirent sur les divisions Desaix et Reynier qui les attendaient de pied ferme. Lorsqu'ils arrivèrent sur les carrés, il en sortit un feu d'artillerie et de mousqueterie si meurtrier, que leurs escadrons furent rompus avec une perte considérable. Pour échapper à la mitraille, les mameluks voulurent se jeter dans le village de Bunktill ; mais les troupes qui défendaient ce poste, les accueillirent par une fusillade terrible. Enfin, rebutés par leurs pertes, et désespérant d'enfoncer ces citadelles mouvantes, ils se retirèrent à la débânde, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Bonaparte, sûr alors de la solidité de ses masses, ne songea plus qu'à tirer parti d'une vic-

toire qu'il regardait comme immanquable. Le général Bon, qui formait l'extrême gauche de la ligne, reçut l'ordre de se porter sur les retranchements, tandis que la division Menou, commandée par le général Vial, se dirigerait entre le village d'Embabé et le corps ennemi, qui venait de charger les deux carrés de droite. Le but de cette manœuvre était de séparer ce corps de celui qui défendait le village, et de tourner la gauche des mauvais retranchements qui le couvraient.

Ces deux divisions se mettent en mouvement, précédées de colonnes d'attaque, conduites par les généraux Rampon et Marmont. La première longe le Nil, aborde les retranchements par leur droite, et y pénètre, malgré le feu de 25 pièces de canon. Les mameluks, épouvantés, sortent des ouvrages, et cherchent à se faire jour. Les fellahs fuient vers la gauche d'Embabé; mais la division Vial, qui a terminé son mouvement, les reçoit à bout portant, les charge à la baïonnette, et les précipite dans le Nil. Pendant ce temps, les autres divisions gagnaient toujours du terrain. Les mameluks qui étaient hors des ouvrages, se trouvant pris entre le feu des carrés et celui des colonnes d'attaque, essayent de regagner leur camp, et tombent en désespoir sur la petite colonne de Rampon, qui s'était formée à la hâte entre le fleuve et le village. Tous leurs efforts sont vains : d'assaillants ils deviennent assaillis, et succombent sous les baïonnettes françaises.

Mourad-Bey, voyant les redoutes d'Embabé au pouvoir des républicains, ne songea plus qu'à la retraite, et prit le chemin de la haute Égypte. Il fut poursuivi par les divisions Desaix et Reynier, jusqu'à Giseh. Quelques mameluks qui n'avaient pu le rejoindre, passèrent le Nil au-dessus des Pyramides, pour aller renforcer le corps d'Ibrahim : mais ce bey, jugeant que la position n'était pas tenable, l'évacua pendant la nuit, après avoir mis le feu à tous les bâtiments de la flottille, puis se retira du côté de la Syrie. Cette importante victoire, où les mameluks perdirent 2,000 hommes de leurs meilleures troupes, n'en coûta pas 300 aux Français : 20 pièces de canon, 400 chameaux, les bagages, les magasins de vivres, restèrent au pouvoir des vainqueurs. Après tant de privations, l'armée connut enfin l'abondance; et les riches dépouilles

des mameluks firent complètement oublier le passage du désert.

Le lendemain de la bataille des Pyramides, Bonaparte reçut la soumission des magistrats de Caire, conduits par le kiaya du pacha, qu'Ibrahim avait emmené avec lui. Il traita ces députés avec bienveillance : leur promit le maintien de toutes les institutions; et déclara qu'allié de la Porte Ottomane, les Français n'avaient débarqué en Égypte que pour exterminer les mameluks, et délivrer les habitants de leur odieuse tyrannie. Le peuple, comme dans toutes les révolutions des pays gouvernés despotiquement, se porta à des excès. La maison de Mourad fut pillée; mais le retour des députés accompagnés d'une force imposante, et les proclamations du général en chef, rétablirent bientôt l'ordre. Les troupes prirent position autour de la ville, et, le 25 juillet, le quartier général y fut transféré.

Aussitôt que, par la possession du Caire, Bonaparte se vit maître de la basse Égypte, et que la séparation opérée dans les forces de ses ennemis lui donna l'espoir de subjuguier rapidement la totalité de ce pays, il songea sérieusement aux moyens de s'affermir dans sa conquête, et de la rendre utile à la France, en l'élevant au degré de prospérité dont elle semblait susceptible. En même temps qu'il prenait des mesures pour parvenir à ce but important, il disposa tout pour donner aux opérations militaires une nouvelle activité. Il était urgent d'expulser entièrement de l'Égypte le bey Ibrahim qui, posté à Belbeis, avec une retraite assurée dans les déserts de la Syrie, pouvait retarder l'occupation du pays. Bonaparte résolut donc de tourner ses forces contre lui, et ne laissa pour contenir Mourad-Bey, que la division Desaix, laquelle s'établit dans un camp retranché à quatre lieues en avant de Meh.

Deux jours de repos et d'abondance avaient enlevé l'ardeur des soldats; ils étaient impatientés de marcher à de nouveaux triomphes. Bonaparte ne laissa pas refroidir ce zèle. Le 2 août, trois colonnes, aux ordres des généraux Leclerc, Murat et Fugières, occupèrent El-Khanka, Kessionah et Birket-el-Hadgy. Le reste de l'armée, à l'exception de la division Bon, laissée au Caire, rejoignit ensuite les troupes campées à El-Khanka. Ibrahim-Bey qui, ne jugeant pas son camp tenable, se retira vers le désert, et fut poursuivi par les troupes de Bonaparte. Le 10 août, il fut vaincu à El-Khanka, et se retira vers le désert. Sa retraite fut poursuivie par les troupes de Bonaparte, qui le rejoignirent le 15 août, et le vainquirent à El-Khanka. Le 17 août, il fut vaincu à El-Khanka, et se retira vers le désert. Sa retraite fut poursuivie par les troupes de Bonaparte, qui le rejoignirent le 20 août, et le vainquirent à El-Khanka. Le 22 août, il fut vaincu à El-Khanka, et se retira vers le désert. Sa retraite fut poursuivie par les troupes de Bonaparte, qui le rejoignirent le 25 août, et le vainquirent à El-Khanka. Le 27 août, il fut vaincu à El-Khanka, et se retira vers le désert. Sa retraite fut poursuivie par les troupes de Bonaparte, qui le rejoignirent le 30 août, et le vainquirent à El-Khanka. Le 31 août, il fut vaincu à El-Khanka, et se retira vers le désert. Sa retraite fut poursuivie par les troupes de Bonaparte, qui le rejoignirent le 3 septembre, et le vainquirent à El-Khanka.

Ces mesures, peut-être suggérées par le désir de tirer un meilleur parti de l'inexpérience de ses équipages, auraient sauvé la flotte, si l'on eût mieux reconnu la profondeur des eaux entre les récifs d'Aboukir et les vaisseaux de la tête de la ligne, et que l'on eût fermé la passe avec des bâtiments échoués. Mais Brueys, persuadé que l'ennemi, après avoir reconnu sa position, n'oserait l'attaquer, négligea ces précautions. Nous verrons tout à l'heure combien cette imprévoyance lui fut fatale.

En effet, Nelson, en revenant, le 1^{er} août, de Syracuse devant Alexandrie, fut enchanté de le trouver dans une position si peu offensive. Sans perdre le temps en vaines reconnaissances, il donna le signal de l'attaque. Le vaisseau de Trowbridge qui tenait la tête, se dirigea entre les récifs d'Aboukir et la ligne d'embossage ; mais ayant trop appuyé à gauche, il échoua. Ne se laissant pas abattre par cet accident, l'amiral anglais ordonna à ceux qui le suivaient de faire la même manœuvre, en observant de moins serrer les récifs : de cette manière, la moitié de son escadre vint se placer entre la terre et la ligne française, tandis que le reste, défilant devant elle, mouilla au bord opposé : en même temps un vaisseau que l'amiral, avait en réserve, se porta en arrière du centre des républicains, et le coupa de l'arrière-garde. *Le résultat de ces mouvements fut que sept vaisseaux français seulement, se trouvèrent engagés des deux bords avec treize bâtiments ennemis* : manœuvre qui décida la victoire, quoique les Français eussent au total une supériorité de 164 pièces de canon et de 2,000 hommes sur les Anglais. Dans cette fatale position, le combat se soutint avec acharnement et sans résultat marqué jusqu'au milieu de la nuit ; mais, à trois heures du matin, les Anglais, maîtres de leurs mouvements, se rapprochèrent à portée de pistolet. Les vaisseaux français, pris entre deux feux, furent démâtés et perdirent leurs manœuvres. Un boulet de canon ayant emporté l'amiral Brueys, il n'y eut plus d'ordres ni de signaux. Le feu gagna l'Orient ; et ce bâtiment, le plus beau de la marine républicaine, sauta en l'air avec un fracas épouvantable. Enfin, le 2 août, au matin, l'escadre française était ou détruite ou au pouvoir de l'ennemi, à l'exception

lier le pas-
Pyramides,
gistrats, de
qu'Ibrahim
putés avec
de toutes
orte Otto-
en Égypte
délivrer les
Le peuple,
pays gou-
s excès. La
retour des
posante, et
rétablirent
tion autour
général y
ire, Bon-
et que la
es ennemis
ment la ter-
ux moyens
à rendre
de prospé-
ème temps
à ce bot-
aux opé-
s. Il était
pte le he-
e retraite
pouvait re-
te résolu
ne laissa
on Dessai,
é à quatre
vaient ra-
mpatients
Bonaparte
trois co-
Morat et
sion et
l'excepti-
rejoignit
a. Ibra-

d'une division de l'arrière-garde, composée de deux vaisseaux et de deux frégates, commandés par Villeneuve, qui parvint à gagner le port de Malte. Le capitaine du *Timoléon* brûla son vaisseau pour ne pas le rendre : les neuf autres tombèrent au pouvoir des Anglais.

Cette victoire, qui isolait entièrement l'armée d'Égypte, couvrit de gloire le vainqueur : mais, quelque habile que fût sa manœuvre pour envelopper la droite de l'escadre française, on ne peut disconvenir que les fautes de son adversaire ne l'aient aussi bien servi que ses talents. L'amiral Brueys en commit une très-grande, en recevant le combat sans mettre à la voile : et si, au milieu de la nuit du 1^{er} au 2, son arrière-garde, imitant les Anglais, fût venue les placer entre deux feux, qui pourrait affirmer que ce mouvement n'eût pas fait changer la face des affaires ?

Bonaparte supporta ce malheur avec courage ; sa sérénité parvint à écarter tout sentiment d'inquiétude de l'esprit des soldats : toutefois, cette victoire servit à merveilles les Anglais, qui déjà travaillaient à rompre l'alliance de la Porte avec la république. Leur ambassadeur, appuyé par celui de Russie, représenta l'expédition d'Égypte comme une violation du droit des gens. Le chargé d'affaires, Ruffin, sans instructions du Directoire, ne put détourner l'orage : et, lorsque Descorches, ce remplaçant tardif de Talleyrand, se présenta, la Porte refusa de le recevoir. Elle venait d'apprendre la destruction de la flotte française à Aboukir, et négociait un traité d'alliance avec l'Angleterre et la Russie. La déclaration de guerre à la France avait déjà précédé ces mesures ; car, dès le 30 août, parut avec le manifeste (1), un firman qui ordonnait le rassemblement d'une armée destinée à reconquérir l'Égypte.

Le chargé d'affaires Ruffin fut, comme de coutume, la première victime de ce démêlé politique : on le renferma aux Sept-Tours avec tous les employés de la légation. Le grand-visir Mehème Pacha, fut déposé et remplacé par Jussuf-Pacha. A quelques jours de là, une escadre russe de 12

vaisseaux ou frégates, sortie des ports de la Crète, passa le détroit des Dardanelles pour entrer dans la Méditerranée, aux acclamations des Turcs, qui y joignirent aussitôt leurs vaisseaux disponibles.

De retour au Caire après son expédition contre Ibrahim, Bonaparte chargea Desaix de chasser Mourad de la haute Égypte. Ce général quitta le 23 août, la position retranchée qu'il occupait en avant de Giseh, et embarqua sur quelques bâtiments armés en guerre, sa division, forte d'environ 3,000 hommes. Après une navigation de douze jours, il apprit à Abou-Girgeh, qu'un convoi de douze djermes chargées de vivres et de munitions, se trouvait à Richnésé, sous la garde d'un faible corps de mameluks. Il fit aussitôt débarquer un bataillon ; et, nonobstant les difficultés que lui présentait l'inondation du pays, il atteignit le convoi au moment où il entrait dans le canal de Joseph. Les Arabes et les mameluks dispersés en un clin d'œil, abandonnèrent sept pièces de canon et tous leurs vivres. Alors la division française remonta le Nil jusqu'à la hauteur de Siout, chassant toujours devant elle la flottille ennemie. Desaix, informé que de forts détachements occupaient les environs, se mit à leur poursuite : mais ils lui échappèrent, et se réunirent à Mourad-Bey, lequel étant parvenu à rassembler 4,000 mameluks et 8,000 Arabes près de Fayoum, se disposait à marcher à la rencontre des Français.

Peu intimidés par le nombre, ceux-ci, malgré les difficultés de la navigation et les pertes occasionnées par les maladies, lui épargnèrent la moitié du chemin. Le 4 octobre, ils débarquèrent près de Mansourah, nonobstant une fusillade assez vive des mameluks. Desaix, après avoir formé sa division en carrés sur les bords du canal de Joseph, pour protéger la navigation de la flottille, s'éleva le 6, auprès du village de Sédiman, où Mourad s'était porté. Sa cavalerie couvrait la plaine, et le village était défendu par des retranchements garnis de fellahs. Les troupes, harassées de fatigue, prirent quelques heures de repos ; et

(1) Au nombre des griefs contenus dans cette pièce, la Porte reprochait surtout la conduite cauteleuse du ministre Talleyrand, qui assurait à l'ambassadeur de la Porte

à Paris, que l'expédition, loin de la menacer, était uniquement dirigée contre l'ordre de Malte, le plus ancien de ses ennemis.

le 7, au matin, Desaix marcha dans l'ordre de la bataille, si ce n'est qu'il plaça sur les flancs deux petits carrés de 200 hommes pour éloigner les mameluks, ou amortir l'impétuosité de leur première charge. Ceux-ci s'ébranlent, enveloppent les carrés, et en chargent avec furie toutes les faces : mais leur rage est impuissante ; l'artillerie et la mousqueterie vomissent la mort dans leurs escadrons ; et les plus braves cavaliers viennent expirer sous les baïonnettes. Le peloton de droite, attaqué avec le plus de fureur, accablé par le nombre, se replie et se replie sur sa division, après avoir fait payer cher à l'ennemi ce succès momentané.

Mourad-Bey, reconnaissant enfin qu'il ne viendrait pas à bout de cette redoutable infanterie, fait retirer ses mameluks, et démasque quatre pièces de canon, qui commencent un feu d'autant plus meurtrier que les rangs sont épais. Desaix n'a qu'un moyen d'échapper au danger : la charge bat ; il marche sur la batterie : mais, à peine a-t-il fait quelques pas, que les mameluks décrivent un quart de conversion, tombent sur les blessés français, et les massacrent impitoyablement. Ce spectacle transporte les troupes de fureur : elles se précipitent sur les batteries, taillent en pièces ceux qui les défendent, et s'emparent de l'artillerie et des bagages. Les mameluks épouvantés, gagnent le désert.

Cette victoire dispersa entièrement l'armée de Mourad-Bey ; mais elle coûta cher à la division française : 340 soldats y perdirent la vie, et 150 y furent blessés. Ces derniers furent sur-le-champ dirigés sur le Caire, où l'on avait déjà renvoyé 400 hommes atteints d'ophthalmie. Ainsi affaibli, Desaix se décida à ne rien entreprendre qu'il n'eût reçu des renforts. Il commença à organiser administrativement les provinces conquises, y leva des impôts pour acquitter la solde, et forma des magasins de subsistances.

Pendant que cette division soumettait la haute Égypte, le reste de l'armée française jouissait dans les cantonnements d'un repos qui n'était interrompu que par des émeutes de villages qu'on réprimait sans peine. On fortifiait les bouches du Nil et les côtes de la Méditerranée ; les savants exploraient le pays, en décrivaient les antiquités ; élevaient ou dirigeaient les établissements qui devaient rendre à l'Égypte sa splendeur première. De son côté,

Bonaparte, instruit déjà des préparatifs hostiles de la Porte, faisait en silence des dispositions pour porter en Syrie le théâtre de la guerre.

Ces opérations furent un instant troublées par la rébellion du Caire. Depuis l'entrée des Français, la plus grande tranquillité avait régné dans cette ville immense, où Mourad et Ibrahim avaient conservé des intelligences. Malgré leur expulsion de la basse Égypte, ces deux beys exerçaient encore une grande influence sur l'esprit des habitants des campagnes. Ils s'en servirent pour exciter la révolte de la capitale. Les premiers symptômes d'insurrection se manifestèrent dans la journée du 22 octobre. Le commandant de la place, Dupuis, qui sortit le matin avec une faible escorte pour dissiper les mutins, fut victime de son zèle, et tomba percé de coups, avec tous ceux qui l'accompagnaient. Ce massacre fut le signal de celui de tous les Français isolés.

Bonaparte était absent : mais, instruit bientôt de tout ce qui se passait, il rentre au Caire ; expédie aux troupes les plus voisines l'ordre de s'y rendre, et fait braquer de l'artillerie sur les places publiques, ainsi qu'à l'entrée des principales rues. Le général Dommartin établit une batterie de quatre pièces de canon sur une hauteur qui domine la grande mosquée, où s'étaient retirés la plupart des rebelles.

Les troupes passèrent la nuit sous les armes. Le matin, les Arabes s'étant présentés aux portes, dans l'espoir de prêter la main aux insurgés, le général Vaux les culbuta dans l'inondation. La lutte fut plus longue dans l'intérieur : il fallut enlever chaque rue de vive force, et presque toutes les maisons furent disputées. Les rebelles étant enfin rejetés sur la grande mosquée, les batteries de la citadelle et des hauteurs commencèrent à jouer, et eurent bientôt incendié ce quartier. Au moment d'être passés au fil de l'épée, les insurgés implorèrent la clémence du vainqueur, qui leur accorda une amnistie : et, le 24, il ne restait d'autres vestiges de cette terrible sédition, que les décombres fumants des édifices qui avaient servi de refuge aux malheureux aveuglés par le fanatisme, ou séduits par les promesses des beys.

Quittons maintenant une contrée où règne un calme précurseur de grands événements, et passons

au récit des autres opérations maritimes de la campagne. Ce tableau complétera la tâche que nous nous sommes imposée pour le moment, en mettant le lecteur à même de juger de l'état de l'Europe à l'origine de la seconde coalition.

CHAPITRE LXXX.

Affaires maritimes et coloniales. — Tentatives des Français sur les îles Saint-Marcouf, et des Anglais sur Ostende. — Insurrection de l'Irlande. — Débarquement de 1,500 Français dans cette île. — Lord Cornwallis y est envoyé avec des forces imposantes. — Le général Humbert, après la plus valeureuse résistance, est forcé de capituler. — Une expédition plus nombreuse, partie trop tard de Brest sous les ordres du général Hardy est prise dans la traversée. — Les Anglais voulant assurer leur supériorité dans la Méditerranée, s'emparent de Minorque. — Ils évacuent Saint-Domingue. — État de cette colonie où le Directoire vient d'envoyer le général Hédouville. — Toussaint, qu'on soupçonne d'accord avec les Anglais, le force à se rembarquer.

La formation de l'armée d'Angleterre, à la fin de 1797, sous le commandement de Bonaparte, n'avait été qu'un stratagème pour donner le change sur l'expédition d'Égypte : bien qu'à cette époque le comité de l'union irlandaise sollicitât vivement le Directoire de lui fournir quelques secours, aucun événement digne de remarque ne se passa dans la Manche durant cette campagne. Nous n'en excepterons pas même les deux tentatives sur les îles de Saint-Marcouf, d'où les Anglais gênaient le cabotage entre le Havre et Cherbourg. Le capitaine Muskein, avec une flottille de bateaux plats, fut chargé de cette expédition, qui échoua complètement. Une seconde tentative, dirigée par le contre-amiral Lacrosse, n'ayant pas été plus heureuse, l'on renonça à cette entreprise, qui d'ailleurs n'avait rien d'important.

Cependant les Anglais, inquiets des mouvements maritimes qu'ils observaient dans tous les ports de France, cherchaient à ruiner les flottilles qu'on y réunissait. Déjà ils avaient jeté quelques bombes dans le Havre, lorsqu'ils apprirent qu'une grande quantité de bâtiments de transport, fournis par la république batave, devait gagner Ostende par les canaux de l'intérieur afin d'éviter leurs croisières.

Sir Home Popham partit aussitôt des Dunes avec une flottille de 35 à 40 bâtiments, frégates, canonnières, corvettes ou bombardes, portant environ 2,000 hommes commandés par le général Coote. Les instructions de cet officier étaient de détruire tous les bâtiments réunis dans le port d'Ostende, et de faire sauter l'écluse de Slyckens, qui joint le canal de Bruges à la mer. Le 19 mai, à une heure du matin, la flottille mouilla au large d'Ostende, débarqua sans obstacle les troupes de terre et six pièces de canon ; et, pendant que la faible garnison de la ville était occupée par le feu continu des navires, Coote se porta sur l'écluse qu'il détruisit. Instruit qu'on rassemblait de toutes parts des forces pour l'assaillir, il voulut se rembarquer, mais le vent était changé, la mer orageuse, et les canots ne purent approcher du rivage. Forcé alors de différer sa retraite, Coote prit position sur les dunes, et somma le commandant d'Ostende d'ouvrir ses portes. On ne répondit point à cette sommation dérisoire ; et, sur ces entrefaites, arriva le commandant de Bruges, avec un bataillon du 46^e régiment et quelques centaines de soldats qu'il avait rassemblés sur la route. Attaqués, le 20, avec vigueur, les Anglais perdirent 200 hommes en quelques instants. Leur général, privé de vivres et de munitions, et sentant l'impossibilité d'être secouru par la flottille que le mauvais temps avait obligé de prendre le large, se rendit prisonnier avec 17 à 1,800 hommes.

Maltraités sur le continent, les Anglais eurent plus de bonheur en Irlande, où depuis longtemps ils étaient menacés du double danger d'une insurrection et d'une descente.

La victoire de Camperduyn, en détruisant le projet des Irlandais-Unis, n'avait pas anéanti leurs espérances. Le feu couvait sous la cendre, et les chefs de cette redoutable association n'attendaient qu'une occasion favorable de courir aux armes. Pendant que leurs agents secrets redoublaient d'efforts pour stimuler l'inconcevable apathie du Directoire, le ministère anglais plus sage, sans prévoir toutes les mesures capables d'en prévenir les suites : les troupes stationnées en Irlande, reçurent des renforts ; et l'on adressa les instructions les plus sévères aux commandants des provinces.

Quelques mouvements insurrectionnels dans le Leinster, dans les comtés de Kildare et de Wicklow, dans ceux du Roi et de la Reine, à Dublin même, servirent de prétexte aux généraux anglais pour employer les voies de rigueur : des colonnes mobiles battirent le pays dans tous les sens, pour désarmer les habitants : des contributions énormes furent frappées; et l'on transforma en casernes les maisons des premiers magistrats et des personnes les plus distinguées. Des expéditions de ce genre relâchèrent singulièrement la discipline; bientôt, les soldats anglais se portèrent aux derniers excès. Les malheureux Irlandais virent piller et dévaster leurs habitations; leurs femmes et leurs filles, obligées de chercher dans les bois un refuge contre la brutalité d'une soldatesque effrénée, ne trouvaient pas toujours. La licence fut telle, qu'Abercrombie, général en chef de l'armée anglaise, se démit de son commandement au mois de février, en consignait les motifs de sa retraite, dans une proclamation.

Les chefs de l'union profitaient de la conduite barbare de leurs ennemis, pour fomenter l'esprit de résistance. Quelques avis reçus de France leur firent espérer de prompts secours, ils se réunirent à Dublin, pour concerter une levée générale de boneliers. Mais le gouvernement, ayant surpris le secret de la conjuration à force d'or et de promesses, éclaira toutes leurs démarches, et dans les journées des 12 et 13 mars, fit arrêter lord Édouard Fitz-Gerald, le docteur Mac-Tevon, le conseiller Emmet, et 14 autres membres du directoire de l'union. Il jaillit de leurs papiers des lumières très-vives sur leurs relations avec la France, et les plans qu'ils étaient au moment d'exécuter. Lord Campbell, lieutenant d'Irlande, en proclamant alors la loi martiale, ordonna un désarmement général. Les emprisonnements, les déportations, les exécutions militaires, furent les suites naturelles de ces mesures. Privée de ses chefs qui étaient en fuite ou plongés dans les prisons d'État, l'union choisit un nouveau directoire; mais le vice-roi ayant été instruit de ses démarches, parvint à les neutraliser. Toutefois le peuple, cédant à sa haine contre les Anglais, n'en prit pas moins les armes dans plusieurs provinces. Un rassemblement considérable dans le comté de Tipperary, attaqua avec fureur les

troupes royales à Hoslicross, et n'abandonna le champ de bataille qu'après une lutte sanglante. Ce combat fit sentir aux insurgés que la valeur et le patriotisme ne pouvaient suppléer au dénûment absolu de munitions; et, dès lors, ils se déterminèrent à faire une guerre de partisans. L'Irlande présenta un instant l'image fidèle de la Vendée : à l'approche des colonnes anglaises, les hommes abandonnaient leurs habitations pour se retirer dans les marais ou des bois inaccessibles. La campagne n'était-elle battue que par de faibles détachements? Ils sortaient en foule de leurs retraites pour envelopper l'ennemi, qu'ils massacraient sans pitié. Dans les cantons du Sud et du centre, toutes les communications étaient interceptées : les insurgés profitaient des ténèbres de la nuit pour assaillir les cantonnements anglais. On sent quels immenses avantages ce genre de guerre et la parfaite connaissance des localités devaient leur procurer, dans un pays coupé de ravins, de marais, de bois et de montagnes, comme cette île.

Le gouvernement, irrité, étendit son système de terreur. L'activité des cours prévôtales devint bientôt si monstrueuse, que les chefs échappés aux poursuites du vice-roi, n'ayant d'autre alternative que la guerre ou l'échafaud, résolurent de ne pas attendre les troupes françaises, pour provoquer une révolte générale. L'explosion fut fixée à la nuit du 23 mai. Le nord et le midi de l'Irlande devaient prendre les armes; et le château de Dublin, le camp de Lehaunstown, et le parc d'artillerie de Chepplisot, être assaillis et enlevés simultanément.

Ce plan fut déjoué en partie, par la surveillance des autorités royales, qui firent saisir, dès le 18, plusieurs chefs des insurgés, et mirent à l'abri de toute insulte les différents points menacés. Les forces anglaises, en Irlande, étaient d'ailleurs plus que suffisantes pour rassurer le gouvernement; car, outre 20,000 hommes de troupes réglées, la milice dévouée au gouvernement s'élevait à près de 40,000.

Les arrestations de Dublin n'empêchèrent pas la révolte d'éclater : l'impulsion avait été donnée, et partout, les troupes royales furent attaquées. Le 25, une masse d'insurgés se porta sur un corps de milices qui couvrait Wexford et Enniscorthy,

et le tailla en pièces. Les vainqueurs enlevèrent cette dernière ville de vive force ; et deux jours après, ayant battu le général Faucett, ils entrèrent dans Wexford, où ils trouvèrent plusieurs pièces de canon. La possession de cette ville leur procura un point assuré de communication avec la France.

Mais alors le défaut d'ensemble se fit apercevoir : victorieux sur un point, les insurgés furent défaits et battus sur plusieurs autres : pendant qu'ils obtenaient quelques succès dans le comté de Wexford, ils étaient battus à Carlow et à Kildare, par le général O'Leff, chargé de rétablir les communications de Dublin ; après avoir soutenu à Kilkullen une lutte glorieuse contre le général Lacke, ils échouèrent devant Newtonbarry. Le fâcheux résultat de toutes ces affaires les ramena au système qu'ils n'auraient point dû quitter. Sentant qu'ils ne pouvaient obtenir d'avantages en rase campagne contre des troupes régulières, ils n'engagèrent plus que des affaires partielles, autant pour s'aguerrir, que pour gagner le temps de se procurer les armes qui leur manquaient. En effet, la plupart n'avaient encore que des piques : la pénurie des munitions était si grande, que l'on convertit en balles les cercueils de plomb trouvés dans les églises.

Quoique les troupes anglaises combattissent avec courage, leurs avantages journaliers étaient loin de compenser les pertes, au prix desquelles elles les achetaient. Si les Irlandais n'eussent point dévié de ce système de guerre, la lutte n'aurait pas eu de terme. Un moment de prospérité amena leur ruine. Le 4 juin, ils détruisirent entièrement, près de la montagne de Sliewebuy, un gros détachement commandé par le colonel Walpole, et s'emparèrent de cinq pièces de canon. Enflé par ce succès, Bagnal-Harvey, qui était à la tête des insurgés, vint le lendemain attaquer le général Towstone, campé devant Newross. Les deux partis se battirent avec un égal acharnement, et la ville fut prise et reprise plusieurs fois ; enfin, la fortune se déclara pour les Anglais. Les insurgés furent entièrement défaits, et laissèrent sur le champ de bataille, 3,000 morts et 18 pièces de canon.

Cette bataille porta un coup mortel au parti de l'union. Les habitants du nord de l'Irlande, effrayés de ce revers, ne firent que de faibles efforts ; ceux

des comtés de Down et d'Antrim, qui avaient généralement pris les armes, furent, après quelques légers succès, battus à Ballynahink, et obligés de se soumettre au général Nugent. L'insurrection ne conserva de consistance que dans le Sud-Ouest, où elle se concentra dans le comté de Wexford.

Les Irlandais, comptant toujours sur le prochain appui de la France, avaient réuni toutes leurs forces auprès d'Enniscorthy, pour couvrir les ports dont ils étaient maîtres. On portait leur nombre à 12,000 hommes, et c'était Bagnal-Harvey qui les commandait. Malgré la force de leur position, le général Lacke, disposant d'environ 10,000 hommes, entreprit de les en chasser ; et, secondé par une escadrille qui croisa devant Wexford pour enlever à l'ennemi tout moyen de secours ou de retraite, il fit attaquer le camp le 21. Les insurgés se défendirent avec le courage du désespoir : finalement, le poste d'Enniscorthy fut enlevé, et ils battirent en retraite sur plusieurs directions, laissant au pouvoir des troupes royales 13 bouches à feu et presque toutes leurs munitions. Le général Moore fut alors dirigé sur Wexford, dont il s'empara sans peine, et où il captura Bagnal-Harvey, qui fut aussitôt livré à une commission militaire et exécuté.

Les combats de Kilkonnell, de Clonard, de Longwood et d'Ardée, achevèrent la dispersion des débris échappés à l'affaire du 21 juin. Poursuivis sans relâche par des colonnes mobiles, les Irlandais se virent forcés d'abandonner la campagne, pour se réfugier dans leurs retraites.

Le marquis de Cornwallis, investi de pouvoirs illimités, venait de remplacer lord Camden. Le nouveau vice-roi employa, pour pacifier ces malheureuses contrées, les moyens dont le général Hoche s'était servi dans la Vendée avec tant de succès ; il accorda des lettres de grâce à quelques chefs qui se trouvaient encore dans les prisons du gouvernement, sous la seule condition de décrire les projets et les ressources de l'association ; une amnistie fut promise à ceux qui déposeraient les armes. Ces mesures furent couronnées du plus heureux succès : les insurgés rentrèrent dans leurs foyers : les principaux d'entre eux obtinrent la faculté de se retirer dans les pays qui n'étaient pas en guerre avec l'Angleterre ; en sorte

(1) L'expérience difficile convenable
Ton

que, de cette formidable insurrection dont on évaluait la force à 60,000 hommes armés, il ne resta plus, à la fin du mois de juillet, que de faibles bandes dans les comtés de Wiclow, de Carlow et de Wexford.

Tandis que les Irlandais se faisaient ainsi écraser en détail, en attendant de jour en jour des secours du Directoire, celui-ci, absorbé par les préparatifs de l'expédition d'Égypte, ne portait qu'une attention secondaire à ce qui se passait de ce côté. Vainement, plusieurs hommes d'état, d'accord avec les agents de l'union, le pressèrent d'attaquer l'Angleterre au centre et dans les germes reproduits de sa puissance, et de réparer ainsi la faute que commit Louis XIV, en n'établissant pas solidement le roi Jacques en Irlande. On lui représenta que l'expédition, nuisible et téméraire alors qu'on avait besoin de toutes les forces pour décider la paix sur le continent, promettait un succès plus certain (1); qu'il faudrait moins de temps pour la préparer que celle d'Égypte; que son exécution n'était beaucoup moins de dangers, ne constituait pas en autant de frais, et devait obtenir des résultats bien plus prochains. Enfin, la paix avec l'Australie donnant tous les moyens d'alimenter l'armée qui enverrait sur le Shannon, détruisait une partie des objections qu'on avait opposées à l'expédition de Hoche.

Ce ne fut qu'après le départ de l'armée d'Orient qu'on ordonna l'armement de deux divisions navales à Brest et à Rochefort, destinées à porter en Irlande environ 4,000 hommes, avec des armes et des munitions pour les insurgés. Quelque faible que fût ce secours, il aurait eu une grande influence sur le cours des affaires, s'il fût parvenu aux Irlandais, avant l'issue de la lutte sanglante qu'ils tentaient de soutenir. Appuyés par des troupes régulières, dirigés par des officiers expérimentés, et pourvus de tout ce qui leur avait manqué jusqu'alors, ils se seraient ralliés en foule autour des Français; et leur succès devenait plus probable. Mais le désordre des finances, la lenteur et les mauvaises dispositions du Directoire, firent échouer ce

projet, Au lieu de partir dans les premiers jours de juin, les escadres ne furent en mesure que sur la fin de juillet; et lorsque les vents permirent d'appareiller, celle de Brest fut retenue en rade, faute d'argent pour payer les équipages.

La division de Rochefort mit à la voile, le 4 août: elle se composait de trois frégates et deux corvettes, portant 1,100 hommes de débarquement, sous les ordres du général Humbert. Cette faible escadre, commandée par le chef de division Savary, vint mouiller, le 22, dans la baie de Killala; et, sans attendre que toutes ses troupes fussent mises à terre, Humbert dirigea sur la ville une compagnie de grenadiers, qui s'empara de ce poste sans coup férir.

Le but de l'expédition eût été manqué, en se bornant à garder Killala; il fallait étendre le foyer de l'insurrection, et s'emparer de Ballyna. Humbert se porta donc sur cette ville par une marche forcée, et en chassa l'ennemi, après un léger combat. Ce succès enhardit les Irlandais: un millier vint joindre les vainqueurs, et en reçut aussitôt des armes et des munitions. Le général continua son mouvement, et se rendit maître de Rappa.

Informé, dans ce dernier endroit, que le général Lake était à Castelbar avec un corps de 5,000 hommes composé en grande partie de milices, il vint à sa rencontre; et, après une marche de quinze heures, il parut, le 27, sur les hauteurs en arrière de ce bourg, où les Anglais occupaient une forte position, entre un lac et un marais. Quoique Humbert eût laissé son artillerie derrière lui, il ne balança pas à attaquer. Pendant qu'on inquiétait la gauche de l'ennemi par des démonstrations, un détachement culbuta son aile droite, lui prit trois pièces de canon, et la rejeta en désordre sur la ville. Cet échec détermina la retraite des troupes anglaises sur Ballynamore, où elles n'arrivèrent qu'après avoir perdu 4 à 500 hommes, 800 prisonniers, 10 pièces de canon et 5 drapeaux.

Après cette glorieuse affaire, Humbert s'occupa de l'organisation de la province de Connaught; il créa un gouvernement provisoire, sous la prési-

à se soutenir devant Mantoue, et que les armées d'Allemagne revenaient délabrées derrière le Rhin.

(1) L'expédition d'Irlande, quand on n'avait pas une terre difficile à soutenir sur le continent, était plus convenable qu'en 1796, alors que Bonaparte avait peine

dence de John Moore, et ordonna la formation de huit régiments d'infanterie et de quatre de cavalerie, indépendamment de la levée en masse des habitants de 16 à 40 ans.

Aussitôt que le gouvernement britannique fut informé du débarquement des Français, il ordonna au commodore Warren d'aller établir une croisière à l'embouchure du Shannon, avec une escadre de quatre vaisseaux de ligne et deux frégates, et prescrivit au vice-roi de prendre les mesures les plus vigoureuses, pour arrêter les progrès des troupes mises à terre.

Lord Cornwallis, conformément à ses instructions, rassembla en toute hâte 8,000 hommes sur la rive droite du Shannon : rallia à Ballynamore la division battue du général Lake ; et, renforcé par les troupes qui accouraient de toutes parts, se vit dans peu à la tête de 15,000 hommes, avec lesquels il se disposa à marcher à la rencontre des Français. Mais Humbert, averti à temps des forces considérables qui allaient fondre sur lui, ne pouvant leur opposer plus de 2,400 hommes, prit le parti de gagner le nord de l'Irlande, pour se réunir aux insurgés des environs de Dublin, et y rester sur la défensive, en attendant les renforts que portait l'escadre de Brest. Il évacua donc Castelbar, et commença son mouvement rétrograde. Lake le suivit par Ballaghy, pendant que Cornwallis s'avavançait vers le comté de Longford ; et que le général Nugent, commandant dans le Nord, menaçait de front sa petite division. Sa marche fut si rapide, que Lake ne put l'atteindre ; et, après avoir battu la garnison de Sligo qui voulait s'opposer à son passage, il se rabattit sur Hamilton, et arriva devant Balintra, située à la rive droite du Shannon.

Ce point était défendu par des forces supérieures ; néanmoins Humbert, sentant le danger de sa position, n'hésita point à le forcer : après avoir brûlé le pont de cette ville, il se retrancha sur la rive opposée, et se dirigea le lendemain sur Granard, où il croyait trouver un corps nombreux d'insurgés. Arrivé à Cloone, il apprit qu'il avait été dispersé par la Yeomanry, et voulut d'abord continuer sa route ; mais il céda aux instances du chef irlandais, qui lui donna l'espoir de rallier ses bandes le jour suivant, et prit position en avant de Cloone.

Ce retard lui devint fatal ; Lake, après avoir promptement rétabli le pont de Balintra, lança à sa poursuite 700 cavaliers, portant chacun un fantassin en croupe. Cette avant-garde atteignit enfin les Français, le 8 septembre, sur les hauteurs de Ballinamuk, et engagea aussitôt le combat pour donner le temps aux colonnes du général Lake de se déployer. Humbert soutint deux heures entières les efforts des Anglais ; mais se voyant enveloppé, et ne pouvant espérer de se faire jour avec des hommes qui venaient en quatre jours de faire 44 lieues et de soutenir plusieurs combats, il consentit à capituler, et se rendit avec 800 hommes. Les insurgés qui s'étaient joints à lui, se dispersèrent.

Ainsi, cette expédition ne servit qu'à faire éclater encore quelques révoltes dans les comtés de Mayo et de Longford. Castelbar, qui avait été un instant la capitale de la république irlandaise, ayant été repris par les troupes royales, fut attaqué plusieurs fois par les insurgés, mais toujours sans succès. Ils conservèrent plus longtemps les villes de Ballyna et de Killala, dont enfin le général French les chassa, le 23 septembre, après leur avoir tué beaucoup de monde. Le petit nombre d'insurgés qui lui échappa alla grossir les bandes qui se soutenaient dans le comté de Wiclow.

Bien qu'un second débarquement eût pu causer un nouvel incendie en Irlande, le gouvernement anglais était actuellement en mesure de repousser toute espèce d'agression. Le brick l'*Anacréon*, monté par le général Rey et le célèbre Napper-Tandy, parut, le 16 septembre, devant Rutland, sur les côtes du comté de Donégal ; il portait des armes et un détachement d'artillerie légère, que la nouvelle de la reddition d'Humbert empêcha de mettre à terre : le chef irlandais jeté ensuite sur les côtes de Norwège, gagna Hambourg, où il fut arrêté et livré aux Anglais.

L'expédition de Brest, que le manque de fonds et un concours de circonstances avaient jusqu'alors retenu dans le port, mit enfin à la voile, le 17 septembre. Elle se composait du vaisseau le *Hoche*, de 74, de huit frégates et d'une corvette, commandés par le chef de division Bompard, et portant 3,200 hommes de troupes, sous les ordres des généraux Hardy et Ménage. A peine l'escadre

tut-elle mis en mer, qu'elle fut obligée de manœuvrer pour dérober sa marche à deux frégates anglaises chargées de l'observer. Dans l'espoir de leur faire prendre le change sur sa destination, Bompard descendit jusqu'au cap Finistère ; mais, voyant qu'il ne pouvait s'en débarrasser, il leur donna la chasse, et se dirigea sur l'Irlande, dont il découvrit les côtes, le 10, au soir.

Déjà les deux bâtiments ennemis avaient rejoint l'escadre du commodore Warren, qui croisant aux environs de Point-Achil, fit voile immédiatement du côté des Français. Le 12, à la pointe du jour, les deux escadres furent en présence dans les eaux de l'île de Torry. Il y avait trop de disproportion dans les forces, pour que l'issue du combat fût douteuse : le *Hoche* amena son pavillon, après quatre heures de la plus brillante résistance. Hardy, Bompard et Théobald Wolfe-Tone, l'un des chefs de l'union, furent faits prisonniers. Les frégates françaises tentèrent vainement de s'échapper. Deux seulement, avec la goëlette la *Biche*, parvinrent à gagner les ports de la république : les six autres furent capturées par l'escadre de Warren, ou par d'autres croisières. Wolfe-Tone, conduit à Dublin pour y être jugé, déploya un grand caractère dans sa défense : fidèle aux principes stoïques qu'il avait toujours professés, il envisagea la mort en sage, et se la donna lui-même, pour épargner à ses nombreux amis la douleur de le voir périr sur l'échafaud.

Les tentatives du Directoire contre l'Irlande se terminèrent par le voyage infructueux que fit une seconde fois le chef de division Savary, dans la baie de Killala. Il y apprit, en arrivant, les défaits de Humbert : et, se voyant menacé par des forces supérieures, il regagna en toute hâte, et sans mésaventure, le port de Rochefort.

Ainsi, l'expédition d'Égypte, en faisant renoncer à celle d'Irlande, au moment le plus favorable pour la tenter, ne causa pas seulement la perte de l'élite du personnel de la marine, mais fit manquer encore l'occasion de porter un coup sensible à la puissance de l'Angleterre : triste effet de la politique étroite du Directoire, et de l'ombrage que lui donnait un homme dont il redoutait plus les talents et la popularité, que la puissance même de l'ennemi le plus dangereux !

Le cabinet de Londres, tout en veillant à la garde de ses côtes, ne négligea aucun moyen de se procurer des équivalents aux conquêtes des Français. Sentant la nécessité d'avoir un port sûr dans la Méditerranée, soit pour contrarier la navigation entre Toulon et l'Égypte, soit pour mieux s'assurer l'empire de cette mer que la bataille d'Aboukir venait de lui rendre, il fit attaquer Minorque. Le gouverneur espagnol n'opposa pas dans cette île la même résistance qui avait illustré Blackney contre le maréchal de Richelieu, et qui avait fait du siège de Port-Mahon un événement célèbre. Cette place tomba sans bruit, et à peine sut-on en Europe qu'elle était passée aux mains du général Stewart.

Si leurs armes ne furent pas si heureuses en Amérique, les Anglais s'en dédommagèrent amplement en semant les germes de la scission de Saint-Domingue, sur laquelle il n'est pas hors de propos de jeter un coup d'œil.

On a vu au chapitre LXXV, qu'à la fin de 1797, ils ne possédaient plus que Port-au-Prince, le môle Saint-Nicolas et les côtes environnantes. Affaiblis par les maladies encore plus que par les combats, il eût été facile dans le cours de la campagne suivante, de les expulser de la colonie, si elle eût été dirigée par un gouvernement sage et ferme, et si Toussaint, satisfait de l'emploi de général en chef, eût voulu se soumettre franchement à l'autorité de la métropole. Mais l'anarchie entretenue par la division des noirs et des hommes de couleur, autant que l'ambition démesurée de cet homme extraordinaire, et la conduite inconsidérée des agents du Directoire, s'opposaient également à cette heureuse réunion.

Pendant la double lutte entre Rigaud, Toussaint et Santhonax, la tribune des conseils retentit souvent de plaintes contre l'administration de ce dernier. On rappela ses cruautés, ses actes arbitraires ; et la violence exercée sur le général Rochambeau, envoyé par le Directoire pour prendre possession de la partie espagnole, et que, de son autorité privée, Santhonax avait fait arrêter et renvoyer en Europe. On reprocha au Directoire d'avoir naturalisé le système de spoliation aux Antilles, et pris des mesures barbares contre de malheureux habitants qui, en émigrant, n'avaient

cherché qu'à se soustraire à la férocité des noirs. Enfin, la loi du 4 pluviôse an iv, qui lui donnait le droit d'envoyer des agents dans les colonies, fut rapportée. Toutefois, comme la malheureuse situation de Saint-Domingue ne permettait pas d'y établir encore le régime constitutionnel, les conseils autorisèrent plus tard le Directoire à y envoyer de nouveaux commissaires, dont les pouvoirs ne dureraient jamais plus de 18 mois.

Le choix du gouvernement tomba sur le général Hédouville, que sa modération bien connue semblait rendre propre à calmer les factions qui déchiraient la colonie.

Toussaint Louverture était à la veille de renvoyer Raymond comme Santhonax, lorsqu'il apprit cette nomination. Son ambition en frémit; mais il sut dissimuler son mécontentement, protesta de son attachement à la république, et envoya ses deux fils à Paris pour y être élevés au Prytanée. Afin de conserver la confiance du Directoire, il rassembla même son armée, et marcha sur le Port-au-Prince, à dessein d'en chasser les Anglais.

Ceux-ci, à qui il ne restait plus que des squelettes de régiments, sentant l'impossibilité de résister à l'armée nombreuse et aguerrie qui s'avancait contre eux, tentèrent la voie des négociations. Le général Maitland, connaissant la vanité de Toussaint, lui témoigna la plus grande considération, et lui envoya force parlementaires qui, par leurs compliments, tournèrent la tête au général africain. Bien différent de Rigaud, qui avait toujours repoussé les séductions avec mépris, il savoura l'encens que brûlait devant lui son adroit adversaire; et la guerre à outrance qu'il devait faire aux ennemis de la république, se changea en lutte de prévenances et de politesse. Il était aisé de prévoir dès lors que l'astucieux noir qui avait frondé l'autorité de la France, et n'avait plus rien à espérer d'elle, se tournerait du côté de la puissance intéressée à le rendre indépendant.

Ce fut à cette époque que le général Hédouville arriva à Saint-Domingue: les conférences qu'il eut avec ces deux généraux, ne servirent qu'à l'éclairer sur les difficultés de sa mission. Toussaint Louverture ne se rendit auprès de lui qu'à son corps défendant: Rigaud, au contraire, ne se fit pas renouveler l'invitation: l'accueil qu'il reçut

d'Hédouville, enflamma la jalousie de son rival; et Toussaint quitta brusquement le Cap pour aller terminer ses négociations avec les Anglais.

Le général Maitland, malgré les renforts qui venaient d'entrer dans la rade du môle Saint-Nicolas, prévoyant l'impossibilité de se maintenir à Saint-Domingue, tenta un dernier expédient pour enlever cette riche possession à la France; ou au moins, y déposer le germe de dissensions intestines. S'il faut en croire le général Pamphile Lacroix, il offrit à Toussaint Louverture, au nom du roi d'Angleterre, la souveraineté d'Haïti, avec tous les secours nécessaires pour assurer la couronne sur sa tête; n'exigeant en retour que la signature d'un traité exclusif de commerce avec la Grande-Bretagne. Tous les genres de séduction furent mis en usage par le général anglais pour gagner Toussaint; et peut-être ne furent-ils pas vains. Mais, soit que ce chef n'ajoutât pas entière confiance à ses promesses, soit qu'il crût indispensable d'ajourner une rupture ouverte, il enveloppa ses négociations d'un voile si mystérieux, qu'on est réduit à former des conjectures.

La capitulation du Port-au-Prince éveilla d'abord quelques soupçons; on donna aux Anglais toutes les facilités pour l'évacuer, et ils ne le rendirent qu'après avoir embarqué ou détruit tout le matériel. Une pareille transaction, signée par le général d'une armée de 13,000 hommes, dont le moindre effort suffisait pour jeter à la mer, ou faire prisonnier le peu de troupes qui défendaient une ville presque ouverte, semblait dénoter un système de ménagement qui blessait les intérêts de la république. Aussi, le général Hédouville blâma la conduite de Toussaint Louverture, et voulut négocier lui-même l'évacuation des postes que les Anglais avaient encore dans le sud et l'ouest de l'île.

Cette détermination lui attira bientôt un affront. La garnison du môle Saint-Nicolas offrit de remettre la place dans l'état où elle l'avait pris, et il y consentit. Mais Toussaint, choqué que cette convention eût été conclue sans sa participation, intrigua auprès de Maitland pour la faire annuler; et le gouverneur anglais, ravi de jeter un brandon de discorde entre les deux généraux, déclara qu'elle ne serait exécutoire qu'après avoir été ratifiée par Toussaint.

Celui-ci prit bientôt possession de cette importante place, où il fit une entrée solennelle; on lui céda tous les honneurs réservés au commandant suprême; il reçut de riches présents de la part du roi d'Angleterre, et dès ce jour-là, il fut permis de s'apercevoir, malgré la dissimulation du chef des noirs, que si la colonie n'était pas soumise à l'empire britannique, elle était du moins destinée pour la France.

En effet, la mortification qu'il venait de faire éprouver au général Hédouville, n'était que le prélude de celle qu'il lui réservait. Sûr de son influence sur les noirs, Toussaint ne s'occupait qu'à discipliner les colons. La discipline exacte qui régnait dans ses troupes, la protection manifeste qu'il accorda aux habitants portés comme émigrés sur les listes du Directoire, et le masque religieux dont il s'était revêtu, lui valurent bientôt l'adhésion de tous les blancs. Il ne craignit plus dès lors de se mettre en opposition ouverte avec le commissaire du gouvernement, en différant de donner son avis sur l'affranchissement des esclaves, et en refusant la dénomination d'émigrés: il rendit la même loi à ces derniers tous leurs biens séquestrés, et agit de même à l'égard des propriétaires qui n'avaient été au service des Anglais. Une mesure si hostile jeta le général Hédouville dans le plus grand embarras. Sans force, presque sans crédit, et voyant l'opinion se déclarer en faveur de son redoutable adversaire, il l'invita à se rendre à Cap, pour prendre connaissance des instructions nouvellement reçues du gouvernement.

Mais Toussaint Louverture jugeant qu'il fallait saisir un coup décisif, suscita les noirs à la révolte, sous prétexte que l'agent du Directoire voulait s'emparer du général en chef, pour les replonger plus facilement dans l'esclavage. Ces perfides insinuations obtinrent tout le succès qu'il en attendait: l'insurrection du 8^e régiment colonial, en arrivant à Fort-Dauphin, fut le signal du rassemblement de toute la population noire dans les plaines du Cap. Ses habitants tremblaient de voir renouveler les scènes sanglantes de 1793, lorsque le général Hédouville, désespérant de ramener cette multitude égarée et dirigée par un chef dont il connaissait l'audace, prit le parti de s'embarquer sur les frégates ancrées dans le port, emmenant avec lui

15 à 1,600 personnes qui craignaient la vengeance des révoltés.

Ce départ ayant calmé l'effervescence des noirs, Toussaint Louverture se hâta alors d'inviter le commissaire Roume, qui se trouvait dans la partie espagnole, à prendre les rênes de l'administration générale de la colonie; et, redoutant les suites de l'accusation intentée contre lui, il fit porter en France, par un de ses affidés, l'apologie de sa conduite. Le Directoire, flottant entre les rapports d'Hédouville qui accusait Toussaint de connivence avec les Anglais, et les plaintes de celui-ci, qui reprochait à Hédouville d'avoir abusé de son autorité et compromis le salut de la colonie, crut ne pouvoir mieux faire que de suspendre son jugement et différer l'envoi de nouveaux commissaires, jusqu'à ce qu'il eût recueilli des renseignements plus certains.

Les Anglais se réjouirent d'un événement qui relevait leurs espérances. Plusieurs habitants craignirent aussi que Toussaint Louverture, pour éviter une grande responsabilité, ne se jetât dans les bras des ennemis de la France. Mais rien, dans la conduite de ce chef, ne justifiait ces appréhensions: il paraissait même que plus de prudence de la part du général Hédouville, et un peu moins de légèreté dans les officiers qui l'entouraient, eussent détourné cette funeste scission, qui amoncela tant de malheurs sur la colonie. Toussaint Louverture n'était jaloux que de son autorité, et affectait en toute occasion un vif attachement pour la république. Mais l'amour de ses troupes et la confiance des habitants lui avaient révélé le secret de sa force; et le seul tort fut au Directoire qui, au lieu d'investir d'une grande autorité l'homme qui pouvait sauver l'île, persista à méconnaître le génie qui perçait dans toutes ses actions, malgré les empreintes encore récentes de l'esclavage.

La Guadeloupe et les îles qui dépendaient de la même agence, avec plus de tranquillité intérieure, offraient aussi un état beaucoup plus prospère que Saint-Domingue.

Cayenne et la Guyane, devenues les lieux d'exil de la république, ne faisaient pas de grands progrès; car des législateurs, des journalistes, des nobles et des prêtres proscrits, ne sont pas des hommes propres à défricher une terre marécageuse.

Quant aux établissements du Sénégal, beaucoup plus coûteux qu'utiles depuis l'abolition de la traite des nègres, ils avaient été à peu près abandonnés. Ainsi, toutes ces colonies qui, avant la révolution, étaient la source d'immenses richesses, se trouvaient en quelque sorte perdues, et ne pouvaient être comptés que dans un avenir éloigné, au nombre des possessions productives de l'État.

Telle était la situation coloniale de la France au moment où se trama une nouvelle coalition. Pour compléter le tableau de cette campagne, nous devrions rapporter à nos lecteurs les exactions de Rapinat en Suisse; la lutte qui s'éleva entre lui et le directoire helvétique; les événements du mois de septembre, où Schaumbourg brûla Stanz et massacra 5 à 600 républicains d'Unterwald pour leur arracher un serment de fidélité à une constitution qu'ils abhorraient.

Il serait indispensable de parler aussi de l'intérêt que la Russie, garante du traité de Teschen, avait à s'opposer au démembrement de l'empire germanique préparé à Rastadt; des efforts du prince

Repnin, pour entraîner la Prusse dans une guerre contre la France; de la sage modération et de la fermeté que Frédéric-Guillaume lui opposa. Enfin, après avoir soulevé le voile qui couvre le voyage du comte de Cobentzel à Berlin et Pétersbourg, et vu de régler la part que l'Autriche pourrait prendre à de nouvelles hostilités contre la république, au cas qu'elle ne rétablisse pas les choses sur le pied du traité de Campo-Formio, nous aurions à décrire la bizarre agression du roi de Naples, et la conquête de sa capitale. Mais ces aperçus des causes de la seconde coalition appartiennent aux chapitres consacrés à retracer cette nouvelle guerre; nous permettra donc d'interrompre le fil chronologique des événements, et de suspendre un instant le récit de tant de scènes de carnage, glorieuses, à la vérité, pour les armées françaises, mais dans lesquelles on n'entrevoit pas le moindre résultat avantageux, ni pour une liberté raisonnable, ni pour la stabilité de l'Europe, *bien moins encore pour le libre parcours des mers.*

